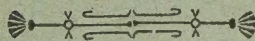


CONSIDÉRATIONS
SUR
Les FOIRES et les MARCHÉS
DE
SOMMIÈRES EN LANGUEDOC
DEPUIS LEURS ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

Un Aspect de l'Activité Industrielle
et Commerciale de Sommières

THÈSE
pour le Doctorat (Sciences Politiques et Economiques)

PAR
IVAN GAUSSEN



NIMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12 — rue Pradier — 12

—
1921

**Un Aspect de l'Activité Industrielle
et Commerciale de Sommières**

CONSIDÉRATIONS
SUR
Les FOIRES et les MARCHÉS
DE
SOMMIÈRES EN LANGUEDOC
DEPUIS LEURS ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

Un Aspect de l'Activité Industrielle
et Commerciale de Sommières



THÈSE

pour le Doctorat (Sciences Politiques et Economiques)

PAR
IVAN GAUSSEN

NIMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12 — rue Pradier — 12

—
1921

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALÉRY, doyen, professeur de Droit commercial, chargé
du cours de Droit international privé.
MOYE, professeur de Droit internat. public, assesseur.
CHARMONT, professeur de Droit civil (en congé)
MORIN, professeur de Droit Civil.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel.
BECQUÉ, professeur de Droit civil.
DE NESMES DESMARETS, professeur de Droit administratif.
ROCHE-AGUSSOL, agrégé d'Economie politique.
BASTID, chargé de cours de Droit constitutionnel.
DIJOL, chargé de cours de Procédure.
VINCENT, chargé de cours de Droit romain.
SURET, chargé de cours d'Economie politique.
GUENOUN, chargé de cours d'Histoire du droit.
BOSC, chargé de cours de Droit civil.
VIALLETON, chargé de cours de Droit civil.
VIGIÉ et BREMOND, doyens honoraires.
LABORDE et CHAUSSE, professeurs honoraires.
ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. VALÉRY. *Président.*

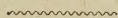
ROCHE-AGUSSOL,

VINCENT,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS.



I. G.

PRÉFACE.

M. le Professeur Huvelin a écrit au début de son histoire remarquable sur les foires et les marchés :

« L'Histoire générale du commerce malgré des tentatives sérieuses est à faire... On a presque de parti pris laissé dans l'ombre l'évolution des conceptions économiques et les rapports de ces conceptions avec les institutions commerciales, le mécanisme de ces institutions, leurs origines, les phases par lesquelles a passé le développement du crédit, les débouchés qu'a trouvés le négoce et les entraves qui l'ont gêné, l'influence exercée par l'industrie et le commerce sur le bien être des populations et de la civilisation, enfin l'action de ces faits économiques et sociaux sur notre droit moderne ». (1)

En consacrant ce modeste travail à l'histoire économique d'une petite ville que nous aimons, nous n'avons pas eu l'intention de combler une lacune ni de participer pour une grosse contribution à l'Histoire Générale du Commerce de notre pays. Notre commune a joué un rôle trop effacé dans l'Histoire et nous n'avons nous-même l'expérience et l'autorité suffisantes pour nous permettre de pareilles prétentions.

Cependant, surpris depuis notre enfance par la régularité avec laquelle ses marchés hebdomadaires ont toujours été fréquentés, par l'importance et l'animation de ses foires qui constituent encore un évènement régional dont on ne peut contester l'influence, nous avons été curieux d'en connaître les origines.

(1) Huvelin. Essai Historique sur le Droit des marchés et des foires. Introduction p. 5.

Ce désir nous a paru d'autant plus justifié que l'état moderne de notre Sommières ne porte pas en lui-même l'explication de ces mouvements commerciaux. Les marchés du Samedi, les foires de la Saint-Michel, de Carême et des Rameaux, les nombreuses boutiques qui se suivent sans interruption dans les rues humides et basses de notre ville ne sont pas en rapport avec le calme et la tranquillité habituelle qui caractérisent notre localité.

Alors pourquoi en une ville aussi paisible une telle affluence de commerçants étrangers pendant les foires ? Pourquoi ces rendez-vous réguliers du Samedi ? On explique couramment tout cela par l'importance de notre gare de chemin de fer, par l'étendue du canton de Sommières et par le nombre assez élevé des petites communes environnantes qui paraissent uniquement dépendre du chef-lieu Sommiérois,

Nous ajouterons à ces raisons dont on peut chaque jour vérifier l'exactitude, une influence qui, à notre avis, renferme en elle-même les principaux motifs de cette situation : celle de la tradition.

L'Histoire nous apprend en effet, qu'avant la Révolution, qui unifia la France par la centralisation, qu'avant les grandes découvertes du XIX^e siècle, qui bouleversèrent complètement les conditions de la vie, notre ville occupait dans le monde économique du Languedoc une place de quelque importance. Sommières était connue dans tout le Royaume par ses fabriques de molletons, dans toute la région cévenole par ses foires où l'on amenait troupeaux et chevaux, et dans le Plat País des Diocèses de Nîmes et des diocèses environnants par ses marchés aux céréales et par son commerce des grains.

Aussi venait-on parfois de très loin aux foires de Sommières pour y effectuer ventes et achats. Les paysans apportaient aux marchés de Sommières les produits de leurs récoltes puis faisaient régulièrement dans la ville toutes leurs provisions. A une époque où les déplacements étaient peu faciles on se donnait rendez-vous « per la fieïro » et là marchands, parents et amis se rencontraient et discutaient. La foire était un gros évènement, une véritable fête, en même temps qu'une grosse source de

revenus pour la population commerçante de notre localité. Si les évènements ont modifié, parfois rapidement dans la suite les conditions matérielles de l'existence, les habitudes séculaires prises de générations en générations par les populations rurales et agricoles de nos régions, ne changèrent point de la même façon. Les traditions survécurent dans la plaine de la Vaunage. dans le Bassin du Vidourle et dans les Basses Cévennes. Conservées précieusement par nos vieilles familles paysannes elles se perpétuèrent toujours et aujourd'hui encore elles paraissent en ces jours de foires et de marchés aussi vivantes et aussi fortes qu'autrefois.

* * *

Nous avons effectué la plus grande partie de nos recherches dans nos archives communales dont MM. Gaussorgues et Lombard-Dumas ont laissé un inventaire très détaillé. Aux archives départementales de l'Hérault nous avons retrouvé dans les fonds de l'Intendance quelques précieux documents intéressant l'Histoire économique de notre localité. (1)

Cependant, hâtons-nous de dire, que pour pouvoir faire comme nous l'aurions souhaité, un aperçu historique détaillé et précis du mouvement commercial de nos foires et de nos marchés, il eut été nécessaire que nous soyons aidés par une documentation beaucoup plus riche. Nos archives ne contiennent au chapitre des foires que quelques lettres patentes de création ; elles renferment bien, chapitre Administration et Justice, des liasses importantes relatives aux divers conflits qui naquirent à la suite de perceptions fiscales exagérées sur nos marchés ; elles nous ont fourni de temps à autres avec les délibérations du Conseil de la Communauté de très curieuses observations sur la vie économique de notre localité mais elles ne nous ont

(1) Que MM. les Archivistes des Archives départementales du Gard et de l'Hérault veuillent bien trouver ici l'expression de ma gratitude pour les précieux services qu'ils m'ont rendus au cours de mes recherches.

révélé l'existence d'aucune pièce et d'aucun texte nous apportant les renseignements, les statistiques ou les rapports que nous eussions désiré posséder et qui même paraissaient indispensables à la composition d'un pareil ouvrage. Même pénurie aux archives du Gard et de l'Hérault. Les fonds de l'Intendance si riches en détails sur les foires de Beaucaire, de Montagnac et de Pézénas ne contiennent que des renseignements généraux sur les nôtres.

Il est certain que les foires et les marchés de Sommières bien que d'origines très anciennes n'eurent jamais une renommée égale à celle des grandes foires du Languedoc. Nous ne pouvions dès lors découvrir une floraison de documents et une bibliographie comparables à celles qui intéressent les grandes manifestations commerciales de notre Province.

Cependant les renseignements que nous avons glanés dans nos recherches ont eu l'avantage, s'ils ne nous ont directement donné ce que nous attendions d'eux, de nous révéler le curieux intérêt qu'a présenté à travers les siècles l'Histoire économique de notre localité. Et comme cette histoire était intimément liée à celle qui devait faire l'objet de notre travail, nous avons été amené à en approfondir l'étude pour connaître le mouvement commercial de nos foires et de nos marchés.

Nous avons alors groupé nos observations en deux parties : la première est une étude historique des foires et des marchés de Sommières depuis leurs créations jusqu'à la Révolution, (avec plus de détails sur le XVIII^e siècle, période la plus intéressante pour l'histoire économique de notre ville,) la deuxième est consacrée à l'étude de leur vie interne, c'est-à-dire à la recherche de leur organisation intérieure, de leurs règlements, des privilèges dont elles furent dotées, des impôts qui y furent perçus bien souvent au détriment du commerce, et des juridictions compétentes pour apaiser les difficultés et juger les conflits.

Tel est le canevas de notre modeste travail. Il ne correspond sans doute point parfaitement à ce que nous aurions désiré qu'il fut. Cependant, tout en inspirant notre développement des enseignements que nous a donnés l'Histoire économique de

notre ville, nous avons apporté tous nos efforts à ne point nous écarter des limites et du cadre de notre sujet.

Peut-être n'y sommes-nous pas toujours réellement parvenus ! Peut-être, encore, aurions-nous pu faire de plus fructueuses recherches et commettre moins de lourdes imperfections si nous avions eu plus de temps à consacrer à notre ouvrage !

Qu'il nous soit permis d'espérer, pour le plus grand intérêt de notre Communauté, que d'autres plus heureux et surtout plus érudits que nous-même, reprennent un jour avec de nouveaux matériaux et plus de sciences, cette histoire économique des foires et des marchés de Sommières que nous allons esquisser aujourd'hui !

INTRODUCTION

« Sommières se trouvant dans une situation favorable, placée entre le Gévaudan, les Sévennes et le Plat País, ses habitants se sont tournés pour leur industrie, du côté du commerce. » (1)

Ces quelques lignes que nous avons retrouvées dans une délibération du Conseil de la communauté contiennent, résumées en peu de mots, les causes essentielles qui firent la fortune économique de notre ville. Si comme nous le verrons dans la suite, Sommières connut pendant des siècles une prospérité très souvent enviable elle le dut, sans doute à l'esprit laborieux de sa population, mais aussi aux avantages remarquables que lui conférait la position précieuse qu'elle occupait dans le Bas Languedoc.

C'est à l'étude de ces causes dont les effets restent d'ailleurs encore vrais de nos jours, que nous avons cru devoir consacrer ce préambule.

Sommières est adossée à une de ces dernières collines cévenoles qui bordent la plaine méditerranéenne et qui s'avancent vers la mer entre les anciens golfes devenus des deltas fluviaux. Bâtie sur les bords du Vidourle, elle domine cette zone ondulée

(1) Archives Sommières. Délibération du 7 octobre 1781.

et salubre composée de terrains variés, d'âge pliocène et miocène dont les mollasses coquillères occupent la plus grande partie du bassin de cette capricieuse rivière. Les coteaux calcaires qui s'avancent vers le nord bien que craignant les sécheresses estivales ne laissent point stériles les efforts des agriculteurs ; mais la culture devient réellement productive dans ce vaste bassin qui part de la région d'Alais et dont une branche descend vers Sommières et pénètre dans le département de l'Hérault. « La prédominance des couches marneuses imprime au sol des formes arrondies, largement découpées par les eaux pluviales et la couleur rouge de ces marnes contraste de loin avec les roches grises qui les encadrent : ce sont des taches de fertilité. » (1)

Sommières se trouve située au centre d'une belle région dont les terrains sont très fertiles bien que de nature géologique assez différente. Cultures cévenoles au nord, cultures méditerranéennes au sud, cette ville était naturellement appelée à servir d'intermédiaire entre ces deux régions de productions dissimilaires ; pays de transition entre la plaine et la montagne, elle devait devenir un lieu de rendez-vous et d'échange, elle devait être de bonne heure le siège d'un marché.

« Si les foires et les marchés de Sommières sont très anciens, dit un mémoire de l'An III, c'est que la centralité et la position de cette commune au con-

(1) Dutil. Etat Economique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime (1750-1789), p. 14.

fluent de diverses routes semblent les avoir appelées. » (1)

Sommières est, en effet, depuis des siècles au centre d'un réseau routier très important ; le pont magnifique que les Romains construisirent à l'époque de Tibère ou de Claude et dont la solidité a bravé les violences du Vidourle et les injures des temps, devait naturellement servir de trait d'union aux diverses voies de communication qui aboutissaient à cette rivière. (2)

L'ancienne Midrium, bâtie sur le plateau de Villevielle et dont il ne reste aujourd'hui que quelques vestiges épars, était à l'époque gallo-romaine sur la voie secondaire qui reliait la grande cité nimoise à Lodève. Cette « *via vicinalis seu transversalis* » sortait de Nîmes par la porte d'Espagne avec la belle voie Domitienne qui traversait la Narbonnaise depuis le Pons Aerarius sur le Rhône et le Pons Ambrussum sur le Vidourle jusqu'à Narbonne par Sextantion : elle passait au pied de l'oppidum de Nages « *via publica quæ de Nemausa in valle Anagia discurrit* » traversait le Rhony sur un petit pont de trois arches pour aboutir ensuite à Midrium. En quit-

(1) Archives Gard — Série M. 14-85.

(2) Sur les voies Romaines de la Narbonnaise voir : Rivoire Statistique du Gard T. I p. 82. — Nîmes et le Gard. 41^e Congrès de l'Association française pour l'Avancement des Sciences du 8 Août 1913. T. 1^{er} « La Civilisation Romaine » p. 287 et suiv. — Germer-Durand. Dictionnaire topographique du Gard — Grangent et Durand Les monuments antiques du midi de la France T. 1^{er} Ch. 6. p. 113 — Chavet. Les voies Romaines chez les Volsques Arécomiques — Boisson. Histoire de la ville de Sommières : Introduction.

tant notre « vieille ville primitive » elle descendait la colline qui domine le Vidourle par le quartier de Belleau, passait par la Tailladé, dont le nom rappelle sans doute le mode de construction, et traversait notre turbulente rivière sur le pont remarquable que nous voyons partiellement conservé aujourd'hui. Ce pont était composé de dix-sept arches ceintrées à quatre doubleaux, il avait une longueur totale de cent quatre vingt dix mètres, une largeur de sept et sa chaussée présentait deux rampes continues. « Tel qu'il est aujourd'hui, a écrit M. Boisson dans son Histoire, on peut juger du grandiose de la construction antique, lorsque ce monument débarrassé de l'entourage qui l'obstrue, pouvait développer librement sur l'horizon les lignes harmonieuses des dix-sept arches qui le composaient. » (1) Notre voie Romaine passait ensuite par le quartier connu sous le nom de « la montade » et rejoignait Lodève par Saint-Martin de Londres, Trévies (tres viæ) où elle rencontrait encore de nouvelles voies transversales.

Peu après notre pont, se détachait sur la rive droite une voie vicinale de moindre importance longeant le lit de la rivière jusqu'à Boisseron; elle traversait Bénovie (Vénobia) sur un pont dont on reconnaît encore l'architecture romaine et allait par Castrie rejoindre la voie Domitienne à Sextantion (Castelnaud). Cette petite voie établissait ainsi une communication très facile entre la voie de Nîmes à Lodève et

(1) Ce pont a subi depuis de nombreuses réparations. Il ne reste plus aujourd'hui que huit arches sur le lit du Vidourle. Sa longueur actuelle est de 75 m. 64.

la principale artère qui traversait alors toute la colonie Narbonnaise.

De Midrium partaient encore plusieurs chemins dont les emplacements restent mal précisés et qui dans la suite prirent une plus grande importance, comme la grande draille de Sommières à Saint-Nazaire des Gardies ; ils allaient retrouver la voie de Nîmes en Rouergue, ou encore route des Rutènes, par Quissac (Cotiaticum), Sauve, Ganges et le Vigan (Avicantus) et de Nîmes à Anderitus, au milieu du Massif Central, appelée encore voie Régordane, par Anduze et Saint-Jean du Gard.

Mais, après la décadence romaine et les grandes invasions, la Midrium d'autrefois n'existait plus. Un château fort, construit sans doute par les premiers seigneurs de la maison d'Anduze, surveillait le passage du Vidourle et la circulation sur le pont ; une population industrielle reconstruisait, nous dit une vieille légende locale, une nouvelle ville au-dessous de la cité primitive ; Sumidrium remplaçait l'ancienne Midrium des Romains.

Pendant les siècles du Moyen-Age les travaux publics furent complètement délaissés et les voies romaines, encore mal entretenues, restèrent les seules routes praticables. Sommières bénéficia alors du réseau routier dont elle avait été dotée. Elle fut ainsi en relation directe avec Montpellier dont la splendeur commerciale se maintint pendant plusieurs siècles, avec Lunel que la canalisation de sa roubine transformait en un port commode et peu éloigné ; elle conserva avec la plaine de la Vaunage, Nîmes et Beaucaire les vieilles relations d'autrefois ; elle put

communiquer facilement avec les Causses et les Cévennes par l'ancienne voie de Lodève et par les chemins la reliant aux grandes voies romaines et qui pénétraient dans le Massif Central. Aussi, plus tard, lorsque l'autorité royale se fut étendue sur tout le Languedoc, lorsque les Etats, travaillant au développement économique de la Province, eurent refait les ponts, entretenu et créé de nouvelles routes, quatre routes convergèrent sur Sommières de chaque côté de la rivière et le vieux pont romain leur servit toujours de trait d'union.

Bâtie dans un vallon riche et productif, aussi près de la plaine que de la montagne, notre communauté située à peine à quelques lieues de Nîmes, de Montpellier et de la mer se trouvait ainsi sur un carrefour important de routes très passagères. Tous ces avantages exceptionnels que lui valait une situation aussi précieuse, lui réservaient, semble-t-il, un bel avenir régional.

Les quelques pages qui vont suivre auront précisément pour objet l'étude de l'activité commerciale dont elle fut le théâtre par l'examen détaillé de ses manifestations les plus caractéristiques : les foires et les marchés.

PREMIÈRE PARTIE.

Origines et Développement des Foires et des Marchés de Sommières

CHAPITRE I.

Les Marchés du Samedi Les Foires de Pâques et de la Saint-Michel.

a) *Les Marchés du Samedi : Leur Ancienneté, l'Arrêt de 1254, la Donation de 1183 et les Seigneurs d'Anduze.* — b) *Les foires de Pâques et de la Saint-Michel : les lettres patentes de 1483, ne font que confirmer leur existence ; origines seigneuriales de ces foires.*

Les Marchés du Samedi.

Depuis plusieurs siècles, Sommières est le siège régulier de foires et de marchés. Pour en connaître les origines il nous a fallu remonter très loin dans les annales historiques de notre ville ; et encore ne sommes-nous pas toujours parvenus à trouver les documents nous permettant d'établir d'une façon certaine l'époque de leur création.

Il résulte très nettement des textes que nous possédons encore, que ce furent les seigneurs de la

maison d'Anduze qui dotèrent notre ville du droit de tenir des marchés et nous estimons aussi que c'est aux seigneurs de cette même famille que nous devons attribuer la création de nos premières foires. Les décisions que ces derniers prirent à l'égard des Sommiérois étaient appelées à exercer une grosse influence sur les destinées de notre ville ; et si nous ajoutons à ces premières libéralités la charte d'affranchissement qu'ils accordèrent aux habitants de Sommières au commencement du XIII^e siècle, il nous paraîtra indispensable avant d'entrer dans d'autres détails de consacrer quelques lignes à l'histoire de nos premiers seigneurs.

Les domaines de la Maison d'Anduze s'étendaient à la fin du XII^e siècle dans le pays cévenol sur toutes les régions qui constituèrent plus tard le diocèse d'Alais. La ville et le château de Sommières faisaient partie de ces domaines. Bernard VII d'Anduze, chef de cette puissante famille, était un des principaux vassaux du comte de Toulouse Raymond VI ; et ce dernier en donnant en mariage sa fille Constance au fils de Bernard, Pierre Bermond VI, témoigna aux Seigneurs d'Anduze toute l'importance qu'il accordait à leur maison. On aurait cru pour ces raisons voir ces deux grandes familles, déjà unies par des liens de parenté, lutter côte à côte pour la défense du comté de Toulouse lorsque les armées du pape Innocent III envahirent le Languedoc au moment de la célèbre croisade des Albigeois. Il n'en fut rien ; les héritiers de la maison d'Anduze, déjà divisés par des rivalités familiales se brouillèrent définitivement avec le comte de Toulouse. Ce désaccord devait être

fatal à leur puissance ; ils allaient perdre dans ce conflit toutes leurs possessions. (1)

Lorsque Saint-Louis, pour consolider ses conquêtes en Languedoc, eut installé à Beaucaire un sénéchal avec des pouvoirs très étendus sur les territoires qu'il avait reçus des mains d'Amaury de Montfort une lutte très vive s'engagea entre la noblesse de la sénéchaussée et le pouvoir royal. Pèlerin Latinier, sénéchal de Beaucaire de 1226 à 1238, attaqua avec violence la maison d'Anduze affaiblie par les querelles intestines.

Sommières appartenait alors par moitié aux petits fils de Bernard VII d'Anduze, Pierre Bermond VII et Bermond. Pèlerin commença par obliger Pierre Bermond, sans doute le plus redoutable des deux frères, à lui céder la Tour du château de Sommières, empêchant ainsi cette place de pouvoir jouer un rôle militaire en cas de révolte contre l'autorité du roi ; puis il nomma dans cette ville un viguier royal. Et lorsque ce seigneur se fut joint en 1240 à la révolte de Tréncavel, vicomte de Béziers, les dernières parcelles du beau domaine de ses pères lui furent définitivement enlevées : en 1243 tous les droits qu'il avait sur Sommières furent confisqués au profit du roi qui, moyennant six cents livres tournois de rente annuelle, le dépouilla de ses châteaux, de ses fiefs et de ses revenus.

La moitié de Sommières appartenait encore à son

(1) Sur l'histoire de la Maison d'Anduze, voir M. Michel, « L'administration Royale dans la Sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint Louis ».

frère Bermond ; Saint-Louis qui appréciait l'importance de notre ville, eut tôt fait de l'incorporer au domaine royal. Il proposa à Bermond de l'échanger contre le château du Caylar et au mois d'août de l'année 1248 l'acte d'échange fut passé à Aigues-Mortes.

Sommières était définitivement acquise à la couronne ; elle devait dès lors pendant bien longtemps faire partie du domaine royal.

La charte d'affranchissement accordée aux habitants de Sommières date de 1222. Elle fut octroyée par les seigneurs d'Anduze au moment de la guerre des Albigeois (1). Ce document précieux pour l'histoire de notre ville ne nous est malheureusement pas parvenu. Nous n'avons même pas de vidimus nous permettant de connaître dans leur ensemble les principales clauses de cette charte. La teneur de ce premier acte d'affranchissement nous serait complètement inconnue si les commissaires enquêteurs envoyés par Saint-Louis dans la Sénéchaussée de Beaucaire n'avaient eu à entendre les doléances des habitants de Sommières dont les privilèges avaient été violés par le viguier royal. Ceux-ci, atteints en effet par les abus commis par le viguier d'alors, Pierre de Gache, avaient protesté auprès du roi Saint-Louis. Les commissaires enquêteurs qui parcouraient la province pour entendre justement les plaintes des populations, écoutèrent avec bienveillance celles des Sommiérois. Par un arrêt rendu le 9 des Calendes de Décembre (21 Novembre) 1254 les principaux articles

(1) Michel, ouv. cit. p. 139 — Bibl. Nat. ms. fr. 29564 — dossiers bleus Anduze N. 19.

de leur requête furent reconnus fondés et les délégués de Saint Louis ordonnèrent que les libertés accordées par les anciens seigneurs d'Anduze fussent maintenues. Ce document que nous possédons encore, rappelle d'abord « l'acte en forme authentique émanant de Bernard d'Anduze et de Pierre Bermond » muni du sceau de ces deux seigneurs ; puis il nous apprend que cet acte donnait l'autorisation aux Sommiérois de tenir des marchés : les commissaires enquêteurs, y est-il dit, « défendirent que des tabliers fussent dressés les jours de marché sur la place souveraine ou marché haut. » (1) On lit encore plus loin dans ce même texte que ces derniers « quant au blé qui était livrable sans droit de coupe les jours de marché aux habitants de Sommières, après l'heure des vêpres, jugèrent convenable d'imposer silence aux plaignants persuadés que ce serait une source de fraudes au préjudice du roi lorsque d'ailleurs le témoignage des plaignants eux-mêmes pouvait prouver que l'usage sur lequel ils appuyaient leur demande était dû à la tolérance des baillis. » (2) Cet arrêt qui confirmait en quelque sorte les dispositions de la charte de 1222 reconnaissait aussi l'existence de jours de marché « *die mercati* » à Sommières.

(1) Boisson, *ouv. cit.* p. 64-65.

« *Tabularia etiam poni in mercato superiori in die mercati similiter prohibemus* ».

(2) « *Super blado vero sine cupis tradendo in die mercati post vespas a domum habitentibus in Sumidrio, silentium eis duximus imponendum cum in hoc multa possent in fraudem domini Regis fieri et per testes ipsorum constiterit usum, cui super hoc imittuntur, de baylinoris potentia sunt gratia toleratum.* »

Mais les marchés autorisés au moment de l'affranchissement de notre ville étaient en réalité plus anciens.

Il ressort, en effet, d'une dotation faite en l'an 1183, sous le règne de Philippe, roi de France, sous le pontificat de Guillaume, évêque d'Uzès et de Nîmes et la première année ou commença la paix de la bienheureuse vierge Marie que Bernard d'Anduze abandonna à titre de donation « jure donationis » à Dieu et à la confrérie de Sommières, tout le blé de la leude à percevoir pendant le marché du samedi « in sabato » avant ou après la fête de Notre-Dame de Février ou de la Chandeleur et tous les autres droits seigneuriaux lui appartenant pendant le marché du même jour, « quæ mihi exire debent prædicto die foro Summii. » (1)

Cet acte pie de Bernard d'Anduze en faveur de l'église de Sommières présente pour nous le plus grand intérêt d'abord parce qu'il nous apprend qu'au ^{xiii}e siècle un marché se tenait déjà dans notre ville le samedi, ensuite parce qu'il nous révèle qu'un droit de leude était perçu sur les marchandises vendues au cours de ce marché.

Mais alors, puisque cet acte ne fait que reconnaître l'existence de ce marché hebdomadaire, à quelle époque ce dernier fut-il réellement créé ? Nous ne possédons pour l'instant aucun document antérieur à cette donation ; il nous sera dès lors bien difficile de remonter aux origines premières de nos marchés. Les historiens estiment que les seigneurs de la maison d'An-

(1) Pièce justificative, N. 1.

duze apparurent à la fin du x^e siècle (1), ce serait donc dans le cours des xi^e et xii^e siècles qu'il faudrait placer la création de ces marchés.

Sachant que les seigneurs du Moyen-Age n'étaient pas prodigues de libéralités et qu'ils ne concédaient quelques privilèges qu'à titre de récompense ou de rémunération il nous sera permis de déduire, en examinant ceux que notre ville possédait alors, que les seigneurs de la maison d'Anduze devaient particulièrement tenir au développement et à la prospérité de leur ville de Sommières.

Sommières, serons-nous déjà autorisés à conclure, jouait un rôle commercial assez important.

Les foires de Pâques et de la Saint-Michel.

Si les documents dont nous venons de parler peuvent nous donner une idée de l'ancienneté de nos marchés, ils ne nous éclairent pas en revanche sur les origines de nos foires. Ce ne sera que beaucoup plus tard, dans les lettres patentes de nos rois confirmant les privilèges de notre communauté, qu'on verra Sommières autorisée à tenir deux foires dans l'année. « Ils ont droit et privilège (les habitants de notre ville), disent les lettres patentes de 1483, de tenir en la dite ville de Sommières deux foires et arrières foires, tous les ans le second dimanche après la Saint-Michel, qui durent trois jours; et les arrières foires sont le samedi suivant et durent deux jours et sont

(1) Voir. Hist. Gen. Lang. Vic et Vaissette. T. I. p. 587. — Rivoire. Statistiques du Gard. T. I.

les dites foires franches à qui veut y aller, tant allant, séjournant que retournant, tant pour dettes que autres choses quelconques, sauf pour crimes emportant punition corporelle ou amputation de membre. » Ces lettres patentes de 1483 sont sans doute des titres de reconnaissance et de confirmation mais elles ne constituent pas à notre avis des titres de création. (1)

En donnant à nos foires une origine plus reculée nous nous trouvons d'accord avec l'auteur de l'unique monographie que nous ayons de notre ville. « Quant à nos foires, dit-il, elles sont également fort anciennes. En effet, nous lisons dans une ordonnance de Philippe le Bel de 1289, portant création d'un capitaine des marchands à Montpellier, qu'elle n'avait lieu que pour la protection des marchands qui se rendaient aux foires de la contrée au nombre desquelles sont citées celles de Sommières. Nos anciens privilèges qui sont, comme on l'a vu, d'une date plus reculée font mention de l'existence de deux foires et arrières foires.... » (2)

Nous n'avons pas retrouvé le texte qui renferme le premier argument de notre compatriote. Cependant nous croyons volontiers à son authenticité ; nous savons en effet que, sous le règne de Philippe le Bel, les consuls de Montpellier nommaient des capitaines de marchands ayant pour mission d'accompagner et de protéger aux foires de Champagne les marchands de Montpellier ainsi que ceux de la région qui reconnaissent leur autorité. Nous savons même que les

(1) Archives Sommières, AA. 9 et pièce justificative N. 3.

(2) Boisson. Ouvr. cit. Chapitre foires et marchés, p. 78.

marchands Sommiérois faisaient parti de ceux qui se plaçaient sous la sauvegarde des capitaines Montpelliérains : le procureur des consuls de Montpellier confirma, en effet, en 1290 et le 2 février, en qualité de capitaine aux foires de Lagny le sieur Jean Chrétien, alors en compagnie de douze ou treize marchands Montpelliérains et des marchands de Saint-Thibéry, de Saint-Guillem du Désert, de Béziers, de Narbonne, de Sommières etc... (1)

A une époque où la ville de Montpellier traversait une période de prospérité sans précédent, dans les annales commerciales des villes françaises, il est bien possible qu'elle ait choisi des délégués devant assurer la sécurité commerciale des marchands fréquentant les foires des environs.

Nous retiendrons cependant avec plus d'attention la deuxième hypothèse émise par notre historien et d'après laquelle les origines de nos foires remonteraient aux origines de nos privilèges.

Il est aujourd'hui démontré qu'en s'établissant en Languedoc le pouvoir royal n'avait nullement porté atteinte aux libéralités déjà existantes. S'il avait combattu avec force la noblesse, il s'était montré beaucoup plus clément à l'égard des consulats et des communautés ; « s'il avait abaissé l'orgueil municipal, dit M. Michel dans son Histoire de la sénéchaussée de Beaucaire, il avait respecté les franchises essentielles dont jouissaient avant la conquête les habitants de la sénéchaussée. » Saint-Louis qui donna à Aigues-

(1) A. Germain. Histoire du Commerce de la ville de Montpellier. T. I^{er}.

Mortes des privilèges excessivement larges, reflétant les libertés communales accordées alors aux grandes villes commerçantes du Languedoc, de Provence et d'Italie, ne supprima pas à Sommières la charte d'affranchissement de 1222. Un document retrouvé dans la bibliothèque nationale nous fait savoir que les habitants de Sommières consentirent, à l'occasion de la confirmation par ce monarque de leurs privilèges, à payer pendant quelques années une certaine somme d'argent au roi (1). Certaines restrictions limitèrent peut-être les pouvoirs des consulats plus importants et presque complètement affranchis, mais ce qui reste certain, c'est que la royauté manifesta en général la plus large tolérance en faveur des petites communautés. Sous l'autorité royale de Saint-Louis et de ses successeurs, comme sous l'autorité seigneuriale des seigneurs d'Anduze, Sommières eut et conserva ses consuls. Elle bénéficia des mêmes prérogatives. Elle jouit des mêmes libertés.

Les lettres de confirmation les plus anciennes que nous possédons dans nos archives sont celles de Charles VIII. Mais elles contiennent en réalité celles de Louis XI, du Dauphin Charles, fils de Charles VI et celles de Charles V données à Paris en 1372. Ces lettres patentes de 1483 ne créèrent pas, avons-nous dit, les foires de Pâques et de la Saint-Michel ; ce qui

(1) Michel, ouvr. cit. p. 282. Bibl. nat. Doat. 255 f. 3. Année 1234. On lit encore dans une délibération du Conseil de la Communauté du 23 février 1753 que le sieur Nazon maire, en remontant jusqu'aux origines des privilèges de Sommières, déclara : « ces privilèges ont été confirmés en 1272 ». Nous ignorons où le maire d'alors avait trouvé ce renseignement.

prouve que ces dernières existaient même avant le règne de Louis XI, c'est que ce monarque apporta certaines modifications à leur durée (1). Charles VI et Charles V confirmèrent tous les privilèges de notre ville et on lit dans ces privilèges : « Les habitants de Sommières ont en outre le droit de jouir des privilèges, libertés et franchises à eux concédées par Bernard, d'Anduze père et fils et par Pierre Bermond, anciens seigneurs de Sommières, desquels ils ont joui jusqu'à présent, ainsi et de la manière qu'il est écrit au livre en parchemin étant devers le greffe de la Cour royale de Sommières. » (art. 38).

Ainsi les foires de Pâques et de la Saint-Michel que les lettres de Charles VIII mentionnaient pour la première fois, se tenaient déjà dans notre ville au xiv^e siècle. En disant qu'elles faisaient partie, comme les marchés hebdomadaires du samedi, de ces « privilèges, libertés et franchises » concédées par les seigneurs d'Anduze et confirmées par Saint-Louis et ses successeurs, nous estimons ne point nous écarter du domaine de la vérité historique.

(1) Voir Archives Sommières AA 3.

CHAPITRE II

Les Marchés de Sommières au Moyen Age et jusqu'à la Guerre de Cent Ans.

a) Organisation municipale de Sommières. Les Privilèges Municipaux d'après les lettres Patentes de Charles VIII. Rôle de la bourgeoisie commerçante. — b) L'activité commerciale de Sommières d'après le tarif de la Leude du livre Juratoire. Marchés aux bêtes à laines, et aux bestiaux. Commerce des cuirs et des esclaves, etc. Les Juifs à Sommières. État économique de la ville à la veille de la Guerre de Cent Ans.

Ainsi Saint-Louis, fidèle à la politique conservatrice qu'il pratiqua à l'égard des communautés languedociennes ne révoqua pas les libertés seigneuriales dont les habitants jouissaient ; il fit connaître à une province depuis longtemps troublée par des guerres continuelles et déchirée par des rivalités familiales les bienfaits de la paix ; il s'efforça de faire régner toujours plus de justice dans ses nouveaux domaines et permit par de sages mesures la renaissance commerciale de ce riche pays méditerranéen.

Sommières bénéficia largement de la bienveillance royale. En possession de privilèges politiques et de privilèges commerciaux notre ville allait connaître une ère de prospérité dont les effets se firent heureusement sentir jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Organisation Municipale de Sommières.

Sommières était au Moyen Age une ville de consulat. Comme la plupart des villes consulaires de la région elle jouissait de franchises : affranchissement des tailles forcées, reconnaissance de droits d'usages, garantie de liberté individuelle avec intégrité des personnes, des domiciles et des biens, immunité des frais de justice, exemption ou modération dans le paiement des péages, privilèges en matière de service militaire ; telles étaient les principales franchises qui « constituaient comme le fonds commun de liberté des communautés languedociennes du XIII^e siècle. » A ces libertés il fallait ajouter encore les privilèges administratifs en vertu desquels les Sommiérois pouvaient choisir leurs officiers municipaux.

Il n'entre pas dans notre intention de nous arrêter longuement pour étudier les privilèges consulaires dont bénéficièrent au Moyen Age les Sommiérois. Cependant nous parlerons trop souvent au cours de notre travail du conseil de la communauté, des consuls, de leurs pouvoirs et de leurs prérogatives pour ne point décrire, très sommairement d'ailleurs, les principales lignes de cette organisation. (1).

(1) M. Boisson croit voir dans la charte d'affranchissement des Seigneurs d'Anduze une reminiscence de l'ancienne organisation latine. « Nous reconnaitrons en effet, dit-il, p. 50, dans les quatre magistrats mis à la tête de la République et Communauté de Sommières les anciens quatuortirvirii, dans le Conseil qui les nommait l'ancien Sénat (Senatus, curia, ordo), et dans les chefs de métiers ou

La composition du corps municipal, l'élection des consuls, leurs attributions ne nous sont connues d'une façon détaillée que par les textes du xv^e siècle. Mais comme les lettres patentes de nos rois n'ont été, avons-nous dit, que des actes de confirmation régulière de coutumes et de traditions transmises d'année en année par un usage constant, l'organisation municipale dont elles nous entretiennent, ne fut certainement pas différente de celle que nos premiers privilèges contenaient.

conseillers les anciens décurions ou curiales du municipe Romain ». Cette opinion d'après laquelle « les changements apportés par l'invasion ne durent atteindre que les pouvoirs supérieurs et politiques » n'est plus admise aujourd'hui. « Le Consulat d'après Esmein, est une institution étrangère importée en France, c'est la forme sous laquelle s'organisèrent d'abord les cités Italiennes de l'Italie Centrale et Septentrionale quand elles s'affranchirent dans le cours du XI^e siècle. Et même en Italie ces consulats ne résultèrent pas d'un maintien ininterrompu des Municipales Romains. Les cités Italiennes étaient presque toutes tombées sous la Seigneurie des évêques et ceux-ci pour y diriger l'administration et y rendre la justice, choisissaient dans la population un certain nombre de conseillers et d'auxiliaires appelés Consuls, Consoli » (Hist. du Droit. Franc. p. 315).

A la faveur des relations commerciales très fréquentes entre les cités Italiennes et les villes du Languedoc, Montpellier, St-Gilles, Beaucaire et Nîmes furent des centres fréquentés de bonne heure par les marchands Lombards et Gênois. « Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner que les libertés précoces des cités Italiennes aient influencé sur le développement des institutions municipales des villes du Languedoc » (Michel. R. ouv. cit. p. 198).

Ainsi le consulat de Sommières, comme tous les consulats de la région, trouverait son origine dans le mouvement consulaire Italien.

Si nous avons cru devoir faire ici cette remarque c'est pour faire connaître, en passant, les idées modernes que l'on a de nos jours sur cette question et pour noter aussi l'influence qu'exerça le commerce Italien sur le commerce de notre Languedoc.

Le corps municipal était composé de quatre conseillers élus ou consuls, assistés de seize conseillers ou chefs de métiers. Ces derniers étaient désignés chaque année le jour de Saint-Luc (18 Octobre) par les conseillers en charge, nous dirions aujourd'hui les conseillers sortants, à raison de quatre par échelle ; chaque échelle englobant un certain nombre de corps de métiers. La première échelle comprenait les Cuiratiers (Coyratiers ou tanneurs), la deuxième les aventuriers, la troisième les savetiers, et la quatrième les brassiers ou laboureurs. Les quatre consuls étaient choisis chaque année le jour de la Toussaint, d'une façon assez curieuse : les seize conseillers nommaient préalablement le jour de Saint-Simon et de Saint-Jude (28 Octobre) « trois hommes chacun de leur échelle ou quartier et propre au bien public ». Ces derniers, au nombre de douze, se réunissaient à la maison de ville le jour de la Toussaint, et là, les consuls alors en charge, s'étant procurés quatre pommeaux de cire neuve sur lesquels étaient gravés la lettre C, « les mellaient avec huit autres sur lesquels aucune lettre n'était inscrite ». Ces douze pommeaux étaient distribués à douze enfants « auxquels on avait imposé, disent les privilèges, le nom des hommes qui doivent rouler et ceux, qui sont représentés par les dits enfants auxquels le sort fait tomber les pommeaux de cire où se trouve la lettre C, sont nommés consuls pour l'année suivante. » (art. 3).

Les officiers municipaux étaient désignés par le sort sans doute, dit M. Boisson, pour introduire dans

le choix de ces magistrats plus de sagesse et d'impartialité. (1)

Les consuls de Sommières avaient des pouvoirs relativement étendus et leurs décisions devaient être observées sous peine d'une lourde amende : ils nommaient les marguilliers et visiteurs de l'hôpital ; les commissaires préposés à la surveillance des chemins, des poids et mesures, de la poissonnerie, de la boucherie, du pain, etc... et connaissaient des différents s'élevant entre les habitants à propos des dommages causés par le bétail et même à raison « des maisons, rues et autres choses. » Ils nommaient les estimateurs des censives, les clavaires chargés de la levée des tailles royales et l'auditeur des comptes vérifiant leurs gestions ; ils choisissaient enfin tous les comptables susceptibles d'avoir en main les deniers publics.

Telle qu'elle nous est décrite dans les lettres patentes de nos rois, la composition du corps municipal était l'œuvre de la bourgeoisie commerçante. La lutte que Saint-Louis soutint contre la noblesse avait eu pour principal résultat d'enlever à cette classe jadis si puissante, tous les pouvoirs municipaux. qu'elle exerçait elle-même ou qu'elle confiait à ses représentants. « La bourgeoisie, dit M. Michel, gagna en influence ce que cette noblesse avait perdu. » Et l'on vit désormais les métiers les plus importants, qui

(1) Boisson, ouvr. cit. p. 140. Il faut cependant ajouter que les élections consulaires se faisaient sous la haute surveillance des officiers Royaux siégeant à la Cour Royale de notre ville. Voir encore Pièce Justificative n° 3.

jusqu'alors avaient été écartés de toute administration municipale, participer à la direction des affaires des consulats.

A Sommières, c'était une oligarchie, commerçante ne représentant ni l'ensemble de la population, ni même l'ensemble des commerçants, qui composait entièrement le corps municipal. On la verra cependant travailler activement au développement économique de notre ville ; les chefs de métiers qui juraient « d'éviter tout ce qui était contraire au bien public », firent tous leurs efforts pour faire respecter les privilèges de la communauté et pour assurer la sécurité de ses habitants. Ils défendirent les intérêts des marchands fréquentant ses foires chaque fois que la situation l'exigea. En se montrant ainsi les protecteurs du commerce, ils contribuèrent pour une large part au bien-être et à la richesse de notre localité.

Activité Commerciale de Sommières au Moyen Age.

A en croire le tarif de la Leude en vigueur au Moyen Age les marchés de Sommières auraient connu une renommée commerciale qu'il nous a paru intéressant de préciser. Ce tarif contenait, en effet, toutes les diverses catégories de marchandises habituellement apportées et mises en vente sur notre place par les marchands étrangers ; et il semble que l'on puisse voir dans la variété et la richesse de cette énumération une preuve suffisante de l'importance de ces marchés. (1)

(1) Nous reproduisons en entier le tarif de la Leude dans nos pièces justificatives. Voir P. J. N° 5.

Remarquons d'abord la place que le commerce des bêtes à laines et des bestiaux avait déjà prise dans la vie économique de notre ville : bœufs et vaches, moutons et brebis, chèvres, chevreaux et cochons faisaient l'objet de continuelles transactions. Sommières paraît avoir été dans cet ancien monde commercial du Moyen Age un centre régional d'approvisionnement ; vente à la boucherie du bétail destiné à une consommation immédiate, ventes sur le marché des chairs salées et des viandes à conserver.

Les laines étaient aussi un produit extrêmement recherché sur nos marchés. Utilisées par les industries textiles alors fort répandues dans notre région, elles servaient à la confection de ces draps de qualité supérieure que les commerçants Montpelliérains expédiaient, après les avoir teints, dans toutes les parties du royaume et à l'étranger.

Ce qui paraissait encore avoir pris une rapide et une bien grande extension c'était tout ce qui touchait à la préparation des peaux et au commerce des cuirs. Les tanneries Sommiéroises, qui restèrent très florissantes jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, connurent au Moyen Age leur première prospérité. Ces industries s'étaient d'autant plus facilement concentrées dans notre ville qu'elles nécessitaient l'emploi de tanin et de chaux et qu'elles faisaient usage de grosses quantités d'eau. Bâtie dans le lit même du Vidourle, à proximité de belles forêts de chênes verts et de carrières de pierres calcaires, Sommières était naturellement dotée de tous les éléments indispensables à l'existence et au développement de ces industries. Aussi la préparation des différentes peaux et la vente

des cuirs, monopolisées en quelques sortes par les cuiratiers, étaient-elles une des ressources principales du commerce de la communauté. (1) Nous avons vu d'ailleurs que dans l'échelle des corps de métiers appelés à participer à l'administration des affaires communales, les cuiratiers occupaient le premier rang ; cette prédominance correspondait sans doute à la place prépondérante prise par leur industrie dans la vie économique de l'époque.

Le commerce des chevaux, toujours très en honneur en nos temps modernes, avait également pris une importante extension. Le tarif du livre juratoire lui consacre d'ailleurs quatre de ses principaux articles. Les marchands du centre descendaient régulièrement du Plateau Central avec leurs chevaux, mules et mulets jusqu'aux foires et aux marchés de Sommières ; et là, sans doute à des prix supérieurs à cinquante livres (article 14 du tarif), ils les vendaient aux paysans agriculteurs de la Vaunage ou des Plats Pays.

Sommières était encore le siège d'un commerce dont la nature et les caractères sont susceptibles de nous causer un légitime étonnement, bien qu'il ait été au Moyen Age très répandu et probablement très rémunérateur : il s'agit du commerce des esclaves et des

(1) Il est curieux de voir figurer les peaux de cerfs parmi les peaux vendues ordinairement sur nos marchés. Le tarif ajoutait encore que si le cerf avait été tué dans le Baillage de Sommières, la vente de la peau était exempte de Leude. Il faut croire que ces animaux vivaient communément dans notre région. De nos jours on n'en retrouve plus les traces.

serfs. De même que l'on vendait dans nos marchés « cavals, muols, porcs et aze » on vendait encore des « sers » (article 15); et dans l'énumération de notre tarif nous retrouvons cette sorte de marchandise entre les « cavals » et « las fedas ». Sans doute devait-elle avoir une valeur assez appréciable puisque le Leudaire l'imposait de cinq sols, somme relativement importante pour l'époque. » (1)

L'église ne tolérait les ventes de personnes humaines que si ces dernières n'étaient pas baptisées ; « non batéjat » spécifiait en effet le tarif. Les serfs baptisés et par conséquent chrétiens, n'étaient plus marchandise vénale, mais les juifs, les musulmans et en général tous les infidèles, étaient considérés comme de vulgaires bêtes de somme et pouvaient de ce fait, être l'objet de ventes et d'achats. Comme le Languedoc avait été pendant longtemps un lieu de refuge pour les Juifs et comme cette province était d'autre part la voisine immédiate des pays musulmans de Catalogne et d'Aragon, sur tous les principaux

(1) On lira avec intérêt les quelques lignes que Germain a consacré aux ventes de Juifs et de Sarrazins qui avaient lieu à Montpellier. « Le Juif, dit-il, y est quant à l'impôt, assimilé au Roussin au mulet etc., en compagnie desquels il se trouve enregistré. Il figure également au troisième tarif entre la jarre d'huile et l'esclave à l'unisson de qui il est condamné à payer cinq sous pour droit de passage c'est-à-dire autant que le gerfaut et neuf de plus que le perroquet qui le suivent, escortés des jambons et des cercles de barriques... Le Sarrazin et le Juif qui passent par le Grau de Melgueil sont astreints l'un comme l'autre à payer trois sous, de même que la femme Juive ou Sarrazine. Si cependant la Juive ou la Sarrazine se trouve en état de grossesse elle paie pour deux c'est-à-dire six sous ». Germain. Hist. du Comm. de Montp. T. I. p. 30 et 33 notes. Voir également Germain. Hist. de la Com. de Montp. T. I. p. 62. T. II. p. 251.

marchés de cette province le commerce des esclaves avait pris un vif développement. Ce ne fut que plus tard, grâce aux progrès faits par le christianisme qu'il disparut peu à peu de notre pays.

La vente des produits de l'agriculture constituait encore une nouvelle source d'activité pour nos marchés. On voyait sur notre place des marchands de fruits de toutes qualités : poires, pommes, amandes et châtaignes venant des Cévennes ; on y trouvait le jardinage et les légumes les plus divers : navets, choux, poireaux, oignons vendus par salmées et aulx détaillés en « forcada ». Le commerce des grains avait déjà pris une place de quelque importance : Sommières était un centre très fréquenté et ses marchés aux blés, aux orges et aux avoines réunissaient régulièrement les producteurs et les commerçants ; nous verrons dans la suite que notre ville conserva pendant longtemps les bénéfices de cette renommée.

Citons enfin pour clore cette énumération : les ventes de matériel vinaire « tinas, sercles, veyssel », ce qui supposait déjà d'abondantes récoltes de vin ; les ventes de sel, cire, jarres, pelles, fourches, « escuel-las », et les ventes des produits de l'industrie verrière en rappelant que depuis la fin du ^{xiii}^e siècle le viguier de Sommières était compétent pour tout ce qui intéressait l'industrie des Gentils-Hommes verriers.

Nous avons eu l'occasion de dire dans cet exposé que les juifs étaient très nombreux dans le Languedoc. Nous ajouterons maintenant, que, si on les voyait à Sommières parmi les esclaves à vendre, ils figuraient surtout parmi les nombreux marchands qui fréquentaient ses foires et ses marchés.

Les juifs s'étaient, en effet, établis depuis très longtemps dans notre prospère région méditerranéenne. Riches, actifs et essentiellement commerçants, ils semblaient détenir un véritable monopole commercial et formaient dans la Sénéchaussée de Beaucaire de grandes colonies. Nîmes, Saint-Gilles, Lunel, Posquièrre aujourd'hui Vauvert, avaient leur synagogue et, si aucun document n'a permis d'en révéler jusqu'à présent l'existence d'une à Sommières, la présence des juifs dans notre localité ne fait plus de doute maintenant. On doit même supposer qu'ils étaient nombreux et puissants puisqu'on a même constaté, chose contraire à toutes les lois, la présence d'un israélite parmi les membres de la cour royale de notre ville. (1)

Malgré les conciles de Béziers, de Narbonne, d'Albi et de Montpellier qui, dès le ^{xiii}^e siècle, avaient excommunié tous les chrétiens qui commerceraient avec les juifs et qui avaient autorisé la vente du juif comme esclave, ceux-ci n'en avaient pas moins continué à commercer avec profit : ils détinrent à Arles la plus grande partie du trafic sur le Rhône ; ils devinrent même propriétaires fonciers et s'enrichirent beaucoup en faisant le commerce de l'argent. La royauté prit contre eux les mesures les plus sévères ; elle permit par exemple au débiteur d'un juif de ne point le rembourser, elle interdit l'emprisonnement d'un chrétien pour dette. Leur puissance ne cessa de s'accroître et ils trouvèrent le plus souvent comme

(1) Michel. ouv. cit. Appendice. « Abraham, judaeus, de Sumidrio, tunc officialis dictae curiae ». Rec Hist. XXIV. p. 440. F. J.

complice les officiers royaux ; c'est ainsi qu'au xiv^e siècle, le viguier de Sommières, Guillem de Ganges, obligea une pauvre veuve de notre ville à rembourser six sétiers et une émine d'huile qu'elle devait à deux marchands israélites. (1)

En réalité les commerçants juifs avaient pour débiteurs la plupart des habitants de la Sénéchaussée de Beaucaire ; en leur appliquant la rigueur des lois on eut compromis les ressources de la Sénéchaussée ; aussi cette tolérance permit par moment des rapprochements réciproques et l'on vit parfois juifs et chrétiens se porter mutuellement garants les uns des autres.

Nous rappellerons enfin pour terminer cette courte analyse de la situation économique de Sommières au Moyen Age, que notre communauté était alors dotée d'un ensemble d'institutions qui constituait en ces temps un privilège très recherché.

Sommières était depuis le milieu du xiii^e siècle le siège d'une viguerie très importante dont le ressort très étendu englobait plus de soixante-dix villages ; elle possédait encore la Cour du Petit Scel, tribunal à procédure rapide créé par Saint-Louis pour les besoins commerciaux ; elle avait un Hôtel des Monnaies qui, depuis les premiers Seigneurs d'Anduze, frappait des deniers bernardins ; elle avait enfin un établissement d'Assistance et de Bienfaisance, l'Hôpital Saint-Jacques et une Léproserie. (2)

(1) Michel. ouv. cit. idem.

(2) Sur la viguerie de Sommières et la Cour du Petit Scel. Voir II^e Partie Ch. VIII. L'Hôtel des Monnaies fut transféré à Montpellier en 1317 sur l'ordre de Philippe-Je-Bel. Les monnaies frappées à Som-

« Elle était défendue, dit M. Boisson dans son Histoire, au levant par son château ou par une forteresse qui présentait pour principales fortifications trois fortes tours élevant dans les airs leurs hauts créneaux, au couchant par celle du pont et par la rivière du Vidourle baignant en tout temps ses murailles ; elle était entourée sur les autres points de fossés et de remparts. » (1)

A une époque où le plus souvent l'autorité publique n'existait pas, où la police était dépourvue de moyens d'actions et où le brigandage régnait partout au point de rendre les transactions commerciales très incertaines, Sommières semblait posséder au contraire, tous les éléments permettant d'assurer la sécurité des marchands et de favoriser le développement du commerce.

Aussi, au moment où la Guerre de Cent Ans allait commencer à faire ressentir dans la province ses funestes effets, notre ville comptait une population évaluée à 649 feux ; ce dénombrement qui correspondrait à un chiffre voisin de notre population actuelle, était une preuve de l'état prospère et florissant dans lequel se trouvait Sommières à cette époque ! (2)

mières sont relativement rares. Il en existe quelques spécimens dans le Médailler de la Maison Carrée de Nîmes et dans le Médailler de M. Lombard-Dumas.

Sur l'Hôpital voir l'Etude très documentée et fort intéressante de M. Lombard-Dumas.

(1) Boisson. ouv. cit. p. 53.

(2) Boisson. ouv. cit p. 124. d'après Ménard. Hist. Ville Nîmes. T. II Preuves.

CHAPITRE III.

Les Foires et les Marchés de Sommières de la Guerre de Cent Ans au commencement du XVII^{me} Siècle.

a) *La foire de Carême : Les répercussions de la guerre de Cent Ans. Les inondations du Vidourle et l'ensablement du Port d'Aigues Mortes. Requête des Sommiérois et lettre patente d'Henri II (1537).* b) *Les Marchés du Mardi. Les foires de Saint-Roch de St-Léonard et des Rameaux : les lettres patentes de Charles IX (1564), et d'Henri IV (1600). Influence néfaste des guerres de religions. Activité commerciale de Sommières à la fin du règne d'Henri IV.*

La Foire de Carême

La foire de Carême fut la troisième foire autorisée par la royauté. Elle fut créée au milieu du xvi^e siècle pour aider notre ville à traverser une crise économique dont les effets se faisaient alors lourdement sentir.

Nous avons connu la prospérité de Sommières à la fin du xiii^e et au xiv^e siècles jusqu'aux désastres de la guerre de Cent Ans. Les malheurs de la France se répercutèrent bien vite dans toutes les Provinces : le Languedoc ne fut pas épargné. La guerre, avec ses douloureuses conséquences, la famine et la maladie, contribua grandement à l'appauvrissement de notre

région. Dès que la solde des soldats mercenaires était supprimée ils se conduisaient comme de véritables pillards, ils commettaient toutes sortes de brigandages et les populations les redoutaient autant que les Anglais.

Après la folie du roi Charles VI, la guerre des Armagnacs et des Bourguignons vint ajouter à toutes ces misères de nouvelles atrocités. Sommières qui avait embrassé la cause des Bourguignons, connut les horreurs d'un siège de plusieurs mois qui ne prit fin que grâce à l'arrivée du Dauphin Charles à la tête de ses Compagnies (1421). Le Dauphin confirma aussitôt après, au mois d'Avril de la même année et à Saint André-les-Avignons, les privilèges de notre ville et les franchises de ses foires et de ses marchés du samedi. (1).

Mais en 1459, bien que la guerre fut terminée depuis déjà quelques temps, les Etats du Languedoc représentaient encore au roi « la stérilité dont souffroit la Province depuis trois ans, le tiers du peuple ayant manqué de pain ; les ravages de la peste et de la mortalité ; en sorte que depuis dix ans, disaient-ils, le tiers des habitants avait péri. » (2)

Les efforts continus que les rois de France prodiguèrent pour relever le pays ne purent faire apprécier leurs résultats bienfaisants que très lentement. Les marchands étrangers avaient, en effet, presque complètement cessé de fréquenter les centres commerciaux du royaume et les grandes foires françaises

(1) Voir Pièce Justificative N° 3.

(2) Levasseur. Histoire des classes ouvrières. T. I. p. 533.

ne présentait plus une sécurité suffisante pour qu'ils vinssent y exposer leurs produits.

La royauté commença par débarrasser les Provinces des rouliers qui infestaient les chemins et qui paralysaient la circulation intérieure. Le château de Sommières, ouvrage important pour la défense des Plats Pays, fut soigneusement gardé à cet effet. (1). Puis Charles VII, pour donner plus de vie aux foires abandonnées, les dota de nouvelles franchises. Louis XI poursuivit cette politique prévoyante ; nous le voyons, en effet, en 1463 confirmer les privilèges de notre ville et augmenter en même temps la durée des deux foires qu'elle possédait. « Les foires et arrières foires et chacune d'elles, ajoutait-il, pourront durer huit jours avec les franchises ci-dessus exprimées (c'est-à-dire celles qu'elles avaient déjà) pour le voyage, séjour et retour. »

Nous n'avons que peu de renseignements sur l'importance du mouvement commercial de ces foires au xv^e siècle. Il existait cependant à Sommières des manufactures de draps dont les produits devaient alimenter le commerce de nos marchés. Mais il semble que la crise traversée par cette industrie ait été grave de conséquences. Dans toute la France les ouvriers avaient fui pendant la guerre les cités manufacturières ; de nombreux abus avaient été commis dans les fabriques qui avaient continué à travailler, en sorte que ces industries, particulièrement florissantes en Languedoc au siècle précédent, languissaient.

Les corps de métiers crurent trouver la cause des

(1) Boisson. ouv. cit. p. 117.

maux dont ils souffraient dans une insuffisance de réglementation. Ils usèrent alors de toutes sortes de moyens pour resserrer les statuts de leurs corporations : il fallait à leur avis, rendre les règlements de plus en plus étroits et enfermer les artisans dans de rigoureuses prescriptions. Les drapiers avaient, entre autres, strictement déterminé pour chacune des qualités qu'ils fabriquaient, la nature des laines, les dimensions des métiers et le nombre de fils de la chaîne, le mode de teinture et le mélange de couleurs, le poids que devait peser chaque pièce. La vente des draperies fabriquées dans nos manufactures Sommiéroises avaient dû soulever des difficultés sur nos marchés car lorsque Louis XI confirma les privilèges de notre ville, il ajouta quelques prescriptions intéressant la police de la draperie : « Pour remédier aux abus existant dans les fabrications des étoffes de laine, dit-il, les consuls et leurs successeurs à l'avenir pourront commettre pour chacun des dits métiers de la draperie un ou deux hommes qui seront chargés de visiter les draps, desquels s'ils ne sont pas trouvés bons et marchands, ils pourront couper le premier chef, et à ceux qui seront trouvés bons ils mettront deux sceaux de plomb : l'un avec les armes du roi et l'autre avec celles de la ville. » Remarquons plus particulièrement dans cet article le souci qu'avaient les manufacturiers de distinguer les origines de fabrication au moyen du sceau aux armes du roi et de la ville. On retrouve, en effet, cette curieuse réglementation de la marque de fabrique dans tous les statuts des corps de métiers d'alors. La corporation devenait ainsi garante de la bonne confection des pièces d'étof-

fes sortant de ses manufactures et apportées sur le marché pour être vendues.

Le commerce des cuirs qui constituait depuis longtemps une des principales ressources de notre communauté fut également l'objet d'une réglementation aussi sévère. « Ils, les consuls, ajouta encore Louis XI, pourront également commettre un ou deux hommes pour visiter les cuirs qui seront préparés dans la dite ville et pourront faire brûler par autorité de justice ceux qui ne seront pas trouvés bons afin de remédier aux abus qui s'introduisent de jour en jour. » Ces abus étaient, en effet, de plus en plus nombreux. Comme la préparation des cuirs nécessitait un travail de plus d'une année, l'observation rigoureuse de tous les délais de fabrication était indispensable pour confectionner des cuirs de bonnes qualités ; mais il est probable qu'afin de pouvoir apporter le plus tôt possible sur les tabliers du marché ceux qu'ils préparaient, les corroyeurs ignoraient, bien souvent à dessein, ces prescriptions. Ce fut contre ces fraudes, qui portaient préjudice à la renommée de ce commerce, que la corporation demanda la protection de l'autorité royale.

Grâce aux effets salutaires de ces différentes mesures le pays se releva peu à peu des désastres de la Guerre de Cent Ans. Notre ville vit en 1485 ses foires et ses marchés confirmés par Charles VIII avec « toutes leurs prérogatives et prééminences. » Louis XII que l'histoire connaît encore sous le nom de Père du Peuple, envoya de Chinon, en Décembre 1496, ses lettres de confirmation aux Sommiérois et François I^{er} venait à peine de monter sur le trône lorsqu'il con-

firma, en Janvier 1514, tous les privilèges de sa bonne ville de Sommières. (1)

La paix alors revenue à l'intérieur du Royaume avec Charles VIII et Louis XII, fit sentir pendant quelques années ses heureuses conséquences ; de nouvelles industries se créèrent dans toute la France. Dans la région on vit apparaître des fabriques de serge fine ; celles qui s'ouvrirent à Nîmes, et dans notre localité, donnèrent, à en croire les contemporains, des produits comparables à ceux de Florence et de Milan.

Cependant François I^{er} poursuivait depuis longtemps une guerre longue et coûteuse contre Charles-Quint. Les revers successifs qu'il essuya et l'isolement dans lequel la France se trouva au cours de cette lutte eurent une répercussion malheureuse sur le développement économique du pays. « Les prodigalités et le luxe du roi, les lourdes dépenses d'une guerre dont le caractère avait changé depuis qu'il s'agissait d'empêcher la France d'être étouffée dans les serres de l'aigle impérial, obligèrent, dit M. Levasseur dans son Histoire des classes ouvrières, à augmenter le principal de la taille, à créer de nouvelles taxes sur les villes et des emprunts forcés. » (2)

La peste avait fait, entre temps, de nombreuses victimes dans la Provence et dans le Languedoc. Si notre ville en avait été fort heureusement épargnée, elle se trouvait alors directement atteinte par d'autres fléaux.

(1) Archives Sommières. AA. 10 et AA. 14.

(2) Levasseur, ouv. cit T. II, p. 35. T. I. p. 153,

Les inondations du Vidourle, sans doute particulièrement fréquentes au début de ce siècle, causèrent de graves dommages au commerce de notre localité ; elles troublèrent la régularité de ses marchés et de ses foires et détournèrent les marchands étrangers qui avaient pris l'habitude de s'y rendre. Ces crues furent même par moment si violentes qu'elles creusèrent de larges brèches dans les remparts qui longeaient la rivière ; elles compromirent la sécurité de la ville et entraînèrent la communauté dans de fortes dépenses pour en réparer les dégâts.

L'ensablement continu du port d'Aigues-Mortes vint encore aggraver la situation commerciale de notre petite cité. Ce port avait été jusqu'alors l'unique débouché maritime de la région et l'activité de son commerce avait fait la prospérité et la richesse du Bas Languedoc. (1)

Sommières comme ses habitants l'exposèrent au roi « était sur grand passage de la descendue des montagnes et prochaine de la mer du Levant. » (2) Le couloir du Vidourle la mettait en relations directes avec la mer. « Par moien du port d'Aigues-Mortes, disaient-ils, prochain de la dite ville, lorsqu'il était en valeur, la dite ville étoit des plus marchandes et peuplées du dit pays. » Mais les sables avaient envahi Aigues-Mortes : la royauté avait bien prévu des travaux de dégagement, la guerre qu'elle soutenait en retardait

(1) Le Port de Cette ne fut créé qu'au xvii^e siècle par Colbert après que les tentatives de dégagement du Port d'Aigues-Mortes n'aient plus donné aucun résultat.

(2) Voir P. J. N. 6 Lettre patente d'Henri II. 1557.

toujours l'exécution. L'accroissement des impôts et les lenteurs apportées dans la lutte contre les sables firent que les marchands étrangers désertèrent le port de Saint-Louis et lui préférèrent les ports de Gênes, de Marseille et de Barcelone. François I^{er} ne pouvant rappeler Aigues-Mortes à la vie, il fallut bientôt renoncer à tenter de nouveaux efforts pour redonner à cette ville la splendeur commerciale qu'elle avait connue autrefois. Sommières ressentit les conséquences de cet abandon. « Mais par le laps du temps, disaient avec tristesse ses habitants, aiant cessé le trafic de marchandise de mer devenue en icelle par moien du dit port, et la rivière de Vidourle sur laquelle est assize la dite ville, en ruine une grande partie des murailles et maisons les marchands d'icelle se seroient retirés en autres villes de manière que les dites foires et marchés auroient cessé et la dite ville seroit demeurée presque inhabitable. » Peut-être les termes de cette supplique étaient-ils un peu excessifs ! (Nous exagérons si facilement nos joies ou nos malheurs quand nous désirons en retirer quelque avantage !) Cependant même en laissant à l'exagération la part qui peut lui être due dans cet exposé aussi sombre, il paraît bien certain qu'en réalité notre ville ne se trouvait point, en ce siècle, dans un état économique bien brillant. Toutefois la requête ajoutait encore que si le trafic habituel avait cessé, on avait remarqué en revanche que « les marchands traffiquans ne fréquentaient guerre en la dite ville sinon les premières et secondes semaines de karesme, tant pour y acheter, huiles, figues, raisins, poissons salés, cordage, fer et autres marchandises en ce temps là

propices et nécessaires. » Ils descendaient régulièrement à cette époque des montagnes de Rouergue et des Cévennes pour faire leurs achats en Languedoc ; c'était pourquoi les habitants estimaient « qu'il serait bien requis et nécessaire pour le bien et utilité de la chose publique et de la dite ville, y créer et establir une foire franche chascun au durant huit jours à commencer le premier samedi de Caresme et finir le samedi suivant inclusivement. »

Henri II écouta les doléances des Sommiérois. Par lettres patentes de 1557, données à Saint-Germain en Laye, il confirma les privilèges commerciaux de la ville et accorda encore une nouvelle foire « pour dédommager ses habitants, disait-il, des ruines causées par le Vidourle et compenser la diminution du trafic du port d'Aigues-Mortes. » Cette foire, comme l'avaient demandé les Sommiérois, devait avoir chaque année une durée totale de huit jours, commencer le samedi de Carême et ne se terminer que le samedi suivant inclusivement. Le roi voulait enfin « que tous marchands y puissent vendre et eschanger toutes manières de marchandises licites et qu'ils jouissent de tels et semblables privilèges qu'ils ont accoustumé joyr et user et autres foires et marchés de nostre dit Pays de Languedoc pourveuque à quatre lieux à la ronde ni ait autres foires ». Ainsi la foire créée par Henri II était entourée de telles garanties qu'elle constituait réellement un beau privilège : une durée de huit jours, de larges franchises, très bien située dans l'année, la foire de Carême était, semble-t-il, appelée à devenir une manifestation commerciale très importante.

Nous ne croyons malheureusement point qu'elle ait pu beaucoup modifier l'état économique dans lequel se trouvait alors notre ville. Sommières, comme toutes les communautés cévenoles, était en effet à la veille des graves désordres religieux qui allaient ensanglanter la France. Cependant, si nous considérons tous les précieux avantages qui entouraient cette foire, nous pouvons affirmer que la tentative faite pour relever la vie économique de notre localité devait être considérée comme susceptible de produire les plus salutaires effets.

Les Marchés du Mardi. Les Foires de Saint-Roch et de Saint-Léonard. La Foire des Rameaux.

Ce qui nous incite à croire que la foire de Carême ne rendit pas les services que l'on avait fondé en son établissement, c'est que nous voyons, en vingt ans à peine, le roi Charles IX confirmer les privilèges de notre ville, par lettres patentes datées d'Orléans de Décembre 1560 et accorder encore aux Sommiérois de nouvelles libéralités.

La presque totalité des habitants de Sommières avaient en effet, embrassé la religion réformée dès qu'elle avait été prêchée dans la région et bien que notre communauté n'ait encore que peu souffert des premiers désordres religieux, elle ressentait déjà les conséquences des grandes divergences d'opinion qui divisaient les français. Les guerres naissantes furent le commencement d'une grave période de décadence. La prospérité de la Renaissance n'eut point de lende-

main et les séditions religieuses eurent tôt fait de détruire l'harmonie qui venait de présider au relèvement économique de notre pays.

Nous ne connaissons point cependant les causes essentielles qui motivèrent de la part de nos compatriotes, la demande de nouveaux privilèges commerciaux, bien que les lettres patentes de Charles IX, de Décembre 1564, stipulassent que Sa Majesté s'inclinait « libéralement à la supplication et requête des consuls, bourgeois, manans et habitans de sa bonne ville et château de Sommières en la Sénéchaussée de Beaucaire. » Toujours est-il, que ce monarque accordait en 1564 : 1^o deux nouvelles foires annuelles : l'une le jour de Saint-Roch, seizième jour du mois d'août, et l'autre le jour de Saint-Léonard, sixième jour de novembre, et 2^o un marché hebdomadaire qui devait se tenir chaque mercredi à la condition toutefois qu'il n'y ait pas d'autres marchés déjà établis ce même jour à quatre lieues à la ronde. Il est probable que cette dernière condition dut se trouver réalisée, car ce marché se tint en réalité le mardi de chaque semaine. (1) Ces deux foires jouissaient enfin des mêmes privilèges que toutes celles qui se tenaient dans le royaume :

(1) La Réalisation de cette condition resta toujours sous l'Ancien Régime un obstacle à la tenue des foires et des marchés. On lit à ce sujet dans le Code des Seigneurs Ch. XXVIII art. LXXII p. 325 les dispositions suivantes. « Les Seigneurs, Châtelains, Barons et Vicomtes ont droit d'avoir marché en leur village, même ils ont droit d'empêcher non seulement ceux de leur détroit, mais aussi leurs voisins d'en établir un nouveau dans les villages à trois ou quatre lieues de leur, quoiqu'ils en aient permission du Roi qui ne l'accorde ordinairement qu'à condition qu'à trois ou quatre lieues près il n'y ait autre marché. »

les marchands pouvant s'y rendre, y séjourner, vendre, trocquer, débiter, acheter et s'en retourner librement comme dans toutes les foires de même qualité.

Les mesures que Charles IX prit en faveur de notre ville, ne durent pas s'arrêter à ces bienveillantes attentions. Il est probable, bien que nous ne possédions à ce sujet aucun texte certain, que ce monarque accorda encore aux Sommiérois la foire des Rameaux. Nous savons, en effet, par les lettres de confirmation du roi Henri IV, que les habitants de Sommières avaient perdu le titre relatif à cette foire lors de l'incendie de l'Hôtel de ville de 1573. Comme celle-ci n'existait point sous le règne d'Henri II, il paraît certain que ce fut Charles IX qui dota notre ville des trois grandes foires de Saint-Roch, de Saint-Léonard, et des Rameaux et du marché hebdomadaire du mardi. Par ces dernières libéralités la royauté enrichissait merveilleusement les privilèges commerciaux de Sommières.

Notre ville ne put malheureusement pas encore en profiter beaucoup, car les quelques années qui suivirent comptèrent parmi les plus tristes qu'elle ait vécues. Nous renverrons pour tout ce qui concerne cette période à l'Histoire des choses mémorables de Giry, dans laquelle l'auteur, contemporain de tous ces événements, raconte, avec précision et intérêt, les différentes péripéties des malheurs de notre communauté. Disons seulement que le Maréchal d'Anville, commandant les armées du roi en Languedoc, vint assiéger Sommières en 1573 et qu'après un siège de plusieurs mois les réformés durent accepter, le 3 Avril de cette même année, les conditions du Maréchal; puis que ce même d'Anville ayant embrassé le parti des « Politi-

ques », à la tête duquel se trouvait son frère le Duc de Montmorency, s'allia aux Réformés et vint à nouveau mettre le siège devant notre ville qui connut une deuxième capitulation le 9 Octobre 1575.

Sommières qui, d'après Giry, était une des villes les plus florissantes de la contrée avant tous ces troubles religieux, avait vu fuir, au cours de ces désordres, la plus grande partie de ses habitants. Ses industries et son commerce s'étaient ressenties très violemment des conséquences de ces deux sièges pendant lesquels trente-huit maisons, fort pauvres encore, avaient seules été épargnées. Les récoltes de 1573, 1575 et 1576 furent complètement perdues et les blés, coupés en herbe par la soldatesque qui encombrait Sommières et les villages voisins, servirent de pâture aux chevaux.

Les dernières années du règne d'Henri III furent relativement tranquilles. Mais notre ville avait grandement besoin de la politique du Grand Roi qui allait monter sur le trône, pour se remettre peu à peu des profondes blessures qu'elle venait de recevoir.

Henri IV confirma à Lyon en l'an 1600, toutes les foires et tous les marchés donnés à Sommières par ses prédécesseurs. Les lettres patentes royales disaient expressément que les foires et les marchés devaient être et demeurer fixés aux dates suivantes :

La foire de Carême au dernier Mercredi du Carnaval ;

La foire des Rameaux au Mercredi avant Pâques ;

La foire de Pâques au second Mercredi de cette fête ;

La foire de Saint-Roch au Mercredi le plus proche du seize Août ;

La foire de Saint-Michel au Mercredi après cette fête ;

La foire de Saint-Léonard au Mercredi avant le six Novembre ;

Marchés : les mardi et samedi de chaque semaine.

Ces lettres patentes devaient en outre tenir lieu de lettres de création pour la foire des Rameaux. (1)

Contrairement à tous les titres de concessions déjà vus, ceux d'Henri IV stipulaient que les foires devaient se tenir le mercredi et non le samedi comme il était alors de coutume. Il faut rechercher les motifs de ce changement dans des considérations d'ordre purement religieux. Les opérations commerciales ne pouvaient être, en effet, toujours terminées le samedi ; les commerçants les continuaient alors le Dimanche. L'église pour prévenir l'inobservation du repos dominical avait demandé, par l'intermédiaire du conseil de la communauté, que l'on modifiât ces dates. Mais cet usage existait depuis si longtemps, il était si profondément entré dans les mœurs commerciales que les ordonnances royales ne purent y rien changer ; et après comme avant, malgré les prescriptions religieuses, les foires se tinrent toujours le samedi. Cependant lorsque le roi Louis XIII eut rétabli la religion catholique dans ses anciennes prérogatives et après que Louis XIV eut révoqué l'Edit de Nantes, la question du jour auquel les foires devaient se tenir devait encore faire l'objet de nouvelles discussions. Au milieu du XVIII^e siècle le Premier Consul, M. Nazon, convoqua le conseil de la communauté pour lui

(1) Archives Sommières. AA. 19.

exposer les raisons impérieuses qui nécessitaient l'application intégrale des lettres patentes du Roi Henri. (1) « Il arrivait, disait ce magistrat, que les Saints Jours étaient profanés avec scandale » soit parce que les habitants continuaient leurs ventes et leurs achats le dimanche, soit parce que les marchands, se trouvant alors sur la route avec leurs voitures, ne pouvaient assister aux services religieux. Et alors les commerçants bons catholiques « et plus observateurs des Dimanches et des Fêtes s'abstenaient de se rendre à ces foires, ou d'y faire des affaires ; ce qui tendait à faire languir le commerce et à priver cette ville des avantages que nos Roys avaient voulu lui procurer par l'établissement des foires dont le concours diminuait sensiblement d'une année à l'autre. » Et l'assemblée communale délibéra à l'unanimité d'envoyer une supplique au Roi Louis XV pour lui demander de confirmer les prescriptions des lettres patentes de son aïeul Henri IV. Il est certain que cette délibération ne produisit aucun effet et que les habitudes immémoriales ne subirent aucune transformation.

*
* *

Toute la France souffrit beaucoup des guerres civiles que le fanatisme religieux venait d'allumer. Notre région dont les populations étaient très divisées, eut à redouter les excès des deux partis selon les revers ou les succès de leur fortune militaire. Aussi, les conséquences économiques de ces longues guerres intestines furent-elles désastreuses ! Il est cependant inté-

(1) Délibération du 4 février 1742.

ressant de remarquer que, d'après les historiens de ce siècle, la fabrication des étoffes de laine conserva tout de même dans quelques centres une partie de son activité. Au nombre de ces villes privilégiées, il faut citer Rouen pour ses draps, Amiens, Sommières, Nîmes, Chartres ou les serges fabriquées depuis quelques années étaient toujours aussi belles et aussi appréciées dans la France toute entière. (1)

Une ordonnance signée, par Henri IV en l'an 1600, nous apprend encore qu'il y avait aussi dans notre localité des fabriques de futaine. La confection des futaines de coton avait été introduite en France à la fin du xvi^e siècle ; elle s'était développée assez rapidement dans la région lyonnaise puis avait gagné le Midi. Montpellier était devenu un centre important et c'est justement dans les statuts des Futainiers de cette ville que nous lisons : « Il sera permis et loisible aux consuls du dit mestier de visiter tous les ans, lors et quand bon leur semblera, toutes les boutiques de ceux qui travaillent en futaine par toutes les villes du ressort du dit sieur gouverneur (de Montpellier) comme sont les villes de Frontignan, Sommières, Lunel, Aymargues, Massillargues, Sauve et autres villes et villages du dit ressort. Et si les dits consuls trouvent des fustainiers qui ne sont point légitimes, ou bien contrevenant ou réfractaires, ils seront condamnés pour la première fois en l'amende de trois escus, la marchandise confisquée ; et s'ils retombent en vingt escus outre la dite confiscation, le tiers applicable à Sa Majesté, l'autre tiers en aumône et l'autre tiers sera et appartiendra en propre aux dénon-

(2) Levasseur ouv. cit. T. II. p. 56.

ciateurs pour faire la poursuite des contrevenants et malfacteurs à l'observation des dits règlements. » (1)

Nous n'avons pu recueillir de plus amples renseignements sur l'importance de ces fabriques, le nombre d'ouvriers qu'elles occupaient et la production totale qu'elles pouvaient annuellement fournir. Toujours est-il que les produits de ces diverses industries, exposés aux foires et aux marchés de la ville, alimentèrent l'activité commerciale de notre communauté. Les marchands de draps, dit un règlement de police de 1583, avaient leurs tabliers à l'entrée de la rue de la Taillade et comme ils étaient sans doute très nombreux il leur fut permis dans la suite d'occuper la rue de la Montée du Château « tant qu'ils pourraient s'étendre. » A en croire ce règlement de 1583 les marchands venaient en grand nombre aux foires et aux marchés de Sommières. Cette ordonnance de police fixait en effet, comme nous le verrons bientôt, un emplacement particulier à chaque catégorie de commerçants. La diversité et la richesse des produits apportés et mis en vente en étaient non seulement une preuve réelle de l'état de prospérité dans lequel se trouvaient nos marchés commerciaux à la fin de ce siècle, mais encore un témoignage éclatant de la rapidité avec laquelle notre ville s'était relevée de la crise redoutable qu'elle venait de subir.

Le règne trop court d'Henri IV fut un règne réparateur. Ce monarque était monté sur le trône avec le désir de mériter deux titres : ceux de libérateur et restaurateur de l'Etat. Cet espoir se trouva réalisé et jusque dans notre petite ville de Sommières l'œuvre régénératrice du Grand Roi fit apprécier ses heureux effets !

(1) Germain ouv. cit. T. II. p. 513.

CHAPITRE IV. ¹

Les Foires et les Marchés de Sommières du XVII^{me} Siècle à la Révolution.

a) *Les évènements politiques qui troublèrent la vie commerciale pendant ces deux siècles. Leur influence. — b) Le Marché aux grains : Sa nature. Son importance. Le registre des mercuriales. Le Marché aux vins : Son caractère. Son importance. Les prix de vente. Le Marché aux huiles : Le développement de l'oléiculture. Les débouchés. Le prix des huiles. Les foires aux bêtes de somme et aux chevaux : Leur importance. Le Marché aux laines et aux draps : Les molletons de Sommières : Fabrication. Règlements. Production. Renommée et Prix. Le Marché aux cuirs : Préparation des peaux. Les différentes qualités de cuirs fabriqués. Influence fâcheuse de la Réglementation.*

Pendant les deux siècles qui précédèrent la Révolution, l'activité des foires et des marchés, comme en général toute l'activité économique de notre ville, subit encore l'influence de plusieurs événements politiques de la plus grande importance.

Ce fut d'abord la continuation des guerres civiles provoquées par les querelles religieuses qui troubla l'ordre encore mal rétabli ; ce fut ensuite la Révocation de l'Edit de Nantes, suivie des mesures prises contre les convertis, qui suscita la Révolte des Camisards ; ce fut enfin l'acte d'Echange de 1772 qui détacha notre communauté du Domaine royal pour la

placer sous l'autorité directe d'un Seigneur particulier, le Comte d'Eu.

Il n'entre pas dans notre intention de nous arrêter longuement sur chacun de ces événements ; mais étant données leurs conséquences, il nous a paru nécessaire d'en étudier sommairement les caractères pour saisir l'influence qu'ils eurent sur la vie économique de notre ville et sur le développement de ses marchés.

La politique conciliatrice du roi défunt Henri IV avait assuré la paix religieuse dans notre ville. Sommières, dont l'activité économique commençait à renaître, se serait bien vite remise des troubles qui l'avaient ensanglantée si de nouveaux désordres n'étaient venus agiter sa population.

Louis XIII avait cependant confirmé en décembre 1614 les privilèges de notre ville et les franchises de ses foires et de ses marchés (1). Mais les discordes religieuses ne tardèrent pas à se rallumer et dans les luttes intestines qui allaient mettre aux prises les armées royales et les convertis, Sommières devait à nouveau jouer un rôle très important. Le Duc de Rohan, chef du parti Protestant, qui appréciait la valeur de cette place de sureté, la mit en état de défense. Les troupes royales à la tête desquelles le roi se trouvait en personne, investirent la ville en août 1622 et un nouveau siège commença. S'il ne dura que quelques jours ses conséquences n'en furent pas moins des plus malheureuses. Notre ville y perdit pour un temps ses libertés communales et les habitants la propriété de

(1) Boisson ouv. cit. p. 245. et sur le Siège de 1622. Ch. XVIII.

tous les grains qu'ils possédaient. Les exactions commises à tout instant par les troupes mercenaires et l'approche de l'hiver, jointes à la pénurie la plus complète de vivres, plongèrent la population dans une affreuse misère. L'exil du Duc de Rohan calma sans doute les esprits ; mais la peste de 1629 qui n'épargna pas notre région, rendit la situation, déjà fort précaire, bien plus angoissante. Les récoltes de plus en plus déficitaires ne suffirent plus au ravitaillement des populations ; les troupes encore nombreuses terrorisèrent les campagnes ; notre ville aux prises avec les plus graves difficultés, connut les heures peut être les plus douloureuses et les plus tristes de son Histoire. La tranquillité revint sans doute au milieu du ^{xvii}^e siècle, mais les événements qui venaient de s'écouler devaient faire sentir pendant bien longtemps leurs funestes répercussions.

La Révocation de l'Edit de Nantes vint encore, à la fin de ce même siècle, agiter la région Cévenole et faire passer à notre ville quelques bien mauvaises journées. Les vexations journalières dont les Convertis furent l'objet après 1685, les offenses continuelles à leur liberté de conscience et les atteintes à leur personne et à leur situation, ravivèrent les vieilles rancunes religieuses. La surexcitation des esprits aboutit aux désastreuses révoltes des Camisards. Une fois de plus Sommières fut le théâtre de nouveaux excès. Les journées d'octobre 1703 connurent les scènes les plus dramatiques ; elles furent, il est vrai, le dernier épisode sanglant de cette lutte vieille de plus d'un siècle et qui n'avait malheureusement que trop duré.

Bien que de nature différente, l'acte d'Echange de

Juillet 1772 fut un évènement politique dont les graves conséquences se firent sentir jusqu'en 1789. Lorsque Louis XV pour acquérir la principauté des Dombes, donna au comte d'Eu divers territoires lui appartenant au nombre desquels il comprit la ville de Sommières, notre communauté, réunie à la Couronne depuis 1248, protesta vivement; mais ses protestations furent encore plus violentes lorsque son nouveau Seigneur prétendit s'approprier le revenu des droits patrimoniaux qui appartenait à la ville depuis plusieurs siècles. Cette prétention, appelée à porter un coup fatal au commerce de notre ville, inquiéta bien plus encore la communauté lorsqu'elle apprit que le comte d'Eu avait cédé ses droits sur Sommières à M. de Montglas, Président de la Cour des Aides de Montpellier. (1) Alors ses protestations redoublèrent; elle envoya plusieurs députations à Paris, elle s'adressa directement au Roi : mais elle ne put obtenir la révocation de l'acte de 1772. Et lorsque en 1789 la Révolution éclata, elle était encore en lutte avec celui qui devait être son dernier Seigneur, M. de Joubert.

Tels furent les principaux évènements qui troublèrent la tranquillité de notre ville pendant les deux derniers siècles de la Monarchie :

Les premiers pesèrent lourdement, par leurs conséquences, sur la situation financière de tout le xvii^e siècle ; la communauté, obérée par tant de dépenses,

(1) Notre Communauté soutenait alors devant cette cour et contre le Marquis de Villevieille un procès dont nous aurons bien souvent l'occasion de parler, au sujet de la perception des Droits de Leude et de Coupe sur le Marché de Sommières.

dut accroître ses impôts, demander des subventions, vendre partiellement ses biens patrimoniaux pour rétablir ses finances désordonnées ; et le commerce local en supporta toutes les charges.

Le second atteignit toute une population laborieuse qui faisait par son travail la richesse de notre région. Certains Convertis quittèrent Sommières et la France pour aller rechercher à l'étranger la tranquillité de conscience qu'on leur refusait dans leur pays ; d'autres, chassés de tout emploi public, s'adonnèrent au commerce et à l'industrie.

Le troisième fut peut-être celui dont les effets furent au point de vue économique, les plus défavorables ; les conflits qu'il suscita au sujet des perceptions que les nouveaux Seigneurs prétendirent pouvoir faire, eurent un gros retentissement sur l'activité de nos foires et de nos marchés.

Il faut enfin ajouter à ce long cortège de maux, les conséquences des guerres que Louis XIV soutint durant tout son règne, les expédients financiers qu'il employa pour diminuer ses déficits budgétaires et dont les graves répercussions vinrent déséquilibrer bien souvent les finances de notre communauté.

Il semblerait, après le rapide examen que nous venons de faire, que Sommières, accablée par de telles charges, n'ait jamais pu connaître pendant ces deux siècles un moment de prospérité. L'Histoire nous apprend cependant qu'elle surmonta ces difficultés passagères et qu'elle peut figurer parmi les communautés de la Province ayant joui d'une renommée commerciale très favorable.

« Située sur les bords du Vidourle, à quatre lieues

de Nîmes, jouissant d'un air pur et serein » comme l'a écrit l'Intendant de Ballainvillers, bien que son territoire fut très restreint, elle se classa parmi les cités les plus actives et les plus laborieuses. (1) Ses marchés faisaient d'elle, tant au point de vue agricole qu'au point de vue industriel, un centre d'approvisionnement connu dans toute la région ; les commerçants étrangers s'y donnaient rendez-vous pour effectuer leurs achats et leurs ventes car ils étaient certains d'y trouver toutes les marchandises nécessaires à leur négoce.

C'est pourquoi nous avons cru devoir rechercher avec une attention toute particulière qu'elle fut l'importance commerciale de notre ville pendant les deux siècles qui précédèrent la Révolution.

Nous envisagerons d'abord ce qui intéresse le marché agricole : commerce des grains, des vins, des huiles, des bêtes à laine et des chevaux ; puis ce qui est relatif au marché industriel : commerce des molletons et des cuirs.

Nous chercherons en même temps à dégager de cette étude la place prise par chacune de ces branches dans l'activité économique des foires Sommiéroises et nous en déduirons enfin l'importance de la situation qu'occupait notre ville dans le monde commercial du Languedoc.

Le Marché aux Grains.

Si les marchés de Sommières se classèrent pendant longtemps parmi les marchés de premier ordre pour

(1) de Ballainvillers. Mémoire. T. I. Ch. Diocèse de Nîmes.

le commerce des grains, on doit en rechercher les causes dans l'abondance des récoltes de son terroir, dans la place qu'avait prise les grains et plus spécialement le blé dans la vie économique de l'époque et surtout dans la situation favorable qu'occupait Sommières dans notre région du Bas-Languedoc.

Le blé a toujours été une denrée de première nécessité ; l'approvisionnement des populations favorisé aujourd'hui par le développement des voies de communication permet à un pays dont la récolte est déficitaire, de se procurer les grains dont il a besoin dans des régions parfois très éloignées. La situation était bien différente avant la Révolution. Pour qu'une Province ne fut pas menacée par la famine, il fallait presque que la production de chacun de ses diocèses pût assurer les besoins de sa consommation. Les charrois, le plus souvent à dos de mulet et sur des chemins impraticables, étaient, en effet, lents et coûteux ; les droits de circulation qui frappaient les céréales à l'entrée de chaque province, les péages, les leudes et toutes les taxes variées qui les atteignaient à chaque instant, rendaient les importations de grains très difficiles et augmentaient dans de fortes proportions les prix de vente.

Et cependant la farine était nécessaire à la fabrication du pain ; la pomme de terre, dont la consommation a pris aujourd'hui une extension considérable, n'était pas encore cultivée : aussi les régions dont le climat ne permettait pas la culture des céréales et dont les terrains n'assuraient pas un rendement suffisant, devaient compléter leur ravitaillement dans les conditions les plus économiques.

Sommières, à proximité des plaines fertiles et productrices des pays bas méditerranéens et à l'entrée des Cévennes méridionales et du Gévaudan, au climat trop rigoureux et au sol trop montagneux pour que les céréales puissent produire avec abondance, offrait aux acheteurs cévenols et aux riches producteurs de la Vaunage, des plaines du Vidourle et du Vistre, deux marchés par semaine régulièrement fréquentés et six belles foires dans l'année ; elle permettait enfin en cas de disette générale un ravitaillement facile par les arrivages de blés de barque de Lunel.

Aussi les marchés agricoles de Sommières étaient-ils favorablement connus par le commerce de tous les pays environnants. Ce commerce régional sembla même, à la fin du XVIII^e siècle, être intimement lié au développement commercial de cette place et c'est ainsi qu'on lit dans une délibération de la Communauté du 7 Octobre 1781 : « Cette décision (relative à l'établissement de certaines perceptions sur le marché) influera dans tout le Pais dont cette ville par sa situation est l'entrepôt, pour le débit de leurs denrées qui consistent principalement pour le Gévaudan en gros bestiaux : comme mulles et chevaux, bœufs et bettes à laine, pour les Sévennes en châtaignes, boisages pour les tonneaux, laines et chaines travaillées par les fabriques et pour le Plat Pais en Grains, vins, huile et autres marchandises. » (1)

Les quantités de céréales récoltées dans le territoire de Sommières et dans les communautés voisines alimentaient en général, pendant la plus grande partie

(1) Délibération 7 octobre 1781.

de l'année, les marchés hebdomadaires de notre ville. La mesure dans laquelle notre localité contribuait à cette alimentation serait évidemment intéressante à connaître ; nous n'avons malheureusement recueilli que trop peu de renseignements sur la nature et l'étendue des ensemencements faits sur le territoire de notre commune et sur leur rendement annuel, pour l'apprécier avec exactitude. De Ballainvillers a écrit sur Sommières : « Son territoire bien que très resserré est fertile et produit, eu égard à son étendue, beaucoup de blé. » (1) Mais il ne fixe aucune quantité. Il ressort toutefois de certificats relatifs à divers cas fortuits (gelées, inondations, orages) qu'il fut semé, au début du XVIII^e siècle (1716), 345 salmées de grains sur 1416 sétérées de terrain. (2) Si l'on se basait sur le rendement moyen de cinq et demi, dont parle de Ballainvillers (Mémoire sur le diocèse de Nîmes), on pourrait obtenir, très approximativement d'ailleurs, un chiffre relatif à cette production. Il est probable que cette quantité ne correspondrait que de très loin à la réalité car les quantités semées et récoltées ont énormément varié au cours de ce siècle. Il faudrait d'autre part tenir compte de la tendance qui se manifesta au XVIII^e siècle pour remplacer la culture des céréales par celle de la vigne plus rémunératrice et plus facile dans notre vallée du Vidourle exposée à de violentes inondations. Toutefois, dans l'ensemble du Diocèse de Nîmes, on n'abandonna aux plantations de vignes que les fonds médiocres et les côteaux calcai-

(1) De Ballainvillers. ouv. cit.

(2) Archives Sommières. HH. 5. Cas fortuits (Inondations de 1716)

res impropres par leur sécheresse à la culture des céréales ; et à la veille de la Révolution, la vallée du Vistre ne comprenait encore que des terres labourables : de Gallargues à Saint-Laurent c'était le meilleur terrain du Bas Languedoc pour les blés de toutes espèces (1). Enfin la plaine de La Vaunage constituait un précieux grenier d'abondance pour nos marchés. Aussi vendait-on habituellement sur notre place « des céréales de Pays. » On lit en effet dans certaines mercuriales de nos marchés : « Il n'a point été vendu dans le marché de Sommières de bleds étrangers pendant le mois. » (Exemple : Octobre 1731). En revanche, lorsque les récoltes étaient déficitaires ou pendant les mois précédant le battage des céréales, à défaut de blés de pays, on faisait appel au blé étranger. C'étaient alors des grains de la Narbonnaise qui étaient principalement mis en vente sur nos marchés, (on retrouve en effet la mention : « Marché de Décembre 1731 ; il a été vendu pendant ce mois du blé du côté de Narbonne à 21 livres 1 sol 10 deniers la salmée »), et parfois des blés de Barque que des marchands apportaient de Lunel. (Exemple : Janvier 1732 Touzelle de Barque à 22 livres 10 sols ; Juin 1732, Blé de Barque vendu à 20 livres). (2)

On trouvait les mardi et samedi de chaque semaine toutes les diverses variétés de grains récoltées dans la région : le blé touzelle, le mescle, le seigle, l'orge, le froment en moins grande abondance, les grains d'importance secondaire plus rarement.

(1) Dutil. ouv. cit. chap. La Production Agricole.

(2) Archives Sommières. GG. 3.

Le blé était la céréale la plus recherchée. D'ailleurs, dans tout le Diocèse de Nîmes, la culture du blé était la plus répandue : elle atteignait en moyenne le 73 % de l'ensemencement général. Le blé touzelle était la qualité la plus courante et la plus en honneur ; elle prenait mieux que les autres sur les terres plutôt maigres du Bas Languedoc et offrait au paysan un rendement bien supérieur. Le blé froment au contraire était plus rarement cultivé dans la Province ; aussi est-ce par hasard que nous le retrouvons sur nos marchés.

La culture du mescle, connu encore sous le nom de méteil, était en revanche excessivement répandue dans la région. Là où la culture du blé n'était pas avantageuse, là où elle devenait même impossible, on s'adressait pour la remplacer à des céréales plus résistantes : au seigle et au méteil. Le méteil tenait en effet et du seigle et du blé ; (1) il présentait le précieux avantage de produire des grains d'un poids supérieur à celui qu'aurait donné, cultivée séparément, chacune des deux céréales qui le composaient. De plus le pain fabriqué avec sa farine, appelé communément pain rousset à cause de sa couleur, était d'une qualité excellente et d'une conservation supérieure à celle du pain de froment. Aussi la culture du mescle fut-elle très en honneur pendant tout le XVIII^e

(1) Le mescle était ordinairement composé de trois parties de seigle pour une de blé froment. Cependant dans notre région, le mescle contenait assez souvent par parties égales : du blé froment, du seigle et de l'escourgeon (variété d'orge) ou de la paumelle (Dictionnaire Languedocien français de l'Abbé Sauvage).

siècle ; elle explique la régularité et l'abondance avec laquelle on apporta cette céréale sur nos marchés.

On trouvait encore sous les arceaux de la place Souveraine, du seigle, de la paumelle, de l'avoine et de l'orge plus spécialement aux marchés de Septembre et d'Octobre de chaque année ; (1) puis encore des vesces noires très recherchées quand elles étaient pures « éblouses », ayant beaucoup moins de valeur quand elles étaient vendues mélangées à l'avoine ; des grainès de gesses et de lupin blanc (jheisse et billous) pour l'ensemencement des pâturages ; du millet (mel ou mel-blanc) ; de la barjelade (barjhalade ou barjolac), sorte de mélange de paumelle ou d'orge avec de la vesce noire et enfin de la garousse, espèce de gesse cultivée.

Tous ces grains figuraient évidemment en quantités moins abondantes et comme de qualités inférieures leurs prix étaient sensiblement moins élevés.

« Les différentes parties, inégalement pourvues par la nature ou par les hasards de la récolte, dit M. Dutil dans son Histoire Economique du Languedoc, s'équilibrent en quelque sorte par les échanges qui se produisent dans les marchés locaux. Dans les Pays de grains les gens des campagnes se transportent à la ville pour vendre, dans les Pays qui en sont dépourvus ils y viennent pour s'approvisionner : ainsi chaque petite ville est un marché qui, suivant les cas, centralise ou distribue les grains de la région voisine ; il y a tout un commerce local auquel ne man-

(1) Les Marchés de Septembre et d'Octobre venant immédiatement après la récolte étaient les plus importants de l'année.

quent point de s'intéresser de très près les autorités municipales. » (1)

Ces quelques lignes s'appliquent parfaitement au commerce Sommiérois. Les marchés de notre ville étaient à la fois centralisateurs, lorsque les producteurs apportaient leurs récoltes, et distributeurs lorsque les paysans cévenols venaient se réapprovisionner. Ce fut ce va-et-vient continu d'acheteurs et de vendeurs qui fit l'activité de notre localité. Il serait intéressant de connaître l'importance annuelle de ce commerce : les statistiques détaillées manquent totalement à ce sujet ; on lit cependant dans une Délibération du Conseil de la Communauté la déclaration suivante, qui, faute de plus de détails, constituera un document précieux : « La vente des grains portés du Plat País et qui passent chaque année dans les Sévennes et le Gévaudan se portait à environ DIX MILLE salmées pesant 400 livres chacune » (1781). (2) Ce sont les seuls renseignements généraux que nous ayons trouvés ; en se basant sur ce dernier chiffre et sur le prix de 44 livres la salmée, le commerce annuel des blés à la fin de l'Ancien Régime aurait atteint en notre ville la somme de quatre cent quarante mille livres, et encore faudrait-il ajouter à ce total la valeur des récoltes du terroir de notre localité.

Pour terminer cette étude il nous reste à considérer les prix de vente de chacune de ces céréales ; nous utiliserons pour cela le Registre des mercuriales publiées à l'occasion de chaque marché.

(1) Dutil. ouv. cit. p. 748.

(2) Délibération du 7 octobre 1781.

La publication des mercuriales datent seulement à Sommières de la fin du xvii^e siècle. Une Délibération du Conseil de la Communauté du 28 Janvier 1696 nous apprend en effet qu'il fut décidé « que les corratiers seraient tenus de faire connaître au greffier consulaire de la ville les prix des grains, huiles et vins qui se vendent au marché, dans le but de servir au public en cas de besoin. » (1) Avant que cette décision ait été prise, comme personne ne devait consigner les cours sur nos marchés, aucune valeur ne pouvait nous parvenir. Nous avons cependant retrouvé dans nos archives les tarifs du marché de Lunel de 1662 à 1694 ; peut-être était-ce ces derniers prix qui servaient de bases aux transactions faites sur notre place ? Nous dirons à titre d'indication et comme moyen de comparaison que : le sestier de blé touzelle a varié de 1662 à 1694 de 3 liv. 10 s. à 6 liv. et que les sestiers de mescle et d'orge se sont vendus pendant ces mêmes années de 2 liv. à 5 liv. et de 1 l. 10 s. à 3 liv. 13 s.

Le registre des mercuriales de Sommières fut très soigneusement tenu de 1696 en 1717. Mais à partir de cette époque les registres suivants font complètement défaut ; nous n'avons pu recueillir, pour la seconde moitié du xviii^e siècle, que des mercuriales éparses et pour la période qui va de 1778 à 1789 que les prix du dernier marché de Septembre, consignés par les consuls sur le registre des Délibérations de la Communauté. Cet ensemble de documents sera, croyons-nous, suffisant pour nous donner une idée générale des fluctuations de cours que connurent

(1) Délibération du 28 Janvier 1696.

nos marchés. Nous les allons fidèlement reproduire sous forme de graphique et de tableau en donnant chaque fois qu'il nous sera possible de le faire, les variations de prix dans le courant d'une même année.

Le prix des céréales s'établissait dans notre ville en : livres, sols et deniers par salmée. La salmée de blé pesait communément 400 livres poids de table ; et s'il faut en croire les mercuriales de 1731-1736 les salmées vendues sur notre marché pesaient en poids de marc :

le blé touzelle	335 livres	La livre poids de marc
le méteil	316 »	correspondait à :
		0 kg. 489.505.
le seigle	306 »	
l'orge	212 »	La livre poids de table
l'avoine	200 »	correspondait à :
		0 kg. 407.921. (1)

(1) Mesures de capacité, en usage au XVIII^e siècle dans la Région, pour mesurer les grains : unité la salmée qui valait 4 sétiers, 8 émines, 16 quarter, 64 boisseaux. (Archives Sommières AA 4). La salmée (Saoumado) était à l'origine ce qui constituait la charge d'une bête de somme. Elle correspondait approximativement à 206 litres. Son poids variait suivant l'unité employée, et la nature des grains mesurés. La Salmée de blé pesait 400 livres poids de table. 335 poids de marc ce qui représente actuellement 165 kg. environ ; Salmée de Méteil : 155 kg ; Salmée de Seigle : 150 kg ; Salmée d'Orge : 104 kg. Salmée d'avoine 98 kg.

Système monétaire : unité la livre valant 20 sols, le sol valait 12 deniers ; les monnaies d'or étaient : le louis, demi-louis, double louis. Argent : écu, demi écu, quart d'écu. Billon et Cuivre : double sol, sol, demi sol, liard ; plus de très nombreuses variétés.

La valeur intrinsèque de la livre tournois était en 1787 : 0 fr. 99. (Dutil ouv. cit. p. 912)

Si l'on rapproche les différents chiffres contenus dans les colonnes du tableau ci-joint on peut faire les déductions suivantes :

1° Les cours des céréales et plus spécialement les cours du blé, ont subi dans une même année de très fortes variations ;

2° Ces variations n'ont pas été moindres d'une année à l'autre ;

3° Les cours sont caractérisés par une élévation progressive depuis le commencement du XVIII^e siècle jusqu'en 1789.

Les circonstances qui agissaient sur la régularité du commerce des grains étaient trop nombreuses pour que les cours ne connussent pas de très fortes variations.

Les prix dépendaient en premier lieu de l'état des récoltes de la région et de la récolte générale de la Province. Le terrible hiver de 1709-1710 qui est resté célèbre parmi les hivers les plus rigoureux pour les dégâts qu'il a causé à l'agriculture, nous fait assister à une élévation des cours aussi rapide que fantastique (1) : Janvier 1709 = 25 livres la salmée — Décembre 1709 et Janvier 1710 = 60 livres — Novembre 1710 23 livres 10 sols. Pendant tout le XVIII^e siècle les prix ne montèrent jamais aussi haut ! Deux ans après, 1712-1713, ils atteignirent encore un très fort maximum : partis de 28 livres, Janvier 1712, les grains

(1) La mauvaise récolte de l'année 1709-10, faillit compromettre l'approvisionnement en blé de notre ville. Pour y remédier et pour éviter la disette, la Communauté décida dans une délibération du 6 janvier 1710, l'achat « de Cent salmées de thozelle ou autres grains les meilleurs à Nismes qui avait offert d'en vendre. »

sont cotés, en Mars 1713, 44 livres, et ils redescendent, en Juillet, à 23 ; écart de 21 livres en quatre mois !

La situation particulière de chaque marché, l'importance des arrivages, la nature de sa fréquentation, exerçaient encore une influence sur l'établissement des mercuriales ; cette influence se traduisait par des variations annuelles assez sensibles.

Les marchés du XVIII^e siècle n'étaient pas comme ceux d'aujourd'hui de simples marchés d'échantillons ; la marchandise à vendre était apportée sur la Place par les muletiers étrangers ; les prix devenaient ainsi facteurs des quantités apportées. La loi de l'offre et de la demande intervenait dans la suite ; mais étant donnée justement la nature de ce commerce et les difficultés de transport, l'établissement des prix se trouvait être intimement lié aux quantités mises en vente et aux offres faites en ce même jour. Ces quantités et ces offres étaient susceptibles de fortes variations d'un marché à l'autre ; leur abondance ou leur petit nombre devenait le facteur principal de la hausse ou de la baisse des cours. Les marchés pouvaient dès lors, se suivre et enregistrer, bien que la situation générale ne se fut pas modifiée, d'assez fortes fluctuations.

Il y avait aussi un élément qui exerçait assez souvent une certaine influence dans la fixation des prix ; c'était la situation particulière de chaque vendeur. La propriété n'était pas riche au XVIII^e siècle, les paysans n'avaient que de faibles avances et si une récolte ne produisait point ils devaient recourir au prêteur, bien souvent à l'usurier. Le propriétaire

obéré était à la merci de son créancier ; pour satisfaire à ses exigences il ne pouvait toujours choisir le moment le plus opportun pour vendre ses céréales ; il les sacrifiait à vil prix pour payer les arrérages échus.

Constatons enfin les effets parfois désastreux des nombreux règlements imposés au cours de ce siècle, pour assurer une répartition des céréales correspondant aux besoins des populations de chaque province ; ils causèrent par leur diversité et leur instabilité des troubles dans notre région ; ils contribuèrent à précipiter l'augmentation des cours et accrurent le mécontentement populaire. « L'ancien Régime, a écrit M. Dutil, finit par un bel exemple des résultats donnés par la pratique de la réglementation du commerce des grains » (1) Les blés qui valaient en moyenne 25 livres sur nos marchés au début du siècle, avaient atteint les prix de 44 à la veille de la Révolution !

Aussi notre Communauté, considérant les dangers que cette crise agricole présentait pour la nation, inscrivit en 1789 au nombre de ses revendications l'article que voici : « que l'agriculture étant la richesse la plus réelle de l'état et méritant à cet égard une protection particulière on ne scauroit trop la favoriser et l'encourager par des récompenses et des distinctions annuelles et que surtout il soit pris des moyens efficaces pour soustraire l'agriculteur obéré à la rapacité et aux vexations de l'usure qui l'énerve, tels que des greniers d'approvisionnement de semence. » (1)

(1) Dutil. ouv. cit. p. 834-836.

(1) Archives Sommières. BB. 47. Cahiers de Doléances de la Communauté (1789). SS. 6 art. 1^{er}.

Le Marché aux Vins.

Il paraît tout d'abord nécessaire de déclarer au début de cette étude, qu'il est impossible de comparer, comme on serait tenté de le faire, les marchés aux vins d'avant 1789 aux marchés hebdomadaires qui se tiennent actuellement dans notre ville. Supposer dans les marchés d'autrefois des réunions de propriétaires et de commerçants, de courtiers et de commissionnaires, dégustant des échantillons et débattant des prix serait se faire un tableau complètement inexact des manifestations viticoles d'alors. Et si on commettait certainement en faisant ce rapprochement de très grosses erreurs, c'est parce que les éléments caractérisant les marchés modernes du commerce des vins sont complètement différents de ceux qui le caractérisaient avant 1789. En effet, si la circulation des vins est aujourd'hui entièrement libre dans toute la France, les droits de régie étant naturellement acquittés, il n'en était pas de même autrefois. On voyait par exemple les viticulteurs Sommiérois jouir d'un régime protecteur que nous analyserons dans la suite, et qui leur permettait d'interdire l'accès des vins étrangers dans leur communauté. Comme la plupart des villes productrices de la province avaient obtenu des privilèges de cette nature, la circulation des vins en Languedoc était devenue très difficile et parfois même tout à fait impossible. Et encore fallait-il ajou-

ter à ces difficultés toutes celles relatives aux transports et à la bonne conservation des vins.

Mais alors qu'étaient donc les marchés aux vins d'autrefois ? Ils différaient évidemment beaucoup des marchés aux céréales et aux huiles ; nous en avons une preuve dans l'établissement des mercuriales. Alors que les céréales et les huiles étaient cotées à chaque marché, le vin ne l'était qu'une seule fois dans l'année, en Octobre, au moment de la récolte. Les viticulteurs Sommiérois jouissaient en effet d'un gros privilège ; ne craignant point la concurrence des vins étrangers, puisque toute entrée leur était interdite, ils pouvaient vendre comme ils le désiraient, eux-mêmes ou par l'intermédiaire des détaillants, hostes et cabaretiers, le produit annuel de leur récolte. Et nous verrons dans la suite que pour que le prix des vins n'atteignit pas un chiffre trop élevé l'autorité fixait à certaines époques, des prix de vente maxima ; plus tard, lorsque l'admission des vins étrangers fut tolérée sous certaines conditions, elle empêcha, par le jeu de la concurrence, l'établissement de prix anormaux.

Plus les récoltes étaient abondantes et plus le commerce était rémunérateur. Aussi l'histoire nous fait-elle assister à une extension progressive de la culture de la vigne. Cette culture existait déjà à Sommières au Moyen Age ; puis en raison des ravages causés par les crues du Vidourle, dont la violence emportait les terres et les céréales semées, elle s'étendit peu à peu aux terrains qui bordent cette rivière : une lettre patente du roi Henri II distinguait au milieu du xvi^e siècle les vins de côteaues des vins « du terroir de ri-

vière » récoltés dans notre Communauté. (1) Au début du XVII^e siècle plus des deux tiers du territoire de la ville étaient plantés en vignes et au XVIII^e siècle, en dépit des règlements royaux, (2) les viticulteurs de Sommières devinrent propriétaires de la plus grande partie du vignoble des communautés environnantes.

Nous ne connaissons les quantités récoltées que très imparfaitement ; en 1774 un projet d'établissement d'un droit de vingt sols sur les vins récoltés nécessita une déclaration de récolte de la part des propriétaires ; celle de Sommières accusa pour cette année 390 muids 5/12 (3). Mais comme nos vignerons

(1) Archives Sommières. AA 13. Lettre patente d'Henri II. — Délibération de 1689 «... leur vignoble a beaucoup augmenté à cause que par les fréquentes inondations de la Rivière du Vidourle une grande partie de leur terre a été détérioré n'étant plus propre qu'à produire des vins à cause de quoy on a planté en vigne cette partie de son terroir. »

(2) On voulait, en effet, à cette époque, empêcher les plantations en vigne dans les terrains habituellement ensemencés ; la culture des céréales était, disait-on, beaucoup plus utile. Ce fut pourquoi l'Intendant Le Nain interdit, en 1748, aux propriétaires de fumer leurs vignes ; il déclara en 1768 qu'il serait important de mettre un terme à la manie de la plantation. Voir à ce sujet Dutil ouv. cit. p. 158 à 186.

(3) Sorre. Histoire de la viticulture dans Bas-Languedoc (XVIII^e siècle), p. 46, d'après Archives Montpellier-Série C-694. A titre de comparaison récolte de 1774, dans les communes voisines :

Aubais	210 muids 1/2	Villevieille-			
Gaverne-Cristin	91	»	1/2	Pondres	57 muids 7/12
Junas				Salinelle-Laclotte	83 »
Aujargues	70	»	4/12	Montredon-St-Julien	1 » 3/4
Souviagnargues	272	»	»	Aspères	53 » 1/4
Escattes				Carnas	17 »
Boisseron	51	»	5/12	Lecques	43 » 10/12
Petit-Gallargues	82	»	1/4	Saussines	116 » 3/12

A titre d'indication, Récolte de 1920, Commune de Sommières : 29.500 Hl. représentant 352 Ha. plantés.

possédaient également des terres plantées dans les villages environnants, ce chiffre ne pouvait représenter qu'une simple fraction des quantités vendues. D'ailleurs, déjà en 1723, une inondation mémorable avait, aux dires des experts, détruit 433 muids représentant une valeur de 21.687 livres. Les récoltes annuelles de nos propriétaires devaient donc en moyenne largement dépasser les chiffres de 1774. (1)

Les prix furent, avons-nous dit, consignés dans les registres des mercuriales tenus par les greffiers consulaires de l'Hôtel de ville, avec ceux des huiles et des grains. Mais en raison du caractère spécial de ce commerce les cours n'ont été cotés qu'au moment des vendanges. Nous allons les reproduire tels que nous les avons trouvés : (2)

Années	1696	1697	1699	1702	1705	1706	1710	1711	1713	1723	1727
valeur du Muid en Octobre		22	40	45							
	50 l.	à	à	à	18	16	60	30	36	50	40
		30	43	50							

(1) Archives Sommières. HH 5. Dossier des cas fortuits.

(2) Archives Sommières HH 3. Registre des Mercuriales. Le muid de Montpellier, couramment employé dans la Région, valait 684 l. 45. C'était une décision de l'autorité consulaire qui fixait le commencement des vendanges. (Voir Registres Délibérations : mois Septembre Octobre chaque année.) De 1775 à 1790 le Ban des vendanges fut généralement publié du 27 Septembre au 15 Octobre inclus. Les vendanges étaient alors beaucoup plus tardives qu'aujourd'hui.

Nous sommes étonnés en considérant ce tableau de voir les écarts considérables qu'il contient. De Ballainvillers disait déjà que le marché des vins était d'une extrême instabilité. C'est un caractère qu'il n'a sûrement point perdu de nos jours ! Les inégalités dans la production expliquent évidemment ces différences parfois énormes dans les prix. L'hiver de 1709-1710 nous fait assister, par exemple, à un saut prodigieux. Si les cours s'abaissèrent un peu dans la suite, les cas fortuits de 1723 et 1727 les firent encore augmenter. Les prix se maintinrent généralement à un cours assez élevé pendant le milieu du XVIII^e siècle, mais dans les dernières années de l'Ancien Régime, l'abondance des récoltes amena au contraire un fléchissement.

La culture de la vigne resta pendant tout ce siècle la culture la plus rémunératrice pour les Sommiérois ; les revenus qu'elle rapporta, servirent jusqu'à la Révolution au payement « des tailles et autres charges », à tel point qu'on peut dire que la production vinicole et le commerce des vins contribuèrent pour beaucoup au rétablissement de l'équilibre financier des budgets de notre Communauté. (1)

Le Marché aux Olives et aux Huiles.

Les récoltes du terroir de Sommières et des Communautés environnantes étaient suffisamment abon-

(1) Il y avait également à Sommières, en 1788, 3 fabriques d'eaux de vie (Enquête de 1788 du subdélégué Phéline — Usines et Bouches à feu).

dantes pour alimenter pendant toute l'année les marchés hebdomadaires de notre localité. (1)

La vallée sablonneuse de notre Vidourle et les côteaux abrités qui la dominant, ont toujours été, en effet, un terrain propice à la culture de l'olivier ; l'olivier craint les gelées persistantes et les brouillards, le climat méditerranéen lui plaît à merveille lorsque l'orientation des terrains où il est planté, évite les variations atmosphériques trop brutales. Mêlés à la vigne dans la plaine, étagés sur les fayssés ensoleillées de Montvallat ou de Montredon, les oliviers produisaient en général de belles récoltes d'olives contenant une huile de première qualité. Aussi de Ballainvillers pouvait dire que Sommières faisait partie des Communautés où l'oléiculture était une source de gros rapport.

La culture de l'olivier nécessitait cependant beaucoup de soins et les récoltes étaient soumises à de nombreux risques. Les cas fortuits, pour employer une expression alors en usage, étaient très fréquents ; ceux qui atteignirent les oliviers de notre Communauté de 1709 à 1789, font l'objet d'un dossier spécial de nos archives. (2) L'hiver de 1709 fut si rigoureux qu'il fit périr un grand nombre d'oliviers ; l'huile de pays disparut pour un temps sur nos marchés remplacée par les huiles étrangères. Les plantations

(1) Archives Gard. M. 14.83 — Rapport du 3 Nivose An III. « Sommières produit de l'huile pour la consommation de ses habitants et pour la fabrique »

(2) Archives Sommières. Dossier des cas fortuits H.H. 5.

d'oliviers furent si sérieusement compromises, qu'il est probable que cette culture eut été complètement délaissée si le terrain avait permis qu'on la remplaça. Mais les côteaux étaient trop secs et souvent trop arides pour qu'une culture différente fut possible. D'ailleurs les industries lainières qui prenaient de plus en plus d'extension, faisaient une grosse consommation d'huile et les savonneries qui se créèrent ouvrirent de nouveaux débouchés (1); aussi se mit-on à réparer les désastres de 1709; on planta à nouveau des jeunes oliviers et cette culture ne cessa dès lors de devenir de plus en plus productrice jusqu'en 1789.

Quelle a été l'importance de cette production? Quelle a été la valeur commerciale des transactions faites sur nos marchés? Aucun document ne nous les fait connaître; la statistique n'était pas alors, en honneur comme aujourd'hui! L'étude des cas fortuits supplée assez mal à cette absence: elle constitue cependant les seuls renseignements que nous ayons retrouvés.

L'inondation de 1725 causa aux plantations de la plaine un dommage que les experts de Villevieille et de Junas, évaluèrent à 20.095 livres; l'hiver de 1726 coûta 14.900 livres aux oléiculteurs en estimant à 2 livres le pied d'olivier mort et à une celui de l'olivier endommagé. En 1727 il fut perdu 1007 cannes

(1) Sur les Savonneries Sommiéroises. Voir Dutil ouvr. cit. p. 519, En 1788 il y avait encore à Sômmières 2 Savonneries, elles fabriquaient du savon noir pour le foulonnage des étoffes et un peu de savon blanc. Le prix de ce savon variait entre 20 et 28 livres le quintal. Voir: Enquête sur les Usines et Bouches à feu.

représentant 5.035 livres ; en 1739, 546 à 7 livres la canne pesant 24 livres. La gelée d'Octobre 1740 fut très mauvaise ; les experts déclarèrent que cette gelée précocce avait brûlé les oliviers et « mortifié les olives » ; le dommage s'éleva à plus de 20.000 livres représentant 4.200 cannes d'huile environ. On apprend enfin que ces froids atteignirent 69.295 oliviers représentant 1.787 sétérées et une quarte de terrain planté. (1) Ces renseignements sont trop imprécis pour nous permettre de connaître avec quelque exactitude le montant et la valeur de cette production ; ils sont, croyons-nous, suffisants pour nous faire une opinion sur l'importance de cette culture. Il faut enfin ajouter qu'il y avait également dans notre ville, plusieurs moulins à huile où les étrangers et les Sommiérois faisaient moudre les olives de leur récolte. (2)

Les débouchés qui s'offraient à la culture des oliviers étaient, avons-nous dit, assez nombreux : l'huile alimentait encore la consommation domestique, elle servait aussi à l'éclairage. L'intendant de Ballainvillers dit enfin qu'elle était un objet important d'exportation et il ajoutait alors que « les communautés où cette production abondait étaient celles où l'on voyait une plus grande aisance parmi les habitants. »

Aussi le commerce des huiles avait pris un beau dé-

(1) A l'heure actuelle les oliviers appartenant aux habitants de Sommières s'élèvent (d'après le tableau « Prime à l'oléiculture 1919 » à 52500 environ représentant 191 H^e de terrain.

(2) D'après l'Enquête « Usines et Bouches à feu » faite par le Subdélégué de Nîmes, Phéline, il y aurait eu à Sommières en 1788, 5 moulins à huile. Preuve évidente de l'importance de la culture de l'olivier dans la Région et du Commerce des huiles de la ville.

veloppement à Sommières ; une décision du Bureau de Police de 1769 confirme cette importance en déclarant : « Dans le but d'éviter les monopoles et les concussions, on défend aux commis et préposés du courtage de faire le commerce de l'huile ny en gros ny en détail, à peine de 500 livres ; le commerce de l'huile étant un objet de première conséquence en notre ville. » Nous retrouvons encore une preuve de l'extension prise par ce commerce dans la Délibération de 1696 qui instaura les registres de mercuriales avec consignation des prix de l'huile sur nos marchés.

L'huile se vendait par canne, mesure qui équivalait à environ 10 litres et qui est encore communément employée de nos jours.

Les prix cotés sur les marchés de Sommières furent les suivants :

Années	1696	1697	1698	1699	1700	1701	1702	1703	1704	1705	1706
Valeur		5.10	4.10	6.5	6.5	6	4.5	4	3.7	3	3
de la	6 l.	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à
Canne		6	6	7.7	7.5	6.5	5	5	4.7	3.5	3.5

1707	1708	1709	1710	1711	1712	1713	1714	1715	1716	1717	1727	1730	1740
2.1	3	3.8	8	9	10	8.5	9.5	6.10	7.10	7.10			
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	5	7	5
3.2	4	8	8.5	10	10.1	9.10	10	9.5	8.5	8.2			

Si jusqu'en 1709 les prix varièrent entre 4 et 5 livres la canne, après l'hiver de cette dernière année une forte augmentation se produisit. En 1710, 1711 et 1712 les huiles étrangères apparurent sur nos marchés. Il semblerait cependant que cela n'ait été que très exceptionnel.

Les Foires aux Bêtes de Somme et aux Troupeaux.

La vente des bêtes de somme et des troupeaux était un des principaux facteurs de l'activité commerciale de nos foires. Nous connaissons déjà les origines de ce commerce : très en honneur au Moyen Âge il n'avait rien perdu au cours des siècles de son ancienne faveur.

Sommières était d'abord un centre agricole bien connu dans la région et très fréquenté ; comme tel, les paysans y venaient régulièrement acheter chevaux, mules et mulets nécessaires à leurs travaux champêtres ; les industries lainières avaient pris d'autre part un tel essor que l'élevage des troupeaux et la vente des laines étaient devenues très rémunératrices. (1) Ces animaux produisaient enfin une fumure d'autant plus utile à l'agriculture que les engrais étaient alors rares et fort chers ; et leur viande servait en outre au ravitaillement des populations : « c'est, disait-on, à Sommières que l'on traite pour l'approvisionnement

(1) On estimait à la veille de la Révolution à 1200 le nombre des bêtes à laine appartenant à des éleveurs Sommiérois. Ils les faisaient paître dans les bois environnants et leur donnaient également beaucoup de sel. Archives Sommières E.1. Rapport sur les manufactures.

des boucheries de la Province et de la région méridionale. » (1)

Les foires de la Saint-Michel étaient les plus réputées pour les ventes et les achats de troupeaux ; elles ont conservé de nos jours cette vieille réputation.

Les éleveurs des montagnes descendaient des Cévennes et des Causses avec leurs moutons, brebis et agneaux ; ils les parquaient aux aires communales, comme le voulaient les règlements en vigueur, au moyen de clayes en bois qu'un adjudicataire leur louait pour quelques sols. Et là, pendant toute la durée de la foire, ce n'étaient que va-et-vient de propriétaires et d'acheteurs tachant d'obtenir les plus avantageuses conditions.

Les prix payés varièrent beaucoup pendant ce siècle ; ils augmentèrent progressivement au point qu'à la fin de l'Ancien Régime, les agneaux d'un an valaient 11 livres 5 sols, les moutons de deux ans de 15 à 16 livres et ceux de trois ans 18. (2)

Malgré ces prix, élevés pour l'époque, les affaires traitées sur nos foires étaient fort nombreuses et fort importantes ; en général les bêtes amenées étaient toutes vendues. Un mémoire des premiers jours de la Révolution estime à TRENTE MILLE le nombre de bêtes à laine amenées des Causses et vendues aux foires de la Saint-Michel.

Enfin un rapport fait en l'An VI fait connaître avec plus de précisions l'importance des affaires faites pendant nos foires ; les chiffres qu'il contient pour

(1) Archives Sommières F. 4 Mémoire sur les foires et les marchés.

(2) De Ballainvillers, mémoires ouv. cit.

chacune d'elles, confirment en outre la spécialisation des foires d'Octobre et de Novembre dans la vente des bêtes à laine : (1)

Foire de Carême : 1.500 bêtes à laines vendues, 20 chèvres ;

Foire des Rameaux : 2.000 bêtes à laines vendues, 25 chèvres ;

Foire de Pâques : 1.500 bêtes à laines vendues, 12 chèvres ;

Foire de la Saint-Michel :

1^{re} foire : 25.000 bêtes à laines vendues, 39 chèvres ;

2^{me} foire : 28.000 bêtes à laines vendues, 12 chèvres ;

3^{me} foire : 30.000 bêtes à laines vendues, 18 chèvres.

Les foires aux chevaux et aux mulets étaient celles de Carême et des Rameaux.

Les marchands venant des Cévennes, du Velay et du Limousin avaient l'habitude de s'y rendre ; l'emplacement qui leur était réservé, était, comme aujourd'hui, le faubourg du Bourguet.

Les transactions étaient nombreuses bien que les prix payés fussent relativement élevés ; on n'employait, en effet, dit de Ballainvillers, que les chevaux et les mules pour la culture et les charrois ; et c'était à Sommières qu'on venait parfois de très loin faire ses achats.

Il ne faudrait pas cependant comparer les écuries des paysans d'alors aux écuries de nos propriétaires d'aujourd'hui. Les recensements de 1719-1726-1727, faits dans le but de réquisitionner des chevaux pour l'armée d'Espagne, accusaient à Sommières 67 chevaux

(1) Archives Gard. Série M. 1485.

et de 30 à 34 mules (1). L'agriculture n'avait que de faibles avances et en présence des prix toujours très élevés et qui ne cessèrent même d'augmenter au cours de ce siècle, elle devait restreindre ses besoins. Alors que les réquisitions payaient de 1710 à 1727 de 87 à 135 livres par mule, à la veille de la Révolution les prix dépassaient trente louis. La moindre mortalité devenait une grosse perte, et beaucoup d'agriculteurs n'étaient pas suffisamment fortunés pour faire le remplacement argent comptant. C'était alors qu'intervenaient les marchands juifs ; en faisant des ventes à crédit ils s'étaient emparés du Commerce de nos foires méridionales et comme ils exigeaient un intérêt usuraire, ils achevaient d'écraser les agriculteurs par les menaces de saisies et de contraintes par corps. Aussi la lutte contre les juifs, marchands de chevaux, fut-elle très vive ; une ordonnance de l'intendant de Bernage leur interdit en 1733 l'accès des foires du Languedoc. Ils durent peu s'en soucier car nous les retrouvons aux foires de Sommières qui suivirent ; ce fut alors que les Sieurs Méjean père et fils, marchands de chevaux de notre ville, demandèrent la confiscation à leur profit de quatre mules et d'un cheval vendus par le marchand juif Monteil, originaire du Comtat Venaissin. (2)

Mais il y avait encore les achats faits par les Espa-

(1) Archives Sommières. CC. 87. A titre de comparaison : Recensement de 1920 : 171 chevaux et 21 mules ou mulets.

(2) Chroniques du Languedoc. T. 3. p. 12. L'ordonnance de décembre 1733 condamna le Juif Monteil, en plus de cette restitution, à une amende de 500 livres.

gnols sur nos marchés qui contribuaient pour beaucoup à l'élévation progressive des prix. Ces derniers achetaient en gros poulains, mules et mulets en profitant autant qu'il leur était possible des embarras financiers de nos paysans. Ce commerce souleva de vives protestations dans la Province ; notre communauté dut souffrir de cette invasion étrangère sur ses marchés puisqu'elle demanda en 1789 au gouvernement : « de prendre en considération la diminution effrayante du gros et menu bétail causée principalement par l'achat qu'en faisaient les puissances étrangères et en conséquence de défendre toute sortie de bétail et d'augmenter et favoriser les haras afin de pouvoir faire les travaux de l'agriculture, de se procurer des engrais et de conserver au peuple un aliment nécessaire. » (1)

Nous terminerons le tableau de cet aspect particulier de nos foires en citant quelques chiffres relatifs aux transactions qui s'y faisaient : aux foires de Carême et des Rameaux de 1778 un seul marchand, le Sieur Lariboisière, venant du Puy en Velay, vendit 32 chevaux ; en 1789 on estimait que six cent bêtes de somme neuves descendaient régulièrement de la Lozère et des régions environnantes à chaque foire. « Toutes, disait-on, encore s'y vendent, jamais les marchands n'en ramènent chez eux. » (2)

Le rapport de l'An VI fournit enfin sur les ventes des bêtes de somme et des porcs des renseignements

(1) Archives Sommières BB. 47. Cahier de Doléances Ch. 6 Agriculture art. 2.

(2) Délibération du 10 mars 1779 et mémoire sur les foires et marchés.

très intéressants ; il confirme également l'importance des foires de Carême et des Rameaux pour le commerce des chevaux et des bêtes à cornes : (1)

Foire de Carême : 200 chevaux vendus, 100 bêtes à cornes, 150 porcs ;

Foire des Rameaux : 300 chevaux vendus, 300 bêtes à cornes, 300 porcs ;

Foire de Pâques : 100 chevaux vendus, 150 bêtes à cornes, 100 porcs ;

Foires de la Saint-Michel :

1^{re} : 50 chevaux vendus, 60 bêtes à cornes, 300 porcs ;

2^{me} : 35 chevaux vendus, 40 bêtes à cornes, 250 porcs ;

3^{me} : 180 chevaux vendus, 55 bêtes à cornes, 200 porcs.

Le Marché aux Laines et aux Draps.

Les Molletons de Sommières.

« Avant la Révolution les marchés étaient conséquents par la vente des étoffes de la Fabrique. » (2)

Les industries lainières avaient pris, en effet, au cours du XVIII^e siècle une très grande extension en notre ville et les ventes de draperies attiraient régulièrement, en raison de la renommée des Molletons de Sommières, une grosse affluence de négociants étrangers sur nos marchés.

Ces industries, nous l'avons déjà vu, étaient d'ori-

(1) Archives Gard Série M. 14.85. Mémoire de Nivôse An III.

(2) Archives Gard. Série M. 1485. Mémoire de Nivôse An III.

gine fort anciennes; mais comme les fabricants n'avaient jamais cessé, même pendant les graves perturbations que notre ville connut au cours des siècles, de surveiller la confection de leurs tissus et d'en accroître la production, les étoffes provenant des fabriques Sommiéroises avaient acquis peu à peu une brillante réputation dans le royaume.

Même après la tourmente des guerres de religion la fabrication ne s'était pas arrêtée et le Sieur de La Gombardière pouvait écrire au Cardinal de Richelieu : « Quant à l'Angleterre, on peut lui opposer les draps du Berry et de Normandie, les serges de Sommières et de Nismes, de Saint-Maixent et de Chartres. » (1)

A la fin du xvii^e siècle la Révocation de l'Edit de Nantes eut encore une grosse répercussion sur le développement des industries lainières de la région. Les protestants qui ne quittèrent pas la France, chassés de tout emploi public, mirent leurs capitaux dans le commerce (2). La fabrication des tissus de laine déjà florissante à Sommières, prit une nouvelle extension; après le dernier épisode des guerres de religion, la Révolte des Camisards, l'ordre intérieur fut définitivement rétabli et la population laborieuse de Sommières put désormais travailler en paix au plus grand développement de son Industrie.

On trouvait au xviii^e siècle, sur les marchés de notre ville, des étoffes de différentes qualités, car

(1) Levasseur ouv. cit T. II. p. 195. On se plaignait alors d'être obligé d'avoir recours à l'Angleterre alors que la France était en état de produire les principaux objets importés.

(2) Boisson. ouv. cit. p. 395.

sous le nom général de manufactures de molletons on fabriquait en réalité plusieurs variétés de pièces de drap : elles étaient connues sous le nom de : molletons proprement dits, calmouks, tricots et estames.

Puisque cette industrie fut une cause de célébrité pour Sommières et puisque la vente de ses produits contribua pour beaucoup à l'animation de ses marchés, nous avons cru devoir nous étendre avec plus de détails sur la nature, la fabrication, la production générale et les conditions de vente des draperies confectionnées dans ses murs.

La matière première employée dans ces diverses industries était la laine, le plus souvent la laine de pays. Les foires de la Saint-Michel, avons-nous dit, étaient considérées comme de grands marchés régionaux pour les ventes et les achats de troupeaux. Le commerce de la laine était d'autant plus important sur notre place qu'il avait pour gros débouchés les manufactures de tissus. « Les laines du Diocèse de Nismes, dit l'Intendant de Saint-Priest dans ses mémoires, servent à la fabrication des molletons, notamment pour les molletons de Sommières. » (1) Mais les laines de pays n'étaient pas toujours suffisantes pour alimenter nos industries ; les fabricants achetaient alors aux foires de Beaucaire des laines de Provence ; l'emploi des laines étrangères, pelades et levant, resta cependant toujours complètement prohibé. Les prix d'achat de cette matière première varièrent avec les années ; ils atteignaient ordinaire-

(1) De Saint-Priest. Mémoire sur le Commerce de la Province 1768. (Chroniques du Languedoc).

ment 125 et 130 livres le quintal, poids de table, « pour le comptant et tout au plus pour un terme de six mois. » Les laines de Provence, de qualité généralement inférieure, utilisées de préférence dans la fabrication des estames fines, valaient de 115 à 120 livres le quintal poids de table « pour le comptant et tout au plus pour un terme de six mois. » (1)

La première opération que devait subir la laine avant d'être travaillée était celle du lavage ; il était en effet nécessaire de la dépouiller de toutes les impuretés qu'elle contenait et qui aurait pu altérer la qualité des tissus fabriqués.

Les molletons proprement dits : Pour fabriquer les molletons, les ouvriers étalaient d'abord la laine sur des clayes ; puis ils la battaient avec des verges pour chasser les poussières qu'elle contenait et pour faciliter l'opération du cardage ; ils la « choisissaient ensuite au doigt » en enlevant en même temps les ordures qui restaient encore et les parties impropres à la fabrication, ils l'oignaient alors d'huile d'olive à raison d'une livre d'huile pour trois de laine et la remettaient ainsi imbibée entre les mains du cardeur. Le cardage terminé, elle était soigneusement filée au tour et tissée. Les dimensions observées dans le tissage, à la veille de la Révolution, étaient les suivantes : quatre pans de large sur vingt-quatre de long. La laine ainsi transformée en pièces de molleton brut était prête à être mise au foulon. Le foulon-

(1) Archives Sommières. F. 4. Mémoire sur les Industries lainières de Sommières en 1789. La plupart des renseignements qui vont suivre ont été extraits de ce mémoire.

nage avait pour but : 1° de la débarasser complètement des corps grassex qu'elle contenait encore ; on la lavait pour cela avec un savon spécial se « réunissant et se condensant » avec la pièce (opération rendant la côte du molleton souple et moelleuse) ; 2° de lui tirer le poil d'un seul côté et de la fouler « sur ce même poil » à l'aide du foulon.

Le fabricant la réduisait alors à 28 et 36 aunes de longueur selon le temps restait au foulonnage et à 7/12 d'aune environ de largeur suivant les règlements du moment. On donnait enfin une consistance suffisante à la pièce en tirant le poil du deuxième côté. Séchée à l'étendage, on lui rendait le poil plus uni au moyen d'un chardon. La pièce mesurée à une table de trois aunes pouvait être livrée au commerce et vendue.

Les calmouks : Le calmouk était un tissu de laine commune dont la chaîne était en fils peignés et la trame en fils gras. Les procédés de fabrication étaient identiques à ceux du molleton : « La laine est disposée à la teinture suivant les couleurs qu'on destine au calmouk et elle subit exactement les mêmes préparatifs que cy-dessus. »

Les tricots : La confection des tricots demandait les mêmes opérations que la confection des molletons ; une seule différence : lorsque la pièce était tissée on « ne lui tirait le poil d'aucun côté. Au moment du foulonnage, on foulait une première fois la pièce sans la rouler et une deuxième toute roulée pour lui donner plus de consistance, pour que l'apprest lui soit plus avantageux et qu'elle prenne plus lentement le point et largeur qu'on lui destinait. »

Les estames : Pour préparer les estames, on traitait

la laine comme il a été dit plus haut ; mais on la cardait avec un peigne en fer chauffé pour lui assurer plus de souplesse et pour ne retirer que les parties les plus longues et les plus propices à être filées. Roulée en boule, pour éviter l'évaporation de l'huile qu'elle contenait, l'estame était alors filée ; il ne restait plus désormais qu'à la mettre en écheveaux.

Quand on voulait faire une chaîne pour la fabrication des molletons, on commençait par dévider cette estame, puis on ourdissait le fil dans la longueur de quarante aunes et pour obtenir une portée, on en joignait ainsi successivement quarante. La chaîne était composée de quarante portées demandant l'emploi de 1.600 fils d'estame. Le fabricant délayait alors une livre de colle forte dans une quantité d'eau suffisante, trempait la chaîne dans ce mélange, la faisait sécher et l'apportait ensuite au tissage.

Cette industrie avait pris au cours du *xviii^e* siècle un tel développement que de Ballainvillers estimait dans ses Mémoires à six mille personnes le nombre d'ouvriers qu'elle occupait tant à Sommières que dans les treize villages qui composaient la jurande.⁽¹⁾

(1) Il faut noter en passant que le nombre d'ouvriers employés à chacune des multiples opérations énoncées était relativement peu élevé : Pour les molletons : un homme ou une femme pour assortir la laine, un homme pour la laver et la mettre sur les clayes, un homme ou une femme, ou même un enfant, pour la choisir au doigt, l'joindre avec de l'huile, la carder et la filer, un homme ou une femme pour tisser la pièce et pour la fouler, deux hommes pour tirer le poil. Pour les Calmouks : même personnel, un homme pour teindre la pièce. Pour les tricots : pas de garnisseur pour tirer le poil

Le salaire journalier de chacun de ces employés dépendait de sa capacité de travail ; on payait en effet dans ces manufactures le travail aux pièces. C'est ainsi que pour les molletons on donnait : 35 sols par jour pour assortir et laver les laines, 3 livres par quintal de laine pour les battre, 10 sols par jour pour la choisir au doigt, 2 sols par livre pour la carder et 1 sol 6 deniers pour la filer ; pour le tissage : 6 livres s'il était fait à trame sèche et 8 s'il était fait à trame mouillée ; pour le foulonnage : de 45 à 50 sols, et enfin de 26 à 27 sols pour tirer le poil tant après le premier et le deuxième foulonnage que pour le séchage et l'aunage. Pour les calmouks et les tricots les prix étaient identiques ; et pour l'estame on payait 1 sol de plus par livre pour le cardage au peigne de fer, 8 à 9 sols par livre pour filer l'estame, 6 sols quand on voulait la réduire en chaîne et autant pour la dévider et l'ourdir. (1)

La fabrication était entièrement libre à Sommières ; il n'existait aucune maîtrise, ce qui donnait à chacun la liberté de devenir comme on disait alors « facturier de laine. » Plusieurs tentatives avaient cependant

Pour l'estame : un homme, une femme ou un enfant indistinctement pour chacune des opérations.

La comparaison du nombre d'ouvriers employés au peu de personnel nécessaire à chacune de ces fabrications fournit une nouvelle preuve du développement et de l'extension prises par cette industrie.

(1) Instruments de travail, employés dans cette industrie : papiers en corde pour laver la laine, clayes et verges pour la battre, embrisoirs et carde pour la carder, tours pour la filer, métiers mus par les pieds et navettes pour la filer, foulonnage à l'aide de foulons à marteaux en bois, peigne en fer pour les estames.

été faites, à différentes époques, pour établir une réglementation corporative semblable à celle qui régissait la plupart des corps de métiers ; aucune n'avait pu aboutir. D'ailleurs de Ballainvillers, en examinant l'importance de cette manufacture, déclarait qu'il n'en voyait pas les avantages : « la fabrication se trouverait concentrée dans les mains de quelques particuliers, les ouvriers seraient à la discrétion des fabricants qui réduiraient le salaire au prix qu'ils jugeraient à propos. » La population commerçante de notre ville était d'autre part l'adversaire de ces entraves à la liberté du travail et au droit de propriété ; il faut, dira-t-elle en 1789, « que l'Industrie soit libre comme étant la propriété la plus sacrée puisque l'homme la tient de sa nature pour assurer son existence et son bien-être par son travail, qu'en conséquence tous privilèges exclusifs et notamment les maîtrises des arts et métiers soient supprimées. » (1)

S'il n'y avait pas de maîtrise à Sommières il existait cependant une jurande englobant les villages environnants, dans lesquels on se livrait à la fabrication des molletons. (2) Les jurés gardes, créés par les lettres patentes de Louis XI et nommés par les consuls de la communauté, inspectaient les manufactures et vérifiaient les produits fabriqués.

Les manufactures Sommiéroises durent obéir aux

(1) Archives Sommières. BB. 47. Cahiers de Doléances. Ch. V. Commerce et Industrie, art. 3.

(2) Archives Hérault. C. 2585. Les manufactures d'Aigues-Vives et d'Aubais étaient les plus importantes de la jurande après celles de Sommières.

règlements généraux qui naquirent au XVIII^e siècle avec le Colbertisme. L'Edit de 1660 et l'Arrêt du Conseil de 1693 firent rédiger le Règlement de 1705 d'après lequel :

1^o Les marchands facturiers devait mettre leur véritable nom et leur demeure au chef et premier bout de chaque pièce d'étoffe sur le métier et à l'aiguille, sans abréviation, en sorte que la pièce étant portée aux foulons, la marque de laine s'incorpora avec la pièce sans pouvoir être ôtée ni effacée ;

2^o Les marchands mettant en vente des pièces de drap fabriquées en ville ne devaient les recevoir et les exposer que si elles étaient marquées du véritable nom avec adresse du fabricant ; il était formellement interdit de mettre le mot SOMMIÈRES à la place d'un autre, sur la pièce destinée à la vente. » (1)

Les jurés gardes et les inspecteurs royaux étaient chargés de faire exécuter ces décisions. Mais les jurés gardes, simples fonctionnaires de la communauté, n'avaient aucun pouvoir judiciaire ; le maire et les consuls, lieutenants généraux de Police, étaient les seuls, comme nous le verrons, ayant qualité pour prononcer une peine et infliger une amende au délinquant. (2)

(1) Délibération 13 Décembre 1705. 18 Décembre 1712. 21 Décembre 1715. — Boisson ouv. cit. p. 396.

(2) Notons cependant l'observation suivante trouvée dans un mémoire sur le Bureau d'Aunage de Sommières. « Il paraît nécessaire de maintenir les jurés gardes dans les grandes jurandes parce que ce sont eux qui jugent en première instance les discussions journalières qui s'élèvent entre fabricants et les ouvriers ou les ouvriers entre eux ». Rapport de l'Inspecteur Tricout fils, du 30 septembre 1786.

Notons encore le Règlement de 1750 qui obligeait nos fabricants à employer des laines de pays ; les laines du Levant, pelades et laines étrangères, altéraient, disait-on, la qualité de nos molletons. (1)

La qualité des laines employées, les soins apportés à la fabrication et la stricte surveillance des jurés gardes firent que les tissus sortant de nos manufactures, acquirent sur le marché des étoffes de Sommières une très grande renommée ; aussi les molletons de notre ville furent-ils demandés dans toute la France et les manufacturiers durent-ils augmenter en conséquence leur production.

En 1727, d'après Savary des Bruslon, les manufactures pouvaient donner 1.400 pièces d'étoffe fabriquées par 22 maîtres à Sommières et 30 dans les environs. (2) En 1774 l'Intendant Le Nain évaluait à 12.000 pièces la fabrication annuelle. (3) En 1780 l'Inspecteur Le Blanc estimait que si en temps de guerre Sommières ne produisait que 11 à 12.000 pièces, la

(1) Tous ces règlements mécontentèrent les villes industrielles : Sommières qui en déplorait les effets inscrivit dans ses cahiers de doléances l'article suivant : « que sa majesté soit suppliée de protéger le commerce et de le préserver de toutes les atteintes que l'esprit fiscal et réglementaire pourroit porter à sa liberté, que les manufactures ne soient plus enchaînées par des réglemens comme tendant à réprimer l'essor du génie industriel et ouvrant la porte à une suite de vexations oppressives, de visites, d'amendes, de confiscations et surchargeant le prix des outrages du frais de bureau d'inspecteurs et de marques » BB. 47. Archiv. Sommières. Ch. V. art. 1^{er}.

(2) Savary des Bruslon. Dictionnaire du Commerce : Sommières.

(3) Archives Hérault. C. 2943. Mémoire de l'Intendant Le Nain. Etat du Commerce en 1744.

production normale variait entre 12 et 15.000. « C'est, disait-il, la fabrique qui s'est le mieux conservé (1). » Enfin en 1788 de Ballainvillers écrivait que la fabrication dépassait 24 à 25.000 pièces d'environ 35 aunes. Le rendement des manufactures Sommiéroises s'accrut donc au cours du XVIII^e siècle dans de très appréciables proportions ; et aux prix où se vendirent ces étoffes ce commerce atteignit même un chiffre d'affaire très élevé. Que valaient en effet ces draperies à la veille de la Révolution ? Les cours variaient avec ceux des laines, avec le prix de la main-d'œuvre et la quantité de matière première employée. La main-d'œuvre était relativement peu coûteuse mais les laines avaient en revanche considérablement renchéri. En 1789 les premières qualités de drap, les Molletons de Sommières, se vendaient sur nos marchés de 64 à 70 sous l'aune (l'aune égale 1m.10) soit environ de 2 fr. 50 à 3 fr. le mètre. Les qualités moyennes valaient de 53 à 60 sols, les petites qualités de 42 à 47 sols l'aune, le tout valeur comptant. Les prix des tricots oscillaient entre 62 et 66 sols suivant qualité. Les estames étaient groupées pour la vente en deux catégories dont les prix variaient entre 35 et 38 sols la livre poids de table. De Ballainvillers estimait le bénéfice annuel de cette industrie à 1.470.000 livres réparties entre les 160 fabricants de la Jurance.

Les molletons sortant des manufactures Sommiéroises étaient généralement vendus pendant les mar-

(1) Archives Hérault C. 2585. Résultat de la tournée de l'Inspecteur Le Blanc. Rapport du 8 mai 1783.

chés du Samedi et si l'on se base sur les fabrications de ces manufactures, on peut juger l'importance des transactions qui s'y faisaient. Les marchands en gros de Saint-Hippolyte, de Montpellier, d'Anduze, d'Alais, de Nîmes, d'Uzès et de localités plus éloignées encore, étaient, en effet, les assidus de ces marchés. De là nos draperies étaient apportées aux grandes foires de Beaucaire, de Montagnac, de Pézénas et d'Alais où les commerçants étrangers, espagnols, suisses, catalans venaient les enlever argent comptant. (1) Les molletons étaient également expédiés dans tout le royaume : Toulouse, Montauban, Lyon, Rouen, Angers et Paris les recherchaient ; Genève, Bâle et Turin offraient encore de gros débouchés. Les ports de mer demandaient de préférence les tricots utilisés pour l'habillement des troupes (dessus de culotte et gilet), les estames étaient plutôt achetées par les commerçants de la région ; on en envoyait cependant assez souvent à Montauban, Saint-Afrique et Castres. (2)

(1) Dutil. ouv. cit. p. 429. — Archives Hérault C^h. 2331.

(2) Au nombre des manufactures qui confectionnèrent les molletons de Sommières il convient de citer la manufacture de l'Hopital. Créé en 1782 par M. de Joubert, Seigneur de Sommières, cet établissement semblait appelé à prendre un grand essor commercial. La situation florissante des Industries textiles de notre ville avait suggéré à M. de Joubert l'idée d'exploiter au profit des pauvres les locaux du couvent des Récollets appartenant à l'Hospice, en y installant une manufacture de molletons. Cette œuvre saine et moralisatrice par excellence devait, disait-il, contribuer au développement général des industries de la ville et accroître le bien-être de sa population. En août 1783 la fabrication commença. Des laines en suint furent achetées à Arles (12 000 livres environ), elles revenaient lavées et séchées à Sommières à 48 livres le quintal. Mais grâce à l'inexpérience de ces commerçants improvisés les dépenses furent si élevées que les bénéfices devinrent fort restreints.

Enfin on exportait nos tissus jusqu'au Canada avant que le traité désastreux de 1763 nous eut ravi cette riche colonie.

Rappelons en terminant que les produits de nos manufactures devaient acquitter en 1789 un droit de trois sols quatre deniers par pièce correspondant à l'aunage exécuté par l'auneur juré, à l'achat des plombs qui servait à la marque et au traitement de l'Inspecteur qui vérifiait l'exécution des Règlements (1). Quand ils sortaient de la Province ou du Royaume, ils étaient soumis aux droits de douane et d'entrée établis dans chaque Province et à l'Etranger.

On renonça à la fabrication des molletons en 1781 et on se contenta de vendre les laines lavées. Ce Commerce attira sur nos marchés un nombre élevé de commerçants étrangers d'Anduze, Saint-Hippolyte et Bédarieux qui venaient s'approvisionner à l'Hôpital. Malgré cette affluence, les bénéfices de cette vente, sans doute assez abondante, ne couvrirent pas les frais généraux et jusqu'en 1789 la manufacture ne fit que végéter aux dépens mêmes des ressources de l'Hôpital.

M. de Joubert, en demandant en 1789 la Restitution des avances qu'il avait consenties, porta un coup fatal à l'Etablissement sur lequel il avait fondé de si beaux projets. En 1791 la fabrication cessa « témoignant ainsi, dit avec raison M. Lombard-Dumas, que la spéculation commerciale n'est pas du domaine des Institutions charitables ». Une page d'Histoire locale. Lombard Dumas. p. 93. Archives de l'Hôpital).

(1) Archives Sommières FF. 77. Le bureau d'Aunage de Sommières était composé en plus des jurés gardes, d'un préposé et de deux commis auneurs. Les commis étaient payés 300 livres par an prélevées sur le Droit de marque. Le préposé gagnait 500 livres. En 1786 le préposé était le sieur Montard et les auneurs : Pierre Albaret, Jacques André. (Rapport de l'Inspecteur Tricout, 30 sept. 1786).

Le Marché aux Cuirs.

Au nombre des Industries qui contribuèrent grandement au développement des marchés et des foires de Sommières, il faut encore comprendre toutes celles qui avaient pour objet la préparation des peaux et la vente des cuirs.

Depuis plusieurs siècles il y avait des tanneurs dans notre ville ; ils avaient de l'eau à volonté, les bois de chênes verts entourant la commune leur donnaient l'écorce « ingrédient le plus propre pour nourrir et perfectionner les cuirs », le commerce des troupeaux et des bêtes de somme leur procurait en abondance les peaux indispensables à leur industrie. Aussi cette branche, sans doute la plus ancienne de l'activité commerciale de notre localité, ne cessait-elle, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, d'acquérir une importance de plus en plus grande. Et si, dans la suite, de grosses difficultés vinrent en entraver l'essor, nous verrons qu'elles ne furent point imputables aux tanneurs eux-mêmes, mais uniquement à une intervention malheureuse et maladroite des pouvoirs publics.

Avant que cette réglementation ne soit venue en quelque sorte étouffer le développement industriel des tanneries en Languedoc, celles de Sommières jouissaient d'une certaine célébrité dans la région. Il y avait en 1735, vingt tanneries dans le Diocèse de Nîmes réparties comme suit : douze à Beaucaire, quatre

à Nîmes et quatre à Sommières ; quelques années plus tard on comptait en plus six blancheries ou mégisseries, puis sept en 1753. Tanneurs, corroyeurs, blanchiers ou mégissiers disposaient en tout de dix-huit fosses ; ils se livraient aux plus diverses sortes de préparations, travaillaient les peaux de bœufs, de veaux, de moutons, d'agneaux et de chevreaux et fournissaient ainsi aux marchés de la ville un très bel assortiment de cuirs de toutes qualités. (1)

Etaient vendus aux marchés de Sommières : les cuirs forts, employés généralement à la fabrication des semelles de chaussures et obtenus en traitant les peaux de vaches et de bœufs avec de la chaux et du tanin ; (2) les cuirs souples, d'un usage moins grossier

(1) Archives Hérault. C. 2662-2665-2668.

			mégissiers	
Tanneurs en 1745	Antoine Viala	2 fosses	Pierre Mouline	4 fosses
C. 2665	Jacques Albaret	»	Jean Massip	1 »
	Pierre Isnard	3 »	Jean Ollier	1 »
	Jacques Poussigues	2 »	Pierre Cadel	1 »
			Pierre Nicol	1 »
			Jean Nouvel	1 »

(2) C. 2662. Enquête de 1733 et 1735. Cette enquête présente d'autant plus de valeur pour nous qu'elle a été faite sur place après visite des différentes tanneries et mégisseries de notre ville. Nous publions dans ces notes les procédés de préparation qu'elle contient parce que ce sont ceux qui étaient alors en usage dans les tanneries Sommiéroises :

Cuirs forts : Préparation des peaux de vaches et de bœufs : les peaux étaient mises pendant deux mois dans une fosse en contact avec de la vieille chaux ; elles restaient ensuite pendant quatre mois mêlées à de la chaux vive (8 quintaux de chaux pour 25 de cuirs). Entre temps pour éviter les brûlures occasionnées par la chaux les tanneurs arrosaient les fosses de temps à autre. Ils préparaient ensuite dans une cuve de l'écorce de chêne ou de la racine de Garouille (chêne vert kermes) réduite en poudre et l'étendaient sur les

et d'une préparation plus délicate, obtenus avec les peaux de veaux ; les peaux de moutons « apprestées en bazanne » et enfin les peaux de premier choix destinées à la confection des grands bas et des culottes et dont la préparation était devenue une véritable spécialité des tanneurs Sommiérois. En employant le procédé qu'ils appelaient communément « l'apprest à l'huile », ils obtenaient encore avec les peaux de chevreaux et d'agneaux les cuirs « à faire des gants et des bas », avec les peaux de moutons et de chèvres, les cuirs des culottes et de leurs doublures ; avec celles de veaux ils préparaient les cuirs employés à la confection des souliers de femmes, avec les peaux de va-

peaux en les retirant de la chaux. Quinze jours après, on les jetait dans une nouvelle cuve avec de l'écorce de chêne et au bout de quatre mois les cuirs étaient prêts ; séchés ils pouvaient être portés sur le marché.

Cuirs souples : Préparation des peaux de veaux : on laissait les peaux en contact avec de la vieille chaux pendant un mois et deux mois avec de la chaux neuve, en ne mettant que quatre quintaux de chaux pour quatre douzaine de peaux.

Après ce séjour, on les nettoyait avec soin à l'eau chaude et on les mettait ensuite dans une nouvelle fosse avec de la « ruche de chêne vert » à raison de six quintaux de ruche pour quatre douzaines de peaux. Après trois mois, il ne restait, avant de les mettre en vente, qu'à les graisser avec de l'huile de poisson pour leur donner plus de souplesse.

Apprest en Bazanne des peaux de moutons : Après un séjour de trois mois dans une fosse avec de la chaux (trois quintaux de chaux pour huit douzaines de peaux) on jetait les peaux de moutons « pour leur faire prendre la couleur » dans une cuve d'eau chaude dans laquelle on versait en deux fois et en parties égales quatre quintaux de tan.

ches et de cerfs les cuirs pour vestes, buffles et ceinturons de cavaliers. (1)

La fabrication des cuirs comme la fabrication des draps était entièrement libre à Sommières ; il n'y avait point de maîtrise. Les privilèges prévoyaient seulement la nomination de visiteurs chargés de vérifier la préparation des peaux et de prévenir les abus. Les fraudes dans la fabrication étaient en effet très fréquentes ; il arrivait que les tanneurs retiraient trop tôt les cuirs de l'écorce pour pouvoir les vendre plus vite, ou les laissaient au contraire trop longtemps pour en augmenter le poids. Pour éviter les abus on eut, comme de coutume, recours aux règlements. On considéra comme une véritable anomalie la trop grande liberté qu'avaient les tanneurs « pratiquant comme bon leur semble sans être soumis à aucun règlement ny dépendance. » L'Intendant de Bernage

(1) *Apprest à l'huile des peaux de : chevreaux, moutons, veaux, et cerfs.* On étendait d'abord sur les peaux et du côté de la chair, de la chaux pour en tirer toute la laine, puis on les mettait en fosse pendant quinze jours en été et un mois en hiver recouverte de chaux éteinte ; travaillées ensuite pendant quatre à cinq jours au couteau dans de l'eau chaude et jusqu'à ce que l'eau sorte bien claire, elles étaient alors mélangées avec du son et de l'eau pendant 24 heures. On les portait après au foulon jusqu'à trois fois par jour, imbibées d'huile de poisson de première qualité. Entassées ensuite les unes sur les autres et bien couvertes, elles s'échauffaient peu à peu ; on avait alors soin de les remuer de temps à autres pour qu'elles « perdent leur feu », puis jetées dans une lessive chaude de bonnes cendres elles étaient débarrassées de l'huile qu'elles avaient absorbée. Il ne restait plus qu'à les tordre, les faire sécher et les adoucir quelque peu en les passant sur un fer. C. 2662. Voir également dans cette enquête « l'apprest en blanc des peaux de moutons ».

demanda une réglementation très sévère, établissant d'une façon définitive les conditions du travail dans les tanneries. Aussi, à partir de 1744, toute une série de règlements commença à paraître, puis en 1759 ce furent des droits fiscaux ; si bien que cette industrie trop lourdement atteinte allait être écrasée par les mesures qui avaient été prises pour la sauver. Les taxes d'importation n'évitèrent pas en effet la concurrence étrangère et cette industrie, cependant si prospère, ne put plus écouler ses produits. Les grands centres des Cévennes perdirent peu à peu toute leur importance et lorsque de Ballainvillers écrivit son *Mémoire sur l'Etat Economique du Languedoc*, il ne cita même plus les tanneries de Sommières. Définitivement compromise par cette fâcheuse intervention des pouvoirs publics, cette industrie plusieurs fois centenaire dans notre localité, atteignit beaucoup en disparaissant l'activité commerciale de nos marchés.

Et cependant le commerce des cuirs avait pris un beau développement au cours du xviii^e siècle. Savary des Bruslon parle de 80 douzaines de bazannes fabriquées annuellement à Sommières vers 1720. Un mémoire de 1745 dit que les foires de Sommières, de Lunel, de Villeneuve et de Beaucaire « établies pour la commodité des acheteurs » étaient connues pour la vente des cuirs (1) La rue de la Savaterie (aujourd'hui Paulin Capmal) était réservée aux marchands de cuirs et les registres des Officiers de Police de la ville mentionnent très souvent les amendes infligées

(1) Archives Hérault C. 2665. *Mémoire sur les tanneries de la Province* 1745.

aux marchands fréquentant nos marchés et nos foires pour vente de cuirs défectueux. (1)

Il est regrettable que cette industrie dont la prospérité avait eu une influence si heureuse sur la vie économique de notre ville, n'ait pu survivre, à la fin du XVIII^e siècle, à l'établissement des règlements qui lui furent imposés et aux perceptions souvent arbitraires des droits auxquels elle fut soumise. Il est surtout malheureux que la concurrence étrangère ait eu pour complice l'autorité maladroite des pouvoirs publics ! (2)

Conclusion de la Première Partie

Dans les quelques pages qui précèdent, nous nous sommes attachés à étudier les principales branches commerciales qui contribuèrent au développement de nos foires et de nos marchés. Nous avons constaté que, tant au point de vue agricole qu'au point de vue industriel, un magnifique effort avait été fait par la population laborieuse de Sommières.

(1) Archives Sommières FF. 79. FF, 53. Voir les diverses amendes infligées aux marchands étrangers exposant sur nos marchés des cuirs défectueux. Voir aussi pièce justificative N° 4.

(2) Après la Révolution quelques tanneries réapparurent dans Sommières. En 1842 on comptait onze ateliers et la journée de travail était payée de 1 f. 50 à 1 fr. 75 (Rivire Statistiques du Gard 1847). Mais cette industrie périclita à nouveau et il n'existe plus aujourd'hui de tanneries à Sommières.

Les troubles religieux et les embarras financiers compromirent sans doute l'activité productrice de notre Communauté ; il semble cependant que malgré eux, l'état économique de notre ville se soit progressivement amélioré jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Aussi Savary des Bruslon pouvait écrire au cours du règne de Louis XV : « Il y a à Sommières des foires considérables. » (1)

Mais vers la fin de l'Ancien Régime l'esprit réglementaire des pouvoirs publics s'immisça continuellement dans toutes les branches du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Cette action, toujours très malheureuse, fut aggravée pour notre ville par l'Acte d'Echange de 1772. Alors, les industries périclitèrent peu à peu, l'activité commerciale connut un arrêt dont les effets se firent sentir jusqu'à la Révolution. Aussi quelques mois à peine avant l'ouverture des Etats Généraux, les consuls de la ville de Sommières envoyèrent à M. de Necker une adresse émouvante inspirée par les sentiments de tristesse que leur causaient les conséquences douloureuses de la séparation de leur ville du Domaine royal. Ils avaient toujours protesté contre l'Acte de 1772 ; en portant leurs doléances jusqu'au pied du trône, ils espéraient que Sa Majesté, sensible à leur douleur, témoignerait toute sa bienveillance envers une cité dont la fidélité pour ses souverains ne s'était jamais démentie : « Sommières, disaient-ils, avait six foires considérables dans l'année et deux marchés par semaine, deux fabriques

(1) Savary des Bruslon. Dictionnaire du Commerce. Mot : Sommières.

renommées l'une en tannerie, l'autre en molletons recherchés ; par sa position elle est le point de communication des autres villes, même de certaines provinces circonvoisines ; elle aurait fait l'appanage d'un Prince, mais elle n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était avant la fatale époque de 1772. » Et cependant « elle est une des villes les plus anciennes de cette province, la fidélité dont ses habitants ont donné en mille occasions des preuves éclatantes à ses Souverains, luy a fait accorder les privilèges les plus rares ; mais le plus précieux était sans doute de n'avoir cessé d'être pendant une longue suite de siècles sous la sauvegarde immédiate du Roy. » (1)

Nos ancêtres souffraient d'une séparation aussi brusque parce que leurs nouveaux seigneurs, plus soucieux de leurs intérêts que du bien public, sacrifiaient l'importance commerciale de leur ville aux exigences scandaleuses de leurs fermiers. Jaloux des libertés dont ils jouissaient depuis des siècles et des privilèges qui avaient fait la richesse et la prospérité de leur communauté, ils ne voulaient point tolérer qu'un seigneur particulier pût en disposer selon ses désirs. Dans un discours mémorable, prononcé à la fin de l'année 1788, le premier consul d'alors, M. Gauthier, s'était écrié, approuvé par l'unanimité du conseil : « Le tiers état, trop longtemps oublié, doit réclamer avec une fermeté respectueuse, les droits imprescriptibles du citoyen. Dans ces circonstances mémorables, la ville de Sommières, qui toujours dé-

(1) Délibération du 21 Septembre 1788.

vouée à ses Souverains, a vu sa fidélité récompensée par d'honorables privilèges, devient encore digne des regards du gouvernement par son commerce, ses manufactures considérables et par une population de plus de six mille âmes. » (1)

Alors notre ville était bien, comme le proclamaient ses ardents défenseurs, digne des regards du gouvernement. Si on juge, en effet, l'activité commerciale qu'elle connut avant ces années douloureuses, au mouvement dont elle était encore le siège aux premiers jours de la Révolution, on comprendra toute la légitimité des doléances répétées de sa population. « La rivière qui baigne les murs de Sommières, dit un mémoire de 1789, a par ses eaux salubres et savonneuses soutenu l'établissement antique de deux fabriques : celles de molletons, tricots, calmouks et celle de tannerie. Les articles de laine s'y vendent chaque jour de marché. On y apporte aussi quantité de grains, soit des communes qui en récoltent au delà de leurs besoins, soit d'autres départements et les habitants des Cévennes viennent s'y approvisionner.

Les foires sont importantes pour la quantité de bêtes de trait, de somme et de selle qui s'y vendent, par celles des bêtes à corne, par celle de toute sorte de pelleterie autres que celles qui se fabriquent dans la commune et par une infinité d'autres objets que les bornes de ce tableau ne permettraient point de

(1) Délibération du 30 Novembre 1788. Ce chiffre de six mille âmes paraît être bien au dessus de la réalité. Le dénombrement de 1734 n'accusait en effet que trois mille neuf cent sept personnes de tout âge et de tout sexe. Boisson ouv. cit. p. 437.

détailler tels que : bas, mouchoirs, toillerie de fil et de coton, chappellerie, serrurerie, taillanderie, quincaillerie de toute espèce, fillerie et bouraillerie, plantes et graines potagères ou dominant les productions premières. » (Sans doute les primeurs). (1)

C'est en somme toute la production Sommiéroise, tous les objets qu'on pouvait se procurer dans notre ville que nous voyons étalés dans ce tableau détaillé. Les Sommiérois pouvaient être fiers du développement qu'avaient pris leurs foires et leurs marchés. En implorant, en faveur de ces manifestations commerciales qui avaient fait la grandeur de leur Communauté, l'aide et la protection royale, ils obéissaient aux sentiments les plus naturels ; ils faisaient preuve du plus ardent patriotisme.

D'ailleurs, quand plus tard, l'Autorité parlera de nos foires, elle reconnaîtra et leur importance et leur utilité : « Les foires de Sommières, dira-t-elle en 1806, sont établies depuis une époque très reculée, elles sont très réputées et très connues ; leur établissement est avantageux pour le commerce et utile pour la commune. Il importe par conséquent de les conserver. » (2)

(1) Archives Sommières. F. 1.

(2) Archives Gard. Série M. 14. 86. Au cours du XIX^e siècle quelques modifications ont été apportées aux dates ci-dessus indiquées. Les foires de Carême, des Rameaux et de Pâques se tiennent toujours avec la même régularité ; mais nos calendriers mentionnent pour le troisième samedi de Juin une foire (appelée quelques fois : foire des cocons) qui n'est plus guère fréquentée de nos jours. La foire de St-Roch a été supprimée dans le courant du siècle passé. La première foire de la St-Michel se tient toujours le deuxième samedi après cette fête et les deux autres quinze jours après. La dernière correspond, à quelques jours près, à l'ancienne foire de St. Léonard.

Le marché du Mardi ne se tient plus depuis déjà de nombreuses années.

DEUXIÈME PARTIE

La Vie Interne des Foires et des Marchés de Sommières.

CHAPITRE V.

Les Emplacements du Commerce Les Conditions générales de la Vente

a) *Obligation pour les Marchands d'apporter leurs marchandises dans la ville.* — b) *Obligation de les mettre en vente au lieu désigné : Règlement de 1583.* — c) *Régime des opérations de vente et d'achat : ouverture du marché ; Privilèges des Sommiérois.* — d) *Obligation de payer un Droit de Stationnement.*

Etant donnée la place que les foires et les marchés avaient prise dans la vie économique du Moyen Age, il importait, pour que ces manifestations commerciales pussent jouer le rôle qui leur était assigné, qu'elles fussent l'objet d'une réglementation très sévère. Il fallait nécessairement accorder aux marchands qui les fréquentaient le maximum de garanties, il fallait aussi assurer aux villes qui en étaient le siège la tranquillité la plus sûre et la plus parfaite sécurité.

Si, en effet, nous considérons d'une part le peu d'étendue de la plupart des villes d'alors, l'étroitesse de leurs rues, leur faible population et de l'autre l'affluence nombreuse qui se pressait en ces jours sur les places et devant les boutiques, les charrettes et les mulets lourdement chargés qui se croisaient dans les rues encombrées de tabliers et d'étalages et le va-et-vient continuel des commerçants faisant leurs achats, nous comprendrons la nécessité impérieuse dans laquelle se trouvèrent les villes dotées d'un pareil privilège de prévoir toutes les mesures indispensables au maintien de l'ordre et de veiller à leur parfaite exécution.

C'est pourquoi dans toutes les foires du Moyen Age l'usage a toujours été que l'autorité désignât les emplacements, rues, loges, allées que devait occuper chaque genre de commerce. (1)

Dans les foires de Sommières l'autorité ne dérogea pas à cet usage. On lit en effet dans les lettres patentes de 1557, portant création de la foire de Carême, que les officiers royaux de notre ville devaient faire « construire et édifier, halles, loges, bancs et sceaulx pour venir en aide à sécurité les marchands avec leurs marchandises en récompensant toutes fois ceux auxquels pourroit appartenir les lieux et terres où

(1) Ch. de Gourcy. La foire de Beaucaire p. 105. L'auteur ajoute « Cette intervention, qui nous choquerait actuellement, était alors fort explicable. Le peu d'espace dont pouvait disposer le commerce forain dans les cités féodales si resserrées par les nécessités de la défense, le désir de loger dans cet espace restreint le plus grand nombre possible d'étalages afin d'en tirer de plus nombreuses redevances, imposaient une stricte délimitation. »

seront et pourront être édifiés les dites hales et pour y tenir le bestail gros et menu, et même qui y sera admené... » (1)

L'autorité, toujours soucieuse d'éviter les troubles provoqués par les contestations sans doute très fréquentes, déterminait encore, suivant les coutumes, les conditions générales d'après lesquelles les transactions commerciales devaient être faites sur le marché.

C'est à l'étude de la réglementation qui fut en vigueur dans les foires et les marchés de Sommières que nous allons consacrer ce chapitre. Les documents qui s'y rapportent, nous offriront un tableau pittoresque de l'animation commerciale de notre ville en nous dépeignant d'une façon fort curieuse les mœurs et les habitudes de ses habitants.

Quatre conditions bien précises dominaient cette réglementation ; nous les résumerons en quelques mots :

1^o Obligation pour les marchands d'apporter leurs marchandises dans la ville ;

2^o Obligation de les mettre en vente au lieu désigné ;

3^o Régime de l'achat et de la vente ;

4^o Obligation d'acquitter les droits de place perçus à l'occasion du stationnement.

Et nous étudierons en autant de paragraphes la nature et les effets de chacune de ces conditions.

(2) Voir Pièce Justificative N^o 6.

1^o *Obligation d'apporter les marchandises
dans la ville.*

D'après une règle commune à toutes les villes, au temps où se tenait une foire, le commerce en gros des marchandises qui faisaient principalement l'objet de cette foire, était interdit en toute autre place que l'enceinte même de la foire (1) Cette disposition d'ordre général se trouvait expressément mentionnée dans les privilèges de notre localité.. « Ont aussi, les dits habitants, liberté et coutume, disent les lettres patentes de 1483, article 20, que nul estranger ne privée ne doit aller achapter hors de la dicte ville ains doivent attendre que la marchandise soit dedans la dicte ville. »

En se reportant à l'état économique du Moyen Age on pourra plus facilement comprendre les mobiles de cette prescription qui serait complètement inutile de nos jours. Il y avait d'abord une raison de sécurité ; car autant il était facile de garantir la tranquillité des marchands et la protection des marchandises à l'intérieur des remparts, autant il était difficile de l'assurer hors des enceintes de la commune. Les portes de Sommières fermées, nul ne pouvait pénétrer dans la ville et à une époque où toutes sortes de brigands et de gens sans aveu compromettaient sans cesse la sécurité des voyages, la nécessité de cette

(1) Huvelin ouv. cit. p. 199.

dernière disposition paraissait pleinement justifiée. Elle était tout autant nécessaire au point de vue fiscal ; depuis l'origine des marchés et des foires on exigeait des marchands qui les fréquentaient les redevances les plus diverses ; comment aurait-on assuré une perception rigoureuse si les étrangers avaient pu ne point pénétrer à l'intérieur ? Enfin on reconnaît encore « qu'il y avait là une garantie accordée aux visiteurs du marché ou de la foire contre la concurrence extérieure. » (1) Nous retrouverons ce même souci dans d'autres articles de cette réglementation.

Notons en passant que cette prescription était générale et que si elle était rigoureusement appliquée pendant les foires et les marchés, elle restait vraie et obligatoire durant toute l'année ; en tout temps les marchandises devaient être vendues à l'intérieur de la ville ; bien plus encore, elles devaient être exposées sur les emplacements désignés par les autorités.

*2° Obligation de mettre en vente les marchandises
au lieu désigné.*

Cette deuxième obligation était encore contenue toute entière dans les privilèges de notre localité :

« Item, est de coustume que quant marchans ou autres personnes portans marchandises en la dicte ville pour vendre, ils sont tenus et doivent mettre leurs dictes marchandises ez lieux et places sur ce ordonnées et non ailleurs sur peine de perdre sa marchandise et autre peine arbitraire appliquée à nous par »

(1) Huvelin ouv. cit. p. 199.

les dits officiers royaulx. » (Article 26 des privilèges).

Les origines de cette obligation sont très lointaines et il est probable qu'elles se confondent même avec celles de nos marchés. Nous avons appris, en effet, par un différent qui s'éleva à la fin du xvi^e siècle, au sujet de l'emplacement que devait occuper certains marchands pendant le marché, que le juge, pour mettre fin à la contestation, rechercha qu'elles étaient les Ordonnances qui régissaient le stationnement aux jours de foires et de marchés. « Les droits et coutumes sont escrites, disait-il, dans deux divers livres : l'un appelé le Livre Juratoire de la Cour écrit en Parchemin ; l'autre comprenant une ordonnance au pouvoir des consuls... » (1) Ce très ancien Livre Juratoire ne nous étant pas intégralement parvenu nous n'avons pu connaître ces prescriptions que par des actes postérieurs. Une ordonnance du 30 Octobre 1376, émanant du chatelain et viguier de la ville, mit fin à un procès que les conseillers de la communauté avaient eu avec les Savetiers au sujet de l'emplacement que devaient occuper ces derniers pour vendre leurs marchandises ; il fut décidé qu'il serait interdit aux Savetiers d'exposer leurs souliers ailleurs qu'au marché où se trouvaient les tabliers de la savaterie, à moins qu'ils ne les vendent chez eux ou dans leurs boutiques. (2) Ce document, peu important par lui-

(1) Archives Sommières. AA 4.

(2) Archives Sommières FF. 3. — Dans leurs boutiques : les habitants de Sommières avaient donc la facilité de vendre chez eux. — Cfr. à ce sujet. Bail des Coupes Royales de 1622. Sommières DD 6. qui exonère des droits de coupe les habitants vendant dans leurs maisons.

même, confirme cependant l'existence d'un règlement obligeant, sous peine d'amende, chaque catégorie de marchands à exposer et à livrer à la vente leurs produits, dans un quartier de la ville strictement délimité.

Avec les troubles religieux et les désordres qui suivirent, les décisions prises au sujet du débitement des marchandises, jusqu'alors régulièrement observées, ne trouvèrent plus une aussi rigide application. Nous avons lu dans un rapport de l'autorité judiciaire que « durant ces troubles les habitants de la ville se seraient extrêmement licenciés » et que les règlements jusqu'alors en usage semblaient être tombés en désuétude « chacun agissant comme s'ils n'existaient pas. » Les marchands s'installaient n'importe où, et comme dans notre ville c'étaient les emplacements qui entouraient la Place de la Halle ou Place Souveraine qui étaient les plus recherchés pour la vente, « tous les marchands s'y seraient mis ce qui aurait entraîné un grand désordre. » (1) En présence de pareils événements les juges royaux, qui avaient reçu la mission de maintenir l'ordre et de veiller à la tranquillité publique, réagirent avec sévérité. En Avril 1583 ils firent paraître un nouveau règlement qui rappelait à chacun la place qu'il devait occuper. Celui-ci devait être publié à voix de trompe, dans tous les carrefours de la ville, les vendredi veille de foire et le samedi au matin avant que les marchands eussent pris place pour le débitement de leurs marchandises. Cette ordonnance qui nous est

(1) Archives Sommières. AA 4.

parvenue en entier et dont l'importance ne nous échappera pas, comportait les stipulations suivantes :

1^o « Il est fait défense et prohibition à toute personne de faire aucuns creuz dans la terre de la communauté située au bout du Pont, appelée la Terre de la Ville, et d'y mettre aucun fumier et enlever la terre pour ne pas empercher qu'au tempz dez moissons, les consulz ne l'arrentent pour servir d'ayre. » Cet emplacement devant, comme nous allons le voir, servir à parquer les troupeaux pendant la foire, il importait qu'il soit entièrement libre pendant celle ci. D'ailleurs tout contrevenant était passible d'une amende de deux écus applicables par moitié à l'hôpital et au roi.

2^o « Il est fait défense à toute personne d'usurper aucune partie de la Place Souveraine le jour des foires et marchéz, ainz seront les pilliez réservés pour y mettre le bled, aux dictz jours de foire et de marchéz ; et demeureront lez botiques qui sont au des-soubz des arcs en liberté, pour par les propriétaires d'ycelles y être vendu les marchandises, ainsi qu'il est permis par les privilèges octroyéz par le roy aux habitantz ; de mesme toutz les autres quartiers de la dicte ville, seront employez selon la teneur des privilèges. »

3^o « Il est fait défense aux habitans qui ont coutume de mettre des bancs à la dicte place d'y en mettre ; la dicte place estant réservée les dictz jours pour lez estrangers auxquels lez dictz consulz pourront arrenter les dictz bans au proffict de la communauté. »

Suivaient ensuite les statuts délimitant comme

suit l'emplacement réservé à chaque catégorie de marchands :

1° Tout le bétail, moutons, brebis, chèvres, porceaux, bœufs et vaches, devra être vendu à la Terre de la Ville qui est au bout du Pont. (Aujourd'hui Aires communales).

2° Toutes les marchandises de fer seront mises en vente sur le Pont entre les deux Portes.

3° Les chapeliers, armuriers, pelletiers et lanterniers se tiendront depuis la Tour de l'Horloge jusqu'à la maison de Jacques Conseilhe.

4° Les paquetiers et merciers, sans faire tablier devant tablier, seront depuis la maison du dit Conseilhe jusqu'à la Place, coin de la maison du sieur de Lèques.

5° Les grains, blés, avoines seront vendus près les arcs du marché depuis le premier venant de la porte de la Taillade ou du Pont jusqu'au dernier qui est près du Puits venant de la Porte du Bourguet. Les sacs de grains seront mis du côté même de ces piliers à une certaine distance des boutiques.

6° Les apothicaires, les grossiers, épiciers et cédiers, sans faire tablier devant tablier, seront aux boutiques dessous les dits arcs du marché du bled.

7° Les chaudronniers auront leurs tabliers près le Puits et le premier pillier de la maison des héritiers Langlade.

8° Les changeurs et argentiers seront depuis l'Arc de l'Auditoire de la Cour jusqu'à la maison ayant été à Jean Picard.

9° Les Potiers d'étain, sans faire tablier devant tablier, seront depuis la maison de Jean Picard, à pré-

sent de Jean Rivière, jusqu'à la maison des Hoirs de Pierre Longuefage faisant coin à la Savaterie.

10° Les cordonniers vendront leurs souliers depuis le bout de la Savaterie près le Puits jusqu'à l'entrée du marché Bas Souteyran. (Aujourd'hui rue Paulin Capmal, ancienne rue de la Savaterie).

11° Les cuiratiers, sans faire tablier devant tablier, mettront leurs cuirs au bout de la dite rue de la Savaterie du côté du marché Bas.

12° Les vendeurs de lard et chair salée en gros mettront leur chair près la boucherie et sur les vieux tabliers laissant un passage convenant.

13° Toute la charpenterie ouvrée ou non sera exposée en vente à la dite Place Basse ou Marché Souteyran.

14° Les canabassiers, vendeurs de toiles, cordes, filets, légumes et fromages vendront leurs marchandises à la rue Droite (actuellement Grand-Rue) depuis la porte du Bourguet jusqu'au four du Sieur de Rozier et maison de Sire Vincent Malbois, sans faire tablier devant tablier.

15° Le marché du Gros Bétail, comme chevaux, juments, mules et ânes sera hors la Porte du Bourguet.

16° La draperie sera vendue à la rue de la Taillade jusqu'à la maison du Sieur Rozier. » (1)

Tel était dans son ensemble le Règlement du 22 Avril 1583. Il délimitait avec une grande précision l'emplacement que devait occuper les divers marchands fréquentant nos foires et il faut croire qu'on

(1) Archives Sommières II 2.

veilla scrupuleusement à son application puisque comme l'a écrit fort justement M. Boisson : « ces prescriptions, consacrées par un long usage, sont encore de nos jours observées en partie. » (1) En effet, si nous voyons encore aujourd'hui les troupeaux aux aires, les chevaux aux Bourguet, les marchands de fer sur le Pont, nos pères nous disent avoir assister dans leur jeunesse à la vente des blés sous les arceaux de la place de la Halle.

L'Histoire nous apprend cependant qu'à l'origine l'application de cette ordonnance souleva quelques difficultés. Le samedi 23 avril 1583, c'est-à-dire le lendemain même du jour où elle était parue, il y eut « un grand mouvement pour raison des quartiers destinés à tenir les marchandises. » Les contestations qui s'élevèrent, agitèrent beaucoup pendant quelques temps les habitants des principales rues de la ville ; et, étant donné le caractère de ces conflits, il nous a paru fort intéressant de les mentionner. Les Potiers d'étain, malgré les prescriptions du règlement, continuèrent à vendre dans leurs anciennes boutiques, grâce à la complicité de certains habitants, puis les drapiers refusèrent de se placer à la Taillade ; mais l'affaire qui eut le plus grand retentissement fut celle qui mit aux prises les habitants de la Rue Droite et ceux de la Rue du Pont. Les premiers prétendaient que la vente des toiles n'était permise que dans leur rue et les autres soutenaient au contraire qu'ils avaient le droit d'arrenter leurs boutiques aux merciers et aux quincaillers vendant également des toi-

(1) Boisson, *ouvr. cit.* p. 82. 83.

les fines. Cette discussion, qui nous fait sourire, menaçait cependant de s'envenimer. Pour l'apaiser les conseillers de la ville convoquèrent les parties intéressées. (1) Il ressort du Procès verbal de cette convocation :

1^o Que la draperie demeura à la rue de la Taillade depuis le coin de la maison du Sieur Freton « en remontant au château tant que pourra s'estendre ; »

2^o Que le statut de la Rue Droite ne fut pas modifié ;

3^o Que les Potiers d'étain demeurèrent au lieu désigné si on « leur baille boutique ; »

En outre pour compléter le règlement du 22 avril il fut décidé :

1^o Que les revendeurs de fruits se tiendraient au marché Bas ;

2^o Que ceux qui vendraient de la chair salée se tiendraient à la boucherie vieille ;

3^o Que les cordiers se placeraient avec les cuira-tiers sous les arceaux du marché bas jusqu'à la Croix d'Or.

4^o Que les marchands de poissons, qu'ils soient de la

(1) Archives Sommières. AA 4. Extrait du procès verbal de la délibération du 23 avril 1583. « Les habitans de la rue droite d'une part et les habitans de la rue du pont d'autre part à l'occasion desquels habitans de la rue droite disent n'estre permis vendre aucune toiles hors leur rue droite et au contraire les habitans de la rue du pont disent leur estre permis arrenter leurs botiques et tabliers aux merciers, quincaillers, lesquels vendent ordinairement toiles fines et autres, au moyen de quoi pour appaiser le dit différent et débats, ils les auroient assigné à ce jour d'huy pour au conseil de la dite ville et suivant le devis d'iceluy leur estre fait droit ».

ville ou étrangers, ne pourraient vendre qu'à la poissonnerie.

5° Enfin qu'il n'y aurait rien de changer pour ce qui concernait « tout bestail de pied fourchu et tout bestail rossantin. »

Le présent règlement alors définitivement en vigueur devait s'appliquer tant les jours de foires que de marchés. Tout marchand qui ne s'y conformerait pas serait passible d'une amende de soixante sols par contravention.

La question des emplacements, d'une extrême importance au Moyen Age, conserva ce même caractère jusqu'à la veille de la Révolution. On retrouve, en effet, à diverses époques, des règlements de police modifiant ou complétant les usages alors établis.

Celui de Novembre 1736, par exemple, fixait comme emplacement de vente aux jardiniers la rue allant de la Place Souveraine au Marché Bas. Mais dans cette rue, trop étroite et trop courte, les marchands n'étaient abrités ni de la pluie ni des intempéries. La circulation très active gênait en outre considérablement la vente des jardiniers ; aussi fut-il demandé à l'Intendant en 1769 d'approuver le nouveau règlement de Février plaçant ces marchands sous les arceaux de la Place du marché Souteyran « depuis le commencement de la maison de M. Chrestien, Premier Consul, jusqu'à la traverse ou rue qui va au moulin à huile du Sieur Méjean. » (1)

(1) Archives Sommières. FF. N° 79. Une amende de 5 livres sanctionnait ces dispositions. De plus, pour que tous les jardiniers puissent bénéficier à tour de rôle des meilleures places, celles-ci devaient être numérotées et tirées au sort d'après un roulement annuel.

3^o *Régime des Opérations de vente et d'achat.*

Les marchandises introduites dans la ville et exposées aux lieux désignés, il ne restait plus qu'à les vendre. Si cette dernière opération n'offre actuellement aucune difficulté il n'en était pas de même au Moyen Age. Ici encore une nouvelle réglementation établissait, toujours avec une scrupuleuse précision, les différentes conditions qui devaient être remplies pour que les transactions commerciales pussent commencer sur le marché.

Citons en passant l'obligation, dans laquelle se trouvaient tous les commerçants de ne pas mettre dans les rues et sur les places tablier devant tablier. Cette défense, fort ancienne, déjà stipulée dans l'acte de 1254 dont nous avons eu l'occasion de parler, avait évidemment pour but d'éviter les encombrements causés par un déploiement exagéré d'étalages dans des rues trop étroites et trop courtes. D'ailleurs, ainsi que nous venons de le voir, les règlements publiés à chaque foire avaient soin de rappeler l'existence de ces prescriptions qui figuraient aussi dans les privilèges de la ville. (Article 27 : item, est de coustume que en places ne en rues publiques les dits habitans ne doivent tenir tables devant tables, ne aussi fins ou fumiers ne autres ordures, sous peine de cinq sols tournois à nous applicables).

Ces privilèges contenaient également toute une série de mesures intéressant la vente des marchandises. Il

existait, nommé par les conseillers de la communauté, un courtier public ; celui-ci devait visiter toutes les marchandises qui pénétraient dans la ville et s'assurer qu'elles fussent propres à la consommation. (Art. 16 et 17). Des commissaires ou experts, nommés aussi par les consuls, vérifiaient les poids et mesures, visitaient les balances et les romaines et faisaient détruire à l'Hôtel de ville toutes celles reconnues par eux comme « frauduleuses » (1) ; ils visitaient encore les poissons mis en vente à la poissonnerie et ils faisaient brûler par autorité de justice tous ceux qui n'étaient pas trouvés livrables à la consommation ; ils avaient enfin des pouvoirs aussi étendus en ce qui concernait la visite des viandes exposées à la boucherie. (Art. 10).

Ce n'était qu'après l'accomplissement de ces différentes formalités que les ventes pouvaient commencer. Le marché était ouvert à Sommières à Neuf Heures, Heure de la Tierce. (2) Cette heure officielle était fixée par le roi : « Item, ont accoustumé les dits habitans que nulle personne étrange ne privée ne

(1) Voir dans les cahiers contenant les Procès Verbaux des Audiences du Bureau de Police de notre ville les nombreuses amendes infligées à ce sujet.

Archives Sommières FF. 57, 79. (Ex. Audience du 12 août 1769).

(2) Cf. Levasseur. ouv. cit. T. I. p. 49. A Paris les forains ne pouvaient pas commencer à étaler avant que la cloche eut donné le signal et lorsqu'ils vendaient avant l'heure ou en dehors de la ville ils s'exposaient à voir leurs marchandises confisquées. On avait pris à leur égard cette mesure afin d'assurer toujours l'approvisionnement du marché, d'empêcher les accapareurs d'aller au devant des voitures pour acheter sur les routes et de permettre aux plus pauvres de participer au bénéfice d'une vente à bas prix.

peut revendre ne acheter devant tierce à jour de foire ou de marché marchandise de victuaille sur peine de perdre la marchandise ou autre peine arbitraire. » (Privilège : art. 21). (1)

Cet usage se perpétua jusqu'à la Révolution. Dans les jugements rendus par le Bureau de Police de la ville pour infractions aux règlements des foires et des marchés, on peut lire (compte-rendu de l'audience du mardi 25 Juin 1782) que le Sieur Aousset, originaire de Canaules, fut condamné à trente sols d'amende, avec défense de récidiver, pour avoir acheté du blé sur le marché de Sommières avant dix heures du matin : « Attendu qu'il est un étranger, qu'il en fait le commerce et que suivant les règlements de police de cette ville les marchands ne peuvent faire leurs achats qu'après dix heures du matin. » (2)

Neuf heures (puis dix heures dans la suite) ayant sonnées à la cloche de l'Horloge, le marché était ouvert et chacun pouvait, semble-t-il, se livrer désormais à ses opérations commerciales. Cependant il intervenait alors une réglementation fort curieuse, fondée sur des

(1) Archives. Sommières II 2. A citer encore une sentence rendue par le Gouverneur de Montpellier le 17 mars 1610, défendant aux Consuls de Massillargues, de Saint-Laurent d'Aigouze et d'autres lieux d'acheter aucun vivre ni bois à brûler dans la Ville de Sommières avant « Heure de neuf avant midy » — Il était même permis aux habitants de Sommières qui se trouvaient présents aux achats faits par ces étrangers (vivres et bois à brûler) de les retenir de préférence aux mêmes prix.

(2) Archives Sommières. FF. 81. Un règlement de Police de l'Intendant avait du, depuis les lettres patentes de 1483, modifier l'heure d'ouverture du marché.

idées économiques très en honneur à cette époque, et qui avait pour but de protéger les habitants de la communauté contre les prétentions parfois excessives des étrangers.

Les Sommiérois, aux termes de ces privilèges, avaient d'abord la faculté de faire leurs achats avant que les étrangers aient commencer les leurs : « Item, ont joui et uzé les dicts habitans de Sommières que toutes et quantes fois que aucunes marchandises et mesmement victuaille portées en la dicte ville pour vendre que premièrement les dicts habitans doivent estre forniz et pourveu les dictes marchandises avant que les étranges personnes. » (art. 18). Il fallait, en effet, éviter que les acheteurs forains puissent accaparer les marchandises mises en vente sur le marché pour les faire sortir de Sommières ou pour les revendre à un prix trop élevé. On se méfiait beaucoup à cette époque des étrangers et même des habitants de la ville, marchands en gros et acheteurs par grosses quantités. Le marché et par suite l'approvisionnement de la localité eut été à leur merci si on les avait laissés libres ; c'est pourquoi on retrouvait encore dans les privilèges les prescriptions suivantes : « ... et aussi nul hostellier où marchand du grenier à sel établi en la dicte ville ne doit afourer ny mettre après les dictes marchandises si non que les habitans de la dite ville n'en vouldissent plus avoir, sur la peine de dix livres tournois. » (art. 17). Les achats des particuliers passant avant ceux des aubergistes, chacun pouvait facilement trouver tout ce qui lui était indispensable. Une amende très sévère sanctionnait d'ailleurs cette décision.

L'action néfaste et souvent même très dangereuse des marchands achetant par grosses quantités fut toujours redoutée des populations et des pouvoirs publics. Au xviii^e siècle un règlement de police défendait encore à ces derniers d'acheter les fruits et autres denrées aux portes de Sommières, dans les rues, hôtelleries, cabarets et maisons particulières ; les ventes devaient obligatoirement avoir lieu sur la place publique, après dix heures du matin ; il était même prévu que si les marchandises n'étaient apportées que dans l'après-midi les reventes en gros ne devaient se faire qu'après une exposition de trois heures sur le marché. (1)

Les accaparements les plus dangereux étaient, de l'avis unanime, les accaparements de grains. A une époque où les famines étaient très fréquentes, il était nécessaire que l'on surveillât étroitement le commerce des grains. Aussi était-il sévèrement interdit, sous peine de fortes amendes, aux négociants en gros s'approvisionnant à Sommières, de faire leurs achats dans les cabarets et hôtelleries de la ville où logeaient les muletiers occupés aux transports des grains. » (2)

(1) Archives Sommières FF. 79. Jugement du Bureau de Police du 5 septembre 1768.

(2) On retrouve la crainte de l'Etranger et de ses accaparements dans la plupart des franchises communales. Cfr. Levasseur T. I. p. 440. Registre des métiers v. 33 : « Li Riches marchant, auroient toutes les denrées et li poure n'en porroient nulle avoir. Autre résoun, en tex achaz nus ne porroient demander part ne avoir au marchié et ensi li riche auroient tout et revendroient si chier comme il leur plairoit ; car au choses desus dites vendues en plain marchié, tous pueent avoir part. »

Pour éviter les spéculations désastreuses pour les populations urbaines on avait compris dans les privilèges de la ville un article fort important par ses conséquences, qui donnaient aux Sommiérois de larges pouvoirs de contrôle : « Item, ont franchise et liberté les dits habitans que quant aucune marchandise et mesmement victuaille se vendent en leur présence, et ils veuillent avoir part en icelle marchandise au prix qu'elle se vend, ils en peuvent et doivent avoir part et les doivent départir entre eulx. » (art. 19). Ainsi s'ils étaient présents lorsque l'étranger faisait ses achats ils avaient toujours un droit de partage ; et même, si ce dernier avait l'intention d'emporter la marchandise achetée hors de la ville, ils pouvaient, article 22, « retenir icelle marchandise de victuailles pour le prix que l'étrangier l'auroit achaptée, pour la provision de la dicte ville. »

Il est probable que toutes ces mesures, excessivement favorables à la population Sommiéroise, ne furent pas appliquées avec régularité à chaque marché. Cependant, cette réglementation protectrice était, semble-t-il, entièrement justifiée par la crainte des calamités, particulièrement fréquentes à cette époque, qui s'abattaient, parfois très durement, sur les communautés. Les guerres, les maladies contagieuses et parmi elles la peste étaient, en effet, très redoutées de nos populations. Pour se préserver de la peste, il était d'usage de fermer les portes de la ville ; en interdisant rigoureusement l'accès des étrangers on pensait éviter la contagion ; mais entre temps il fallait que la population vécût de ses propres ressources ; elle devait pour cela puiser dans ses approvisionne-

ments. Les souffrances qu'elle endura à plusieurs reprises, furent telles qu'elle jugea nécessaire d'être protégée contre les accaparements étrangers. C'est ce qui explique la sévérité avec laquelle on veilla toujours et en tout temps à l'exécution des règlements que nous venons d'exposer dans ce paragraphe. (1)

4^o *Obligation de payer un droit de stationnement.*

Nous terminerons ce chapitre par l'examen des droits perçus aux bénéfices de la ville à l'occasion du stationnement des commerçants.

Les foires assidûment fréquentées amenaient régulièrement dans Sommières de nombreux étrangers. Les commerçants arrivaient chargés de marchandises qu'ils disposaient sur les rues ou places publiques conformément aux règlements en vigueur. La communauté, propriétaire des emplacements publics, louait (2) aux marchands la place qu'ils occupaient. Aussi les foires et les marchés constituaient-ils un revenu appréciable pour les finances communales ; le paiement du droit de place a survécu à toutes les ré-

(1) Les effets de l'épidémie de peste de 1628 furent terribles, une partie de la population dut fuir la ville ; l'herbe poussa dans les rues et la famine ajouta ses victimes à celles de la maladie. Boisson. ouv. cit. p. 285 et suiv.

(2) Cfr. Code des Seigneurs Ch. xxviii article LXXIII p. 325 « Le Seigneur qui a droit de foire et de marché prend à son profit le loyer de toutes les places qu'occupent les marchands qui viennent pour débiter leurs marchandises. »

volution et, comme aux temps anciens, il est perçu aujourd'hui avec la même assiduité.

Nous connaissons les principaux tarifs de cette taxe par les baux d'arrentement, car, alors comme aujourd'hui, le recouvrement de ces droits était confié à des adjudicataires.

On avait disposé sous les arceaux du Marché Haut ou Place Souveraine des bancs, tenant lieu de tabliers, loués cinq sols en 1583, puis dix sols dans la suite. Du côté opposé, depuis l'Auditoire de la Cour jusqu'à la Rue de la Savaterie, il y avait encore quelques bancs loués cinq sols les jours de foires et deux sols et demi les jours de marché. La perception de tous les droits levés sur cette place était annuellement arrentée pour des sommes variant entre six et dix livres payables par quartier (1) 1583-99.

Les bans du Marché Bas étaient également loués cinq sols. Le bail de 1599 en fixait ainsi les dimensions : « les tabliers des coyratiers qui seront depuis la boucherie de travers du dit marché laissant le grand chemin et rue vides auront une cane de long, quatre pans de hauteur et de quatre derrière les maisons et botiques et bocheries. » Le fermier de ce marché avait la faculté d'arrenter « aux fustiers et hobradours » la partie de la place allant de la boucherie à la porte de la Grave, pour la somme de cinq sols par tablier pendant les foires et deux sols et six deniers pendant les marchés.

(1) Archives Sommières AA. 4. Étaient encore arrentées sur cette même place : la pile où se trouvaient les coupes royales servant à mesurer les grains, ou Sestierral, et la pierre dite, Pierre de l'Encan.

La perception de ces taxes s'effectua régulièrement pendant plusieurs années. Elle donna lieu cependant au cours du XVIII^e siècle à un petit incident qui mit aux prises les consuls et le major de la ville. Ce dernier, faisant manœuvrer ses soldats sur la place du Marché Haut, s'arrogea le droit de disposer de cette place même en dehors des exercices militaires. Il fit percevoir à son profit les droits de place, ce qui souleva les protestations de la communauté. Les consuls réclamèrent à l'Intendant qui, étant donné la légitimité de leurs droits, leur rendit bientôt leurs anciennes prérogatives. (1)

A la veille de la Révolution, le droit de louer des bancs rapportait à la ville 40 livres par an. Mais la communauté, en lutte continuelle avec de puissants seigneurs, en fut dépouillée après l'Echange de 1772. L'agent de M. le Comte d'Eu, ayant soutenu que ce droit faisait partie de l'ancien domaine de la couronne, le fit comprendre dans l'évaluation provisoire faite par la commission de la Chambre des Comptes ; et l'arrêt de 1778 (dont nous aurons l'occasion de parler au chapitre de la Leude), enleva à la Communauté ce bénéfice sans qu'elle put élever de protestations. Il était à cette époque de douze sols par bancs d'une canne de longueur sur cinq pans de large et de huit sols pour ceux de quatre pans. Arrêté avec le droit de Buche il était connu sous le nom de petite leude. (2)

(1) Archives Sommières FF. 43.

(2) Archives Hérault Série C. 2340. Sommières Délibérations BB. 32.

La ville retirait enfin un plus grand profit de l'adjudication des aires communales. C'étaient sur ces dernières, comme nous l'avons vu, qu'on parquait les bêtes à laine et les cochons. L'importance prise par le commerce des laines dans notre ville et dans toute la région et le développement des fabriques de molletons donnaient au marché du « bétail au pied fourchu » un certain retentissement. Aussi les troupeaux venaient-ils très nombreux aux foires de la Saint-Michel ; nous avons en effet vu qu'on estimait à près de cent mille le nombre des bêtes à laine régulièrement amenés pendant ces foires. L'adjudication des aires était donc une adjudication très importante pour la ville. Elle rapportait en effet à la fin de la Monarchie douze cent soixante livres par an, payables à la dernière foire de la Saint-Michel. (1) Le fermier jouissait en revanche de gros avantages. Aux termes des clauses de ces baux il pouvait :

1^o louer les aires pendant la foire à raison de trois sols par clayes, sans pouvoir exiger un prix supérieur sous peine de concussion ;

2^o disposer du fumier, très recherché pour l'agriculture ;

3^o vendre exclusivement du vin et donner à manger pendant la foire, sur les aires ; condition d'autant plus avantageuse que les marchands de troupeaux et les bergers venaient en grand nombre ces jours là.

Le fermier devait toutefois laisser entreposer les

(1) Archives Sommières. Bail du 29 octobre 1781 pour 9 ans (Registre des Délibérations).

gerbes au moment des moissons ; il s'engageait en outre à ne jamais défricher les aires communales. (1)

Tel était dans ses grandes lignes l'ensemble de la réglementation qui est restée appliquée durant plusieurs siècles pendant toute la durée des foires et des marchés de notre communauté.

Bien que les temps soient grandement changés certains usages ont survécu... et les traditions familiales nous ont précieusement conservé les habitudes et les coutumes de nos pères.

(1) A titre de comparaison : la ville ne possédait en 1914 que 2.000 clayes environ, louées 0 fr. 30. En comptant une claye pour 5 bêtes le maximum de bêtes parquées pendant les foires ne dépasse plus 10.000.

CHAPITRE VI.

Les franchises des Foires de Sommières.

a) Franchises relatives à la personne et aux biens des marchands. — Exemption du droit de représaille et du droit d'aubaine, franchise d'arrêt. — b) Franchises fiscales. — Pourquoi elles furent généralement inobservées. — Difficultés qu'elles soulevèrent.

On a généralement défini les foires du Moyen Age des rendez-vous périodiques de vendeurs et d'acheteurs en un lieu désigné avec la garantie d'une organisation spéciale. A une époque où les conditions de la vie étaient si différentes des nôtres, cette organisation était indispensable pour assurer et faciliter l'existence des relations commerciales. Celles-ci ne pouvaient en effet se nouer que dans les foires ; les voies de communication étaient trop incertaines et les voyages trop longs et trop coûteux pour que les marchands pussent se rencontrer aussi facilement que l'intérêt de leur négoce l'eût voulu. Les marchés périodiques, dans un centre préalablement bien connu, constituaient les seules occasions qu'avaient les commerçants d'entrer en relations d'affaires ; aussi les foires du Moyen Age étaient-elles fréquentées avec assiduité par un grand nombre de marchands de toute nature et de différentes nationalités ; ils s'y rendaient de très loin en caravane et le plus souvent sous la sauvegarde de forces armées. Arrivés à la

foire ils étaient alors garanti par cette organisation spéciale dont nous avons parlé plus haut et qui va faire l'objet de notre développement. (1)

Notons d'abord l'ancienneté de cet ensemble de mesures protectrices prises en faveur du commerce. A l'époque romaine la situation des marchands à la foire était parfaitement établie ; une très large législation réglait les transactions commerciales et prévoyait des peines très sévères pour quiconque les méconnaîtrait. L'unique souci du législateur romain avait été d'assurer la sécurité du commerce. Cette préoccupation aussi impérieuse au Moyen Age commandait à tous ceux qui pouvaient autoriser les foires et les marchés de veiller en même temps à la protection des marchands. Il faut en passant reconnaître que les foires furent, en ces temps lointains, spécialement favorisées par le morcellement de la puissance publique dans le système féodal. Chaque seigneur avait, en effet, le plus grand intérêt à amoindrir l'insécurité des transactions commerciales en dotant son marché d'une organisation perfectionnée.

Quelles ont été les garanties accordées aux marchands se rendant et séjournant aux foires de Sommières ? Telle est la question qu'il nous a paru intéressant d'approfondir. Confessons d'abord l'incertitude dans laquelle nous nous trouvons jusqu'au milieu du xiv^e siècle. Les franchises furent-elles données par Charles V ? ou ce dernier ne fit-il que confirmer celles octroyées par ses prédécesseurs ? Peut-on supposer que les Seigneurs d'Anduze qui créèrent nos

(1) Voir à ce sujet Huvelin. ouv. cit. chapitre des franchises.

premiers marchés, les entourèrent de ces privilèges ? Il serait téméraire de l'affirmer ! C'est pourquoi nous ne fonderons cette étude que sur les franchises qui nous sont parfaitement connues, c'est-à-dire sur celles qui sont contenues dans les lettres patentes de nos rois : « et sont les dites foires franches à qui y veult aller tant allant, séjournant et retournant et tant de debtes que autres choses quelconques exépté de crime dont pugnition corporelle ou perdition de membre se deust évidemment en suir. » (art. 42). Henri II ajoutait après avoir autorisé les foires de Carême : « voulant que tous marchands y puissent aller, vendre et acheter toutes marchandises licites et qu'ils jouissent de semblables privilèges des autres foires et marchés du Languedoc. »

Enfin, Charles IX précisait encore :

« Voulant aussi, Sa Majesté, que les marchands et autres jouissent des mêmes privilèges dont ils ont accoutumé de jouir dans les autres foires et marchés de même qualité du Royaume. »

Les franchises pouvaient se grouper en deux catégories : 1^o celles qui intéressaient la personne et les biens des marchands ;

2^o celles qui touchaient aux redevances perçues à l'occasion de la vente des marchandises apportées sur le marché.

Nous nous occuperons pour l'instant de toutes celles qui entraient dans la première catégorie.

« L'idée générale qui domine tout le système de ces franchises, dit M. Huvelin, c'est que les marchands doivent être absolument garantis dans leurs person-

nes et dans leurs biens, contre les rigueurs même légitimes du droit commun. » En matière civile, en effet, ce dernier allait le plus souvent à l'encontre des intérêts commerciaux ; appliqué sans dérogation il eut rendu les transactions presque complètement impossibles ; aussi était-il nécessaire que des dispositions spéciales en adoucissent les effets.

En premier lieu, d'après les coutumes en usages au Moyen Age, la sécurité commerciale du marchand, honnête et intègre, n'ayant contracté aucune dette ni avant ni après son arrivée à la foire, ne pouvait être jamais parfaitement assurée. Celui qui n'avait rien à se reprocher et qui de ce fait aurait dû n'avoir rien à craindre, pouvait cependant être appréhendé par un marchand qu'il ne connaissait pas ; ses marchandises pouvaient être saisies et sa personne emprisonnée en vertu d'un droit, alors fréquemment en usage, et connu sous le nom de : Droit de Représaille.

Ce droit, qui était fondé sur l'idée de responsabilité solidaire des membres d'une même collectivité, caractérisait parfaitement la nature des sociétés primitives. Dans les civilisations primitives on eut d'abord la notion de la propriété collective : l'individualisme fut un progrès. C'était la peuplade ou la famille qui possédait et non l'individu qui en faisait partie. Si un membre de cette agglomération commettait une faute, la responsabilité était encourue par l'agglomération toute entière. La collectivité se trouvait responsable du délit d'un seul ; il existait ainsi une solidarité très étroite entre toutes les unités des sociétés primitives. Aussi était-ce au nom de cette solidarité que le patrimoine commun devait tout naturellement servir de

gage et contribuer au payement de la dette contractée par l'individu.

Si au Moyen Age, la civilisation avait fait quelques progrès, la plupart des vieilles coutumes avaient survécu. Le Droit de Représaille restait toujours en vigueur et tous ceux qui croyaient pouvoir l'invoquer pour recouvrer une créance, l'appliquaient avec la dernière rigueur. Aussi, cette sorte d'épée de Damoclès continuellement suspendue sur la tête du commerçant jetait-elle une grande perturbation dans les opérations commerciales. Avec quelle méfiance le marchand Beaucairois devait-il fréquenter les foires de Sommières puisqu'il suffisait qu'un de ses compatriotes fut débiteur d'un Sommiérois pour que ce dernier pût confisquer ses marchandises et parfois même l'emprisonner. Les dangers que couraient continuellement les marchands qui se déplaçaient et les abus, toujours très nombreux, commis dans l'application de ce droit, auraient sans doute interdit tout commerce si quelques adoucissements n'étaient venus tempérer une aussi draconienne législation. L'établissement des franchises supprima le droit de représaille dans les foires. Dans les foires franches de notre ville les étrangers pouvaient librement se rencontrer, leur personne et leurs biens étaient toujours à l'abri de toute atteinte.

Il existait encore au Moyen Age, un droit susceptible d'exercer une grosse influence sur les rapports commerciaux : nous voulons parler du droit d'aubaine. D'après les dispositions de ce dernier, la liberté de tester était enlevée à l'étranger ; s'il mourrait en terre étrangère, le seigneur de cette terre était con-

sidéré comme son seul héritier légal. Cette coutume eut été fatale aux grandes foires internationales si elle n'avait été amendée. Ce fut pourquoi, à partir du XIII^e siècle, il resta, entendu dans toutes les franchises que l'application de ce droit serait abrogée. Cette abrogation était contenue dans les franchises des foires de Sommières bien que leur caractère régional ne donnât lieu qu'exceptionnellement à la perception de ce droit.

Une franchise qui constituait à elle seule un privilège précieux était celle communément désignée sous le nom de : Franchise d'Arrêt.

Aux termes des coutumes d'alors « elle portait suspension des actions et mesures d'exécution sur les personnes et sur les marchandises qui étaient dans la paix et le conduit des foires à condition que ces actions soient intentées, ou ces mesures soient encourues à raison de dettes ou délits antérieurs à l'entrée de ces marchandises dans la paix des foires. » (1)

Il résulte de ces dispositions que le marchand débiteur pouvait en toute sécurité se rendre, séjourner et revenir de la foire. Si la dette était antérieure à la foire, le créancier ne pouvait en aucun cas exercer une contrainte sur la personne et sur les biens du débiteur. On a dit avec raison que le marché constituait ainsi une sorte de lieu d'asile, puisque les obligations contractées en dehors de la paix et du conduit de ce marché ne pouvaient entraîner de poursuite tant que le débiteur était sous la protection de cette paix ou de ce conduit. On accordait cependant au créancier

(1) Huvelin, ouv. cit. chapitre des franchises.

la faculté de saisir les marchandises que le débiteur avait laissées loin de la foire dans ses boutiques ou entrepôts ; mais ce qu'on voulait éviter, c'était que la peur de rencontrer le créancier sur le marché empêchât le marchand débiteur de s'y rendre et de commercer.

Il faut, il est vrai, remarquer que cette protection ne s'étendait qu'aux obligations contractées antérieurement à la foire ou au marché ; il restait certain que les clauses du contrat conclu pendant la durée de la foire devaient être intégralement exécutées et qu'en cas de difficultés soulevées par le débiteur, le créancier pouvait employer tous les moyens de contrainte autorisés par la législation d'alors : il eut été, en effet, excessif de permettre au marchand ayant contracté pendant la foire de renier à la fin la parole qu'il avait donnée au début.

Mais ce qui faisait, surtout au Moyen Age, l'intérêt de cette franchise, c'était l'existence et l'application constante du droit de saisie privée. La saisie privée était la faculté qu'avait le créancier de se faire justice lui-même sans demander au juge d'intervenir au cours de cette saisie. Le créancier qui rencontrait en un lieu quelconque son débiteur, avait le droit de l'arrêter et de confisquer tous ses biens jusqu'à concurrence du montant de la dette qu'il lui devait. Ce procédé, bien en contradiction avec les idées que nous nous faisons aujourd'hui de la justice, était alors couramment employé. Ajoutons tout de suite que s'il devait être considéré avec faveur par le créancier, il devait en revanche donner lieu à de gros abus.

Ce fut justement pour éviter ces procédés vexatoi-

res et contraires aux intérêts commerciaux que l'on dota les foires du Moyen Age de la franchise d'arrêt. Il était donc admis que, dans une foire franche, aucune mesure de contrainte ou d'exécution ne pouvait être exercée sur le corps ou sur les marchandises d'une personne qui était dans la paix ou dans le conduit de cette foire, pour la libération d'une créance contractée antérieurement à l'arrivée dans celle-ci. Mais si la créance était née à la suite d'une opération commerciale faite au cours de la foire, le créancier pouvait en vertu du droit de saisie privée saisir le débiteur récalcitrant. (1)

La franchise d'arrêt ainsi comprise facilita pendant plusieurs siècles les rapports commerciaux. D'une utilité évidente au Moyen Age, elle fut d'une application moins fréquente dans la suite bien qu'en principe elle ait continué à produire ses effets jusqu'à la veille de la Révolution.

Telle que nous venons de l'exposer, cette précieuse franchise faisait-elle partie de celles dont bénéficiaient les commerçants fréquentant les foires de notre localité ?

Les plus anciennes foires de Sommières étaient, disent les lettres patentes, « franches à qui y veult aller, tant allant, séjournant et retournant, et tant de debtes que autres choses quelconques exépté de

(1) Les Jurisconsultes du moyen âge s'appuyèrent pour justifier la suppression de la saisie privée sur les constitutions des empereurs Valens et Valentinien « ut nullum immercatibus atque nundinis in negotiatorum conveniant... vel sub praetextu privati debiti aliquam ibidem concurrentibus molestiam possint inferre.. » Huvelin ouv. cit. p. 446. Const. I. Code de Nundinis IV 60.

crime dont pugnition corporelle ou perdition de membre de deust évidemment en suir. » D'où l'on peut sûrement déduire que la personne du marchand n'ayant commis aucun crime était à l'abri de toute action. Mais en était-il de même de ses biens ? Rien ne permet de le croire. Si nous considérons à ce sujet les franchises des grandes foires méridionales de Beaucaire, nous remarquerons aussi que, pendant plusieurs siècles, elles ne continrent aucune disposition relative à cet ordre d'idée. (1) Les biens de l'étranger à la foire pouvaient être saisis par le créancier. Et M. de Gourcy ajoute encore : « Cette grave lacune subsista jusqu'en 1583 où Henri III la combla. » A cette époque, Sommières avait été doté d'une foire par Henri II et de trois foires par Charles IX. Ces deux monarques avaient accordé à ces foires des franchises identiques à celles dont jouissaient alors toutes celles du Languedoc. Si nous nous en tenons aux franchises Beaucairoises du xvi^e siècle, les nôtres n'auraient pu contenir à cette date les dispositions relatives à l'insaisissabilité des biens du débiteur.

La communauté qui avait le plus grand intérêt à voir accroître l'activité commerciale et l'importance de ses foires, eut toujours soin de veiller attentivement au respect de leurs privilèges. Nous aurons plusieurs fois l'occasion de la voir prendre en mains l'intérêt des marchands fréquentant ses foires ; citons à titre d'exemple la protestation qu'elle éleva un jour

(1) Ch. Gourcy. ouv. cit. p. 37. Vidimus de 1463. « Per et inter quascumque personnas undecumque venire volentes, pure et libero et alsque detentione seu captione alicujus personne ».

à la suite de la violation par les officiers royaux des clauses de la franchise d'arrêt. Un marchand s'appelant Veirieux, dit Delpoux, avait été attiré par ruse hors de la ville, la veille d'une foire, par certains officiers royaux qui avaient à se plaindre de lui. Arrêté, puis amené prisonnier au Petit Gallarguès, notre marchand fut maltraité par ses agresseurs qui le laissèrent attaché pendant vingt-quatre heures à la poutre d'une chambre. Veirieux, revenu à Sommières se plaignit aux consuls ; ceux-ci réunirent le conseil de la communauté, le mirent au courant de cette affaire et convinrent d'un commun accord que la ville devait protéger ce marchand ; ils décidèrent en conséquence de poursuivre les délinquants en réparations et dommages pour violation des privilèges des foires de la communauté (1593). (1)

Les franchises fiscales.

Indépendamment des franchises que nous venons d'étudier, les foires étaient en général dotées de franchises fiscales : elles avaient pour but d'exempter le commerce des redevances perçues à l'occasion des ventes faites sur le marché. Ce privilège, en raison de l'abondance des taxations, présentait de gros avantages ; il aurait certainement rendu les plus grands services s'il avait été réellement respecté. Malheureusement comme il portait un énorme préjudice à

(2) Archives Sommières. Délibération du 2 Mai 1593. Rapporté dans Boisson. ouv. cit. p. 79.

tous ceux qui bénéficiaient de ces redevances, ceux-ci furent continuellement tentés de le méconnaître et de ce fait en lutte constante avec les défenseurs des franchises des foires et des marchés.

La franchise fiscale des foires de Beaucaire était strictement prévue par les privilèges de 1315. A partir de cette date elle avait été complètement exonérée des divers droits de marché et de transit perçus habituellement : « Sine solutione alicujus pedagii redibentiae vel impositi. » (1) Aussi, lorsque dans la suite Henri II eut établi les droits de Rève, de Haut-Passage et de Foraine sur les marchandises importées, lorsque Henri III eut créée la Traite Domaniale, la franchise fiscale de cette foire permit aux marchandises, arrivant directement de l'étranger et à destination de Beaucaire, de rentrer dans le Royaume et dans la Province sans acquitter les droits de douanes ordinairement perçus.

Les foires de Sommières, elles aussi, étaient franches. Mais les privilèges ne contenaient pas expressément la franchise fiscale. Rien de semblable au « sine solutione alicujus pedagii redibentiae vel impositi » de la foire de Beaucaire. Il est vrai cependant que nos rois avaient dit : « jouissant de semblables privilèges des autres foires et marchés du Languedoc. » Peut-on déduire par comparaison l'exonération fiscale des nôtres ? Assimiler les foires de Sommières aux foires de Beaucaire serait sans doute quelque peu prétentieux. Les nôtres étaient essentiellement régionales et ne pouvaient donner lieu à

(1) Gourcy, ouv. cit. p. 60.

la perception des Droits de Rève, de Haut-Passage et de Foraine. Mais ces taxes n'étaient pas les seules à atteindre le commerce, et puisque la franchise empêchait à Beaucaire le recouvrement de toutes les redevances, quelles que soient leurs natures, par analogie celle de Sommières qui accordait aux foires « semblables privilèges des autres foires et marchés du Languedoc » devait, tout au moins en principe, comprendre, elle aussi, cette même interdiction. C'est d'ailleurs ce que nous supposons, et les documents, que nous avons retrouvés à ce sujet, confirment également cette opinion.

Un état des foires et des marchés du Languedoc établi en 1733 sur les ordres de l'intendant, nous fait savoir que les foires de Sommières ne donnaient généralement lieu à la perception d'aucun droit; le seul avantage qu'elles rapportaient à la ville, c'était, disait-on, « une plus grande consommation de denrées » en raison du grand nombre de commerçants qui avaient coutume de s'y rendre. Cependant, lit-on encore dans cet état, la communauté ayant été autorisée à percevoir quelques subventions extraordinaires, certains droits furent perçus pendant la durée de ces subventions; mais avant « on ne levait aucun droit sur aucune marchandise qui se vendait à la foire. » (1). Il semblerait donc qu'en principe l'existence de la franchise fiscale ne fit aucun doute. Il n'en était pas de même en réalité. Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant : courtages, leudes, coupes et subventions grévaient les prix de vente de la plupart des

(1) Archives Hérault C. 2330.

denrées et paralysaient bien souvent, en les renchérissant dans de trop fortes proportions, la circulation des marchandises. Cependant toutes les contestations qui se sont élevées nous ont apporté de nouvelles preuves de l'existence réelle de la franchise fiscale. Nous croyons devoir mentionner ici le conflit de 1778 qui amena la communauté à préciser les privilèges fiscaux de ses foires et de ses marchés. Lors des foires de Carême et des Rameaux de cette année là, un marchand de chevaux du Puy en Velay, le sieur Lariboisière, fut assigné devant la cour du Sénéchal de Montpellier par le Marquis de Villevieille, propriétaire des droits de leudes, de coupe et de courtage, en payement de la somme de 18 livres pour la vente de trente-deux chevaux (24 lors de la foire des Rameaux, 8 lors de la foire de Carême). Ce dernier protesta ; les consuls de la ville avertis soutinrent avec le conseil de la communauté le marchand du Puy. M. de Provence, premier consul et maire ; exposa comme suit l'affaire aux conseillers : « Comme un pareil droit de leude, dit-il, n'a jamais été perçu dans la ville de Sommières et fauxbourg, qui est une nouveauté que les succès du dit Marquis voudrait établir, qu'en supposant même que le prétendu droit eut quelque espèce de fondement il avait prescrit puisque depuis un temps immémorial il ne s'était point perçu ; qu'il est de l'intérêt de la communauté d'intervenir dans la dite instance, de s'opposer fortement à ce que M. le Marquis de Villevieille se fasse payer un pareil droit qui causerait la désertion des foires de cette ville, dont l'objet le plus considérable sont les ventes de mulles et de chevaux qui s'y font, que d'ailleurs (et c'est là qu'est l'élément essen-

tiel) *toutes les foires de cette ville sont franches et exemptes de tous droits* suivant les privilèges accordés à la communauté par le Roy... » (1)

Citons enfin l'enquête de 1789 sur les foires du Languedoc et sur les droits perçus à l'occasion de ces foires et nous aurons une dernière confirmation et de la franchise fiscale des foires de Sommières et de son habituelle violation. « Il est prétendu, dit cette enquête, que malgré la franchise de ces foires on perçoit plusieurs droits considérables sur les grains, bestiaux, qui s'y vendent; ils sont perçus au profit du seigneur actuel (M. de Joubert) et sur la demande duquel il a été fixé provisoirement par un arrêt de la Cour des Aides du 31 Mars 1778. » (2)

Ainsi à la fin de l'Ancien Régime les foires de Sommières réalisaient les deux conditions en apparence les plus contradictoires : une franchise fiscale générale officiellement reconnue par la royauté, la perception de redevances les plus diverses sous l'autorité de la justice du roi ! Et de cette façon dans les foires « franches » de notre ville, on vit les grains payer jusqu'à *treize* sols par salmée !

Devant une constatation aussi anormale, on est en droit de se demander comment une telle situation a pu se maintenir pendant si longtemps. Car ou les foires

(1) Délibération du 10 mars 1779. Des avocats de Toulouse consultés à ce sujet répondirent aux consuls : « Le privilège des foires est précieux pour toutes les communautés, le gouvernement même l'envisage sur ce point de vue puisqu'il ne l'accorde point indistinctement à toutes ; d'un autre côté elles ne le sollicitent avec tant d'empressement qu'en considération des grands avantages qui en résultent ». FF. 48.

(2) Archives Hérault C. 2331. Enquête du 21 Janvier 1789.

étaient réellement franchises et dans ce cas la Royauté qui les autorisait devait veiller au respect de leurs franchises, ou elles ne devaient être considérées que comme de simples moyens fiscaux et alors pourquoi les entourer de franchises aussi larges ? La question se posa avec acuité en ce qui concernait les foires de Beaucaire. Leur importance avait été à diverses reprises compromise par les exactions des agents fiscaux. Tout le commerce s'en était plaint ; mais l'autorité avait paru ne s'en émouvoir que fort peu. Cependant les foires de Beaucaire constituaient au XVIII^e siècle le plus gros événement économique de la France. Pourquoi ce désintéressement de la part du Gouvernement ?

On estime qu'il faut en rechercher les causes dans la défaveur avec laquelle toutes les foires furent en général considérées à la veille de la Révolution. Les griefs qu'on portait contre ces manifestations commerciales étaient très nombreux.

Pour les uns, les foires favorisaient les accaparements et les coups de bourse perturbateurs ; ils accusaient, par exemple, les commerçants en blés d'établir les cours à leur volonté sur le marché et d'affamer ainsi les populations ; pour les autres la protection accordée aux grandes foires était défavorable au commerce français qui ne pouvait lutter contre les marchandises étrangères bénéficiant de gros avantages douaniers (1) ; certains enfin, au nombre desquels

(1) La concurrence que faisaient toutes les marchandises étrangères entrant en franchise dans le Pays était devenue telle que l'on retrouve jusque dans les cahiers de doléances de notre ville les vœux suivants : « Que Sa Majesté ordonne la proscription absolue des mar-

nous devons comprendre les Physiocrates, adversaires de toute contrainte et de tout privilège, réclamaient la liberté complète du commerce.

Ce sont ces considérations qui expliquent pourquoi dans le Répertoire de Jurisprudence de Guyot et Merlin, on peut lire, chapitre des foires : « En comparant les petits avantages qui résultent de cette foire (celle de Beaucaire) pour le Languedoc et le Dauphiné au préjudice qu'elle cause au commerce général du Royaume et aux fabriques on ne balancera pas à écrire que sa suppression n'entraînerait aucun inconvénient. » (1)

Ces quelques lignes suffiraient sans doute à nous expliquer pourquoi dans les petites foires de Sommières on attachait si peu d'importance, à la veille de la Révolution, aux prescriptions de ces franchises. Nous ajouterons cependant à ces raisons les observa-

chandises de luxe provenant des fabriques des Indes comme étant une source d'appauvrissement par la quantité de numéraire qui sort du Royaume par ce commerce et comme un principe qui tend au découragement de l'Industrie Nationale (Ch. V. Commerce et Industrie art. 7). Archives Sommières BB. 47.

(1) Guyot et Merlin : Répertoire de Jurisprudence, Chapitre des Foires t. VIII p. 438.39. Voir également Huvelin ouv. cit. Ch. XI. — Turgot. Foires et Marchés (articles de l'Encyclopédie) : « Qu'importe qu'il se fasse un grand commerce dans une certaine ville et dans un certain moment si ce commerce... momentanément n'est grand que par les causes qui gênent le commerce et qui tendent à le diminuer dans tout autre temps et dans toute l'étendue de l'Etat » Arrêt de septembre 1774 « Attendu que la défense de vendre ailleurs que dans les marchés surcharge, sans aucune utilité, ces achats et les ventes des frais de voiture au marché, des droits de hallage, magasinage et autres également nuisibles au laboureur qui produit et au peuple qui consomme.... » (Huvelin p. 316).

tions que nous avons retrouvées à ce sujet dans un mémoire sur nos foires datant des premiers jours de la Révolution : « Si elles ne sont plus aussi considérables que ce qu'elles étaient autrefois, c'est par l'effet d'une cause connue ; les routes que l'on a percées, les canaux que l'on a creusés depuis un demi-siècle ont permis au commerce de faire circuler en grand les denrées et les marchandises et d'établir des dépôts dans les plus petites communes. Ces avantages qui deviendront plus grands par les projets utiles de la Convention, doivent encore les rendre moins considérables un jour. » (1)

(1) Archives Gard. SM. 14.85.

CHAPITRE VII.

Les Impôts atteignant le Commerce pendant les Foires et les Marchés de Sommières

Généralités sur les origines de ces impôts. — Le Droit de courtage. — Les leudes et les coupes : leurs tarifs, tarif du Livre juratoire et tarif de 1537 ; Le Procès des leudes et des coupes ; Conséquences néfastes de la perception de ces droits. — Les Droits de subvention : leurs natures et leurs taux. — Les Droits sur les Vins et le Régime des Vins à Sommières ; Protectionnisme local ; Privilège des Vignerons Sommiérois ; Arrêt de 1776.

Les foires et les marchés de Sommières, d'après les lettres patentes qui les avaient créés, jouissaient d'une franchise fiscale générale et cependant, nous venons de voir qu'à chacune d'elles, les fermiers ne se gênaient point pour exiger, rigoureusement d'ailleurs tous les droits qu'ils avaient à charge de recouvrer.

Pour expliquer l'existence de tous ces droits, malgré les prescriptions de la franchise, il faut remonter à l'origine de nos premières foires, à la création de nos premiers marchés. Autorisés au Moyen Age par les Seigneurs d'Anduze ils étaient alors une dépendance de leurs droits seigneuriaux et constituaient pour eux une grosse source de revenus ; tous les marchands étaient, aux marchés de Sommières, redevables de taxes diverses conformément au tarif établi par ces Seigneurs ; nul ne pouvait s'y soustraire car ils

veillaient avec attention au recouvrement de ces divers droits. Lorsque, plus tard, la royauté fut devenue la protectrice du commerce de notre ville et lorsqu'elle voulut donner un nouvel essor à la vie commerciale du pays, elle comprit que cette taxation était une entrave malheureuse qu'il importait de supprimer. Aussi donna-t-elle de larges franchises aux foires de ses communautés. Cette politique devait inévitablement atteindre tous les bénéficiaires des anciens droits; ces derniers défendirent avec ténacité les prérogatives qu'ils tenaient de leurs pères ou qu'ils avaient achetées à prix d'argent.

De son côté, la ville protesta bien souvent contre une violation aussi préjudiciable de ses privilèges; mais les revendications bien légitimes de la communauté ne furent passouvent entendues et, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, des taxes frappèrent parfois très lourdement les marchands fréquentant nos foires pour les marchandises qu'ils y vendaient.

Ces charges devinrent par moment un obstacle très sérieux au libre développement de nos marchés. Alors que les communautés voisines n'étaient généralement atteintes par aucun droit, la nôtre voyait son activité commerciale compromise par les exactions continuelles commises par les fermiers de ces différents droits. Que de fois les délibérations du conseil de la communauté furent l'écho des protestations qui s'élevèrent à ce sujet ! La ville prit la défense des marchands victimes de ces concussions fiscales. Un procès long et coûteux commença en 1750 contre le Marquis de Villevieille, propriétaire de la plupart de ces droits ; la communauté eut à lutter contre l'auto-

rité de ce puissant seigneur ; sans se décourager elle se montra décidée à conduire jusqu'au bout cette lutte qui avait pour enjeu la vie économique de ses foires et de ses marchés et toute son activité commerciale. Déboutée en 1751 puis en 1770, les conseillers portèrent l'affaire en Cassation. Mais la justice trop lente et trop souvent partielle ne permit pas à ce grave conflit de trouver une fin avant 1789. La Révolution, en détruisant les fondements de la vieille organisation de l'Ancien Régime, apporta un dénouement violent à ces trop nombreuses contestations qui avaient troublé, pendant tout le siècle, la tranquillité et le calme de notre paisible cité.

Nous nous occuperons dans ce chapitre des droits anciennement connus sous les noms de :

Courtage, leudes, coupes et subventions (1) ; nous terminerons enfin par une étude succincte des droits perçus sur les vins et du régime protectionniste dont bénéficièrent les viticulteurs Sommiérois.

Le Droit de Courtage.

Le droit de courtage, prélevé à Sommières, n'était en fait que le droit communément désigné sous le nom de « Poix du Roy ». Il était perçu à l'occasion du

(1) Notons aussi comme nous l'apprend M. Lombard-Dumas, (Histoire de l'hôpital p. 92) que les Dames de Miséricorde avaient l'habitude de faire la veille des deux grandes foires qui se tenaient annuellement une quête au profit des pauvres. Elles rapportaient au XVIII^e siècle de 10 à 20 livres par an.

pesage et du mesurage des marchandises vendues dans la ville et consulat de Sommières conformément aux usages anciens.

Cette taxe était due dans notre ville depuis un temps quasi immémorial. Comme les leudes et les coupes le courtage était un droit seigneurial et comme tel il passa entre les mains de la royauté lorsque notre communauté fut acquise par la couronne.

On retrouve le courtier public dans une ordonnance de police du xv^e siècle. « Plus est faicte inhibition à toutes personnes, estrangier ou habittant, de faire aulcun courretage avec mulletiers ou marchandz dans la dicte ville de Somyères, faux bourg et jurisdiction d'ycelle, cela estant réservé aux courratiers des dictz consulz ou conseillers quy auront presté sermant en la dicte cour royalle, à paine de dix marcz d'argeant applicable au Roy. » (1)

Les privilèges de la ville avaient, en effet, officiellement consacré l'existence du courtier public choisi chaque année à la Saint-Martin ; « Item, sont accoustumé les dits conseillers chacun an à la Saint-Martin fere incanter et arrenter le courretaige de la dicte ville et le bailler au plus offrant et l'argent qui en est, et se doit convertir et propres uzaiges des dicts conseillers ou de la communauté et le courratier à qui le dit courretaige reste ou demeure est présenté par les dicts conseillers aux dicts officiers royaulx pour faire le serment et jurer de bien et loyalement faire

(1) Boisson, ouv. cit. p. 133. Règlement de Police de 1464.

son devoir au dit courreitage tant à l'utilité du pauvre que du riche soit privé ou étranger et ne se doit entremesler du dit courrataige en la dicte ville ne ez faulxbourgs dicelle sous peine de dix livres tournois à nous applicables. » (Art. 16).

Le courtier était ainsi un fermier assermenté dont les fonctions étaient nettement délimitées par les privilèges. (1) Il avait dans cette charge le monopole le plus complet. Mais il devait pour la posséder offrir au moment de l'enchère l'arrentement le plus élevé. La ferme du courtage entraînait chaque année dans la caisse de la communauté. Si nous en croyons le montant des différents baux retrouvés dans nos archives, elle ne fut jamais très forte : c'est ainsi qu'elle oscilla, de 1578 à 1585, entre 37 et 40 livres tournois. Les sommes rapportées par le courtage variaient évidemment avec les années car elles dépendaient de l'importance des opérations commerciales, de l'afflux étranger, des marchandises apportées et surtout des événements. Aussi les consuls de notre ville avaient-ils prudemment le soin de mettre dans les clauses principales de ces baux que : « les fermiers ne seraient aucunement en droit de demander une diminution de leur arrentement si la peste menaçait la ville, si on était obligé d'en fermer les portes ou si, pour une cause quelconque, on devait temporairement supprimer la tenue des foires et des marchés. » (2)

(1) A partir du XVIII^e siècle ce furent les courtiers qui furent chargés de consigner à la fin de chaque marché le prix de vente des grains (par salmée), de l'huile (par canne) et du vin (par muid) sur le Registre des Mercuriales. Délibération du 28 janvier 1696.

(2) Archives Sommières DD 15.

Avec le ^{xvii}e siècle la vie commerciale, compromise jusqu'alors par les guerres de religion, se ranima peu à peu ; et lorsque notre ville eût repris à nouveau son aspect d'autrefois, le droit de courtage redevint rémunérateur. Ce fut à ce moment que la royauté, toujours à la recherche de nouvelles ressources, et fidèle à la politique traditionnelle de la création d'offices, songea à transformer la nature du droit de courtage en Languedoc. Le roi fit du courtage une charge vénale. La conversion eut lieu à Sommières en 1634 au profit du sieur Guiraudenc ; mais lorsque ce dernier voulut réclamer la remise des poids et mesures, la communauté, refusant de se laisser dépouiller de la sorte, protesta vigoureusement en invoquant l'autorité de ses privilèges. Cette raison dut prévaloir, car le nouveau titulaire de cette charge ne put jamais en prendre possession. (1)

La communauté devait d'ailleurs ne pas jouir pendant bien longtemps des bénéfices du droit de courtage. Pour rétablir l'équilibre de ses finances détruit par les nombreuses dépenses engagées à la suite des guerres de religion, elle dut, conformément aux édits royaux, procéder à la vente d'une partie de ses biens patrimoniaux. En 1662, en effet, le déficit du budget communal s'élevait à plus de cent mille livres. Aussi les commissaires inspecteurs de Sa Majesté décidèrent-ils que la communauté devait, pour se libérer entièrement, procéder à certaines ventes au nombre desquelles, ils firent figurer la vente du droit de courtage.

(1) Délibération du 8 Juin 1634. Rapporté par Boisson ouv. cit. p. 297.

Les délibérations de 1668 et 1669 fixèrent les modalités de cette vente qui eut lieu conformément aux usages d'alors le 20 septembre 1669. (1) Ce fut le sieur de Pavée, Marquis de Villevieille, qui surenchérit le dernier et qui devint propriétaire de ce droit, exempt de toute charge et à jouissance perpétuelle, moyennant la somme de : trois mille cinq cent livres. (2) Le premier janvier 1670, ses commis commencèrent les prélèvements auxquels il donnait droit.

D'après les coutumes en vigueur, les habitants, vendant à l'intérieur de leur boutique, n'étaient pas sujets au paiement de ce droit ; mais, peu à peu, les agents du nouveau propriétaire, dans le but d'accroître leurs revenus, étendirent considérablement les modalités de la perception. Bien qu'ils aient prêté serment de procéder suivant les anciennes coutumes, ils assujétirent au paiement les habitants vendant dans leur maison ; puis ils taxèrent très lourdement les étrangers assidus de nos marchés et de nos foires.

(1) Archives Sommières DD 15. Délibérations des : 4 octobre 1668, 9 Juin, 9 Juillet et 21 Juillet 1669. — Edit d'Octobre 1667 ordonnant aux Communautés de se libérer de leurs dettes en huit années.

(2) Le Marquis de Villevieille était : lieutenant du Roy de la ville et château de Sommières, Seigneur de Villevieille, Baron de Montredon, et capitaine de Cavalerie dans le Régiment Royal. Il était un des principaux créanciers de la ville ; propriétaire du droit de leude et du sixième du droit de coupe sur les blés, il devenait propriétaire du droit de courtage. Frère du Premier Consul alors en exercice, on conçoit tous les avantages qu'il pouvait retirer de cet achat et tous les désagréments que la ville pouvait en encourir. Il est à noter que dans cette vente, très importante pour la Communauté, le tarif du droit de courtage ne fut pas inséré dans l'acte comme il avait été décidé.

Le développement commercial de notre ville qui caractérisa le commencement de ce siècle, augmenta dans d'assez grosses proportions les revenus du nouveau courtier ; aussi l'accroissement des transactions commerciales, joint aux exactions commises par les préposés, firent que le courtage rapporta annuellement au Marquis de Villevieille près du 30 % du prix qu'il l'avait payé. Notre ville, dont la situation s'était grandement améliorée, soucieuse de maintenir la bonne renommée de ses foires, demanda le rachat de ce droit. Ce rachat, sur les bases des conditions de la vente, était légalement possible en vertu des dispositions de certains édits royaux. Il était même unanimement désiré car, disait-on alors, « si le courtage appartenait à la communauté elle remédierait aux différents abus commis pendant les jours de foires et de marchés ; elle empêcherait de languir le commerce et les étrangers ne seraient plus dès lors rebutés d'y apporter leurs marchandises par la façon dont les fermiers exigent les droits ; elle assurerait une perception plus douce et plus favorable au contribuable ; elle éviterait les nombreux procès que l'extension donnée par les bénéficiaires du droit causent chaque jour ; enfin, il serait d'une grande importance que la communauté conservât ce droit, personne n'ignorant les grandes ventes et trafics qui se font aux foires et aux marchés en bétail et en marchandises de toutes espèces, grâce au nombre infini d'étrangers qui se pressent à y assister. » (1) Etant données ces considé-

(1) Délibération du 29 mars 1751.

rations et forte du droit que lui donnaient les Edits de 1667 et 1716, la ville demanda avec l'appui de l'Intendant, Monseigneur de Saint Priest, à rentrer à nouveau en possession de ce droit. (1) Le Marquis de Villevieille, qui désirait conserver les bénéfices de la perception de plus en plus lucrative du courtage, refusa et la ville dut porter cette affaire devant les tribunaux. Ce procès vint s'ajouter à celui qui était alors en instance et qui avait pour objet la perception des leudes et des coupes. L'arrêt provisoire de 1751 (10 Février) décida que pour le courtage les parties se pourvoiraient devant la Chambre des Aides. Mais la justice était particulièrement lente au XVIII^e siècle et le tarif de 1789 portait encore que le droit de courtage vendu « il y a cent ans environ au Seigneur de Villevieille » se percevait toujours au bénéfice de ce dernier. Sans doute l'affaire du courtage comme celle de la leude et des coupes n'était-elle pas encore éclaircie à la veille de la Révolution !

Deux questions restent maintenant à préciser : ce sont celles relatives aux marchandises atteintes par ce droit et aux tarifs qui leur étaient appliqués.

Sur tous les baux antérieurs au XVIII^e siècle il était écrit que le droit serait exigé selon les conditions portées dans l'inviolable coutume. Mais ces conditions n'étant pas transcrites dans leur intégralité on sait, seulement que « les fermiers ne pouvaient demander

(1) Les Edits d'Avril 1667 et du 30 Juin 1716 prévoyaient que les Communautés pourraient rentrer en possession des droits patrimoniaux vendus depuis 1620 sans aucune formalité de Justice. Archives Sommières DD 15.

aux habitans de la ville que quatre deniers par quintal pour les marchandises qu'ils pesaient suivant les privilèges données par le roi, nos souverains, Seigneur de la dite ville », que les étrangers payaient selon la coutume et que dans les ventes de blé il était perçu un sol par salmée payable par l'acheteur étranger ou par moitié par les deux parties si elles habitaient la ville. (1)

L'acte de vente de 1669, malgré son importance, ne contenait pas le tarif. Nous ne possédons en définitive que celui de 1789 dont voici la teneur. Il était perçu :

1^o 10 sols sur chaque charge de fromage vendue en gros, payables par le vendeur et obligatoirement pesée par le commis du droit.

2^o 5 sols pour chaque charge de légumes.

3^o 10 sols » » » de chanvre

4^o 16 sols » » » d'huile, mais les habitants de Sommières ne devaient payer que la moitié de cette somme.

5^o 10 sols pour chaque charge de poids.

6^o 10 sols pour chaque charge de laine filée en rame.

7^o 1 sol par livre pour chaque quintal de soye filée.

8^o 2 sols par balles pesées pour les laines et autres marchandises sujettes au poids.

9^o 2 sols par pesée pour chaque cochon.

10^o 1 sol par salmée de bled.

11^o 1 sol 6 deniers par charge de charbon ou de bois.

(1) Archives, Sommières DD 15.

12° 1 sol par charge d'écorce de chêne vert.

13° 2 sols par pesée de miel.

14° 2 sols » » de cire.

15° 1 sol par charge de paille, foin et autres fourrages.

A en croire le document contenant les articles du tarif ci-dessus, la perception du droit de courtage se faisait à cette époque, avec exactitude et sans vexation. (1)

Les Leudes et les Coupes.

Il existait depuis très longtemps à Sommières un droit perçu sur les marchandises portées et mises en vente à l'intérieur de la ville ; il était généralement connu sous le nom de leude et plus particulièrement sous celui de coupe lorsqu'il était prélevé sur les grains.

Leudes et coupes étaient, en effet, de vieux droits seigneuriaux ; créés avec nos premiers marchés par les seigneurs d'Anduze, ils furent perçus régulièrement pendant toute l'ancienne monarchie.

Dans les quelques actes que nous avons déjà cités en traitant de l'origine de nos marchés, nous avons vu Bernard d'Anduze donner à la Confrérie de Sommières tout le blé de la leude levée pendant le marché du Samedi, avant ou après notre Dame de Février ou de

(1) Archives, Hérault C. 2340.

la Chandeleur, et tous les autres droits seigneuriaux lui appartenant pendant le marché du même jour. Puis nous avons appris, par la transaction de 1254, que les commissaires de Saint-Louis avaient également réglé un différent qui s'était élevé, entre les habitants de notre ville et le Sénéchal de Beaucaire, au sujet des coupes sur les blés perçues après l'heure des Vêpres.

Ces anciennes prérogatives seigneuriales furent appelées à jouer un rôle très important dans la vie économique de notre ville. Prélevées souvent très durement elles soulevèrent de vives protestations, furent le point de départ de nombreux procès et causèrent, même au XVIII^e siècle, de légitimes préoccupations au Conseil de notre communauté. Sans entrer dans une étude historique trop détaillée de ces deux redevances, nous avons cru devoir en rechercher les caractères et examiner l'influence qu'elles exercèrent sur la situation commerciale de notre communauté.

La Leude proprement dite.

Le recouvrement de la leude était au Moyen Age communément répandue dans toute notre région. Considérés dans leur ensemble les droits de leude étaient des droits d'étalages, « ils apparaissent, dit M. Huvelin, à une époque relativement tardive, et ils sont connus sous le nom de laudes, leudes, leidæ, ou encore laudaticum. » (1) Ainsi, à Sommières, tous les

(1) Huvelin, ouv. cit. p. 585.

marchands disposant d'étalages, tables ou tabliers, pour exposer les marchandises apportées sur le marché, étaient obligatoirement soumis au paiement de cette sorte d'impôt. « Tots los Sabatiers que *taulejou*, cascun dissapte pagua cascun una pogeza de leude » disait l'article premier du tarif. Mais ce paiement ne représentait pas la location du tablier ou de l'étalage qui servait à l'exposition, il représentait au contraire la somme qu'il fallait nécessairement verser entre les mains du Seigneur pour que celui-ci autorisât à vendre sur son marché. C'est pourquoi les marchands qui, étant donnée la nature de leur commerce, n'avaient point à dresser de tabliers, comme par exemple les marchands de bêtes de somme ou de chevaux, n'en étaient nullement exempts : « Item ung rossin se se ven pagua quatre deniers » (art. 11.) (1) La leude était donc en définitive et suivant les cas ou la redevance que devaient payer certains marchands mettant en vente des marchandises déterminées par le seigneur du marché ou la quotité due à ce seigneur à l'occasion de la vente de certaines marchandises.

Le recouvrement des leudes était assuré par le Leudaire, représentant le bénéficiaire du droit ; il percevait en argent ou en nature selon les marchandises imposées. Les sabatiers payaient par exemple « un parelh de sàbatas » le premier samedi des Avents ; les marchands de cire donnaient un peu de cire et les vendeurs de « palas, faugons et dentals »

(1) Tarif de la Leude : Voir pièce justificative N° 5. Archives Sommières FF. 59.

« una pala, ung faugon ou un dental. » Mais le plus souvent c'étaient pogèses, pites, deniers ou livres que les marchands devaient payer au leudaire seigneurial ou royal.

Sur quelles bases ce dernier se fixait-il pour établir le montant de l'imposition à recouvrer ? Pendant longtemps le tarif qui resta en vigueur fut celui qui avait été écrit sur le livre en parchemin contenant les coutumes de notre ville, soigneusement conservé pendant plusieurs siècles dans les archives de la Cour royale de notre communauté.

Créé par les seigneurs d'Anduze en même temps que nos premiers marchés, il fut vraisemblablement appliqué jusqu'au xvi^e siècle, époque à laquelle il fut l'objet de nombreuses modifications. Après l'échange de 1248, cette redevance seigneuriale était devenue la propriété de la royauté ; mais pour des raisons que nous ignorons, cette dernière s'en dessaisit au xiv^e siècle au profit d'un particulier ; ce fut cette cession qui suscita dans la suite de nombreuses contestations ; elles devinrent telles au xvi^e siècle qu'elles nécessitèrent la révision de l'ancien tarif seigneurial en vue de l'établissement d'un nouveau. Un arrêt du Grand Conseil du 26 Août 1537 en élaborait un second ; mais cet arrêt, contenant « des chauses douteuses qui ne sont pas spécifiées ni assez déclarées », les parties préférèrent transiger et en conséquence il fut convenu que le propriétaire d'alors pourrait désormais exiger « la leude de laquelle a été question et procès ez forme et manières contenu du livre juratoire ancien de la cour royale ». Cette transaction, du 26 Janvier 1537, constituait donc un troisième tarif tenant

et de l'arrêt du Grand Conseil et du Livre Juratoire. Bien que étant le fruit d'une transaction il ne devait que compliquer, comme nous aurons l'occasion de le voir, la question du recouvrement de la leude. (1)

Nous ferons connaître dans leur ensemble les deux premiers tarifs : 1^o par ce que celui qui était contenu dans le livre juratoire est le document le plus ancien que nous ayons retrouvé intéressant l'histoire commerciale de nos premiers marchés ;

2^o par ce que le tarif de 1537 (Arrêt du Grand Conseil) doit être considéré comme le seul tarif officiel de la leude perçue dans notre localité depuis le xvi^e siècle jusqu'à la Révolution.

Tarif de l'Arrêt du Grand Conseil du 20 Août 1537, fixant les Droits qui sont dus à la maison de Ville-ville.

Article 1. Sur tous et chacun cordonniers, sava-tiers, couiratiers sive courayeurs, tenant tablier ou boutique au dit Sommières : quatre Carolus par an le premier Samedi des Advents.

Art. 2. Sur chacun boucher vendant chair au dit Sommières pour bœuf ou vache : quatre deniers.

Art. 3. Un denier tournois pour pourceau.

Art. 4. Pour chacun mouton, brebis, agneau, che-vreau qui sera tué le samedi : une pite.

Art. 5. Sur chacun mercier tenant tablier au dit jour de samedi, une pite ou une aguillete ou chose équivalente.

(1) L'Arrêt du 26 janvier 1537 était postérieur à celui du 20 août 1537 parce que l'année ne commençait à cette époque que le lendemain de la fête de Pâques.

Art. 6. Sur les vendeurs de fruit, une maille par sol.

Art. 7. Pour chacun cheval, mule, mulet et autres bêtes rossantines, bœuf, vache, ane vendus au marché : quatre deniers.

Art. 8. Un denier pour pourceau.

Art. 9. Et pour brebis ou chèvres achetées au dit lieu, une pite.

Art. 10. Et pour pourreaux, choux et navaux qui se vendent au dit samedi, une poignée de chacun, modérément toute fois selon la quantité qui est exposé en vente.

Art. 11. Et aussi sur chacun marchand vendant au dit lieu : grazals sive godals, palles, forgons et autres ustenciles de bois : une pièce pour une fois pour toute l'année.

Art. 12. Et de palles, fourgons, dentals, une palle, fourgon, dental pour charge.

Art. 13. Sur chacune charge d'olles ou pots de terre une pite ou pot de la dite valeur.

Art. 14. Sur chacun marchand vendant escuelles pour toute l'année une escuelle.

Art. 15. Pour charge d'oignons, une douzaine de fours sive resses et s'il y en a moins qu'une charge, pour chaque douzaine un four sive resses.

Art. 16. Pour charge de cercles de tonneaux vendus au dit lieu par les étrangers en quelque temps que ce soit deux deniers tournois.

Art. 17. Pour charge de tines ou autres vaisseaux vinaires vendus par les étrangers au dit lieu, deux deniers ou une maille par pièce à leur choix.

Art. 18. Pour gerbe ou charge d'amarines, un moncel.

Art. 19. Et aussi lever à la sixième partie du bled, avoine, pois, fèves, farine, folfrée, graine de canabe et autres graines que le leudaire du roi lève et prend au dit Sommières pour le droit de leude appelé droit de coupe aux dépens du coupejaire et de ses mains.

Art. 20. Et outre ce, sur le poisson vendu le samedi au dit lieu une maille pour sol.

Art. 22. Et pour charge de harengs vendu en gros en tout temps au dit lieu, deux deniers tournois. » (1)

Il est intéressant de remarquer que dans ce tarif et plus encore dans celui du Livre Juratoire, de gros avantages fiscaux étaient consentis aux Sommiérois. Les principes qui avaient inspiré les auteurs de ce régime financier, étaient bien ceux qui correspondaient aux idées économiques de l'époque. Le protectionnisme communal était en effet à la base de tout système commercial. Si les étrangers voulaient fréquenter les marchés de notre communauté et profiter des faveurs qui leur étaient accordées, il était naturel qu'ils payassent en conséquence puisqu'ils retiraient des opérations qu'ils y faisaient les plus appréciables profits. Et ne fallait-il pas encore avoir à chaque instant le souci de récupérer, par l'impôt sur l'étranger, une partie du numéraire que ce dernier emportait régulièrement en échange de ses marchandises ? Si l'on n'avait eu cette précaution l'affluence étrangère dans notre ville eut été non plus un signe de richesse

(1) Extrait du dossier du Procès de la Leude. Archives Sommières ; FF. 59.

et de prospérité mais une cause d'appauvrissement et de ruines.

Le tarif de 1537 marquait cependant un progrès ; en atteignant un nombre de marchandises plus restreint, il devait être plus avantageux au commerce et peut-être est-ce aussi pour cette raison qu'il suscita de la part du bénéficiaire des leudes de nombreuses observations.

Le droit de leude avait été, en effet, partiellement cédé en l'an 1347 par son ancien propriétaire le Dauphin de Vienne, Humbert, au Sieur Géro Prato, sous certaines conditions. Les revenus des leudes seigneuriales devaient, d'après les coutumes, servir selon les besoins, à l'entretien du marché ; on disait alors couramment du droit de leude qu'il était un droit du marché, du carreau et de la vente. Aussi, celui qui en assurait la perception, avait-il à charge d'entretenir les halles et autres lieux nécessaires au déploiement des marchandises, ainsi que toutes les dépendances du marché : rues, pavés, aqueducs et même puits communs.

La vente faite par le Dauphin ne fut, avons-nous dit, que partielle ; les leudes étaient, en effet, divisées en deux catégories : les menues leudes qui englobaient toutes celles dont la perception peu importante ne demandait que poggèses, pites, oboles ou mailles et les Grosses Leudes qui groupaient au contraire celles qui exigeaient une plus forte contribution ; (1) le

(1) Ces Monnaies qui ne circulaient plus pour la plupart au XVIII^e siècle n'avaient qu'une bien faible valeur.

La Pougeoise (la plus petite de toute) valait 1/8 de denier.

« parelh de sabata » du savetier, le « coble » des cuiratiers, les droits sur le sel et surtout les droits sur les grains étaient évidemment les principaux articles de la grosse leude. Ce furent les menues leudes en entier et le sixième des grosses leudes sur les grains qui furent données en 1347 par le Dauphin au Sieur Prato, les premières pour la somme de 70 livres et les deuxièmeés pour 150 seulement. Dans la suite, par le fait de nouvelles concessions, elles devinrent d'abord la propriété de Sieur Pierre Scatisse, puis, en 1527, de Noble Bernard de Pavée, Seigneur de Villevieille.

Les grosses leudes, y compris les cinq sixièmes des coupes sur les grains, furent acquises par la communauté vers la fin du xvi^e siècle. Au xvii^e siècle les leudes étaient donc perçues au bénéfice du Seigneur de Villevieille et de la communauté.

Tandis que cette dernière fit, petit à petit, abandon des siennes au profit du commerce communal, les commis du Marquis de Villevieille renforcèrent à chaque occasion le montant des leurs. Les menues leudes consistaient à l'origine en bien peu de chose : elles furent progressivement augmentées ; les grosses leudes ne devaient atteindre que le sixième des coupes : elles comprirent bientôt les leudes des cuiratiers et des savetiers. Aussi, à la veille de la Révo-

La Pite (picta : monnaie frappée à Pictavium : Poitiers) valait 2 pougeoises soit $\frac{1}{4}$ de denier.

L'Obole valait : $\frac{1}{2}$ denier.

La maille de billon où maille noire valait $\frac{5}{8}$ de denier.

Et le denier n'était que la douzième partie du sol et que la $\frac{1}{240}$ partie de la livre.

lution, les perceptions du Marquis de Villevieille atteignaient les chiffres suivants :

1^o Aux cordonniers, les fermiers demandaient un abonnement amiable d'une livre par an, alors qu'ils ne pouvaient les imposer que s'ils tenaient tablier le samedi ;

2^o Ils percevaient un sol par bœuf vendu à la foire au lieu de quatre deniers ;

3^o Six deniers pour un cochon, alors que le tarif n'en portait qu'un ;

4^o Un denier par mouton, brebis, agneau, chevreuil et non une pite ;

5^o Un sol par mule, mulet, cheval ou jument alors qu'il n'était dû que quatre deniers ;

6^o Le fermier prélevait en outre un droit très arbitraire sur les chataignes, navets, raves, fruits, oignons, aulx, porros et poissons qui se débitaient sur le marché. (1)

Tous les documents se rapportant à cette époque se trouvent d'accord pour confirmer les conséquences désastreuses de la politique financière du propriétaire de ces droits. Les foires et les marchés furent directement atteints dans leurs développements par ces variations fantaisistes de perception. Les commerçants demandèrent des garanties ; la communauté voulut bien exiger le respect des privilèges et des conventions déjà établies, mais elle se heurta à l'autorité et à la puissance de ce Seigneur, qui depuis 1669 monopolisait à peu près dans ses mains, le re-

(1) Archives Hérault. C. 2340. Rapport sur les droits perçus dans les foires de la Province. (Diocèse de Nîmes).

couvrement de la plupart des redevances dues par la population commerçante de notre localité.

Le conflit n'atteignit cependant son maximum d'intensité que lorsque, aux contestations dues à la leude proprement dite, vinrent se joindre toutes celles causées par la perception des coupes sur les grains.

Avant d'en rechercher et l'importance et les répercussions, examinons brièvement la nature et les caractères du droit de coupe.

Les Coupes.

Le droit de coupe ou leude perçue sur les grains, était le droit en vertu duquel une certaine quantité de grains devait être prélevée par sétiers vendus. D'après l'article 36 du Livre Juratoire, cette quantité s'élevait à une coupe ajustée avec la main ce qui correspondait à « la contenance d'une double poignée de grains dans les deux mains réunies en creux ou en coupe. » (1)

Ce mode de perception « una copa ajustada ab la man » parut de bonne heure susceptible de permettre des irrégularités. Outre que la main du coupejaire pouvait selon les circonstances varier de contenance, ce procédé peu pratique ne pouvait être que le point de départ de nombreuses difficultés. Ce fut pour remédier à cela que, dans la suite, le fermier des coupes du roi utilisa pour percevoir l'impôt des coupes « érigées en pierre » taillées en réalité dans des blocs

(1) Lombard-Dumas, ouv. cit. p. 80.

spécialement établis au marché haut. Communément désignées sous le nom de « Sestéral public », elles devaient obligatoirement servir à mesurer les blés et en général tous les grains vendus sur le marché. Plus tard, lorsque les coupes du Marché Haut (appelé quelques fois encore place de l'Orgerie), furent usées « les dits fermiers en fournirent au roi suivant les matrices de la communauté ».

Le droit de coupe était donc essentiellement perçu en nature : une coupe par sétier (quantité qui fut évaluée dans la suite par des experts à la trente deuxième partie du sétier) prélevée par un fermier connu sous le nom de coupejaire. L'arrentement était généralement fait pour trois ans et rapportait annuellement, au xvi^e siècle, trois cent livres environ. Levé régulièrement pendant toute l'année, les baux prévoyaient expressément qu'il restait dû pendant les marchés et les foires. (1)

Qu'elles étaient les personnes assujetties au payement de ce droit ? En principe toutes celles qui vendaient des grains dans la ville. Le tarif prévoyait cependant une dérogation très curieuse en faveur des Sommiérois. Toute personne habitant Sommières ou y possédant une maison, était exempte de ce droit à moins qu'elle ne vendît et livrât les grains vendus le samedi. De sorte que si elle ne faisait que vendre pendant le marché sans livrer la marchandise, elle était complètement exonérée, ce droit ne pouvant être perçu que s'il y avait livraison de marchandise.

(1) Archives Sommières. DD. 6. Baux des années 1559, 1562, 1566, 1570, 1577, 1577, 1578.

« Home de Someyro que an maiso non pagan re se non vendien lo dissapte et livrayon et se vendien lo dissapte et non livraron non paga rem. » (art. 36) Le privilège s'étendait encore d'après l'article suivant aux habitants vendant de l'orge et de l'avoine aux hôtes du faubourg du Bourguet.

Comme cette clause était d'une grande importance pour les Sommiérois, nous la retrouvons encore dans la charte de notre ville : « Item, ont coustume ou liberté, que quant les dits habitans de la dicte ville vendent leurs bleds en gros ou en menu, ils ne sont tenus paier aucune chose à celui qui lieve les coupes ne à autre si ce n'est quant ils vendent au samedi depuis tierce jusques à vespres tant seulement et lors ils payent les coupes (Art. 24). On retrouve même dans certains arrentements des coupes royales les clauses suivantes : « il sera permis aux habitans de la ville de vendre du bled les jours de marchés et samedy au sestyerai de la ville en payant au sieur fermier quatre deniers pour sestier toute fraude toutes fois cessant et payant seulement les droits établis sur les légumes si point y en a suivant l'ancienne coutume. » et encore ce qui élargissait beaucoup les avantages des Sommiérois : « Item, les habitans de la ville na payeront rien vendant dans leurs maisons en quelques temps que ce soit toujours toute fraude cessant. » (1)

On peut en définitive déduire de la situation faite aux Sommiérois que seuls les étrangers, vendant du

(1) Archives Sommières DD. 6 et p'èces justificatives N° 3 et N° 5.

blé dans la ville pendant les marchés, étaient soumis aux coupes du roi.

Cé privilège, avantageux pour nos compatriotes, était en revanche préjudiciable aux bénéficiaires de ce droit. Il fut naturellement l'objet de plusieurs atteintes et chacune d'elles donna naissance à un nouveau conflit. L'Arrêt du Grand Conseil de 1537 éliminait les bénéfices de cet article du livre Jura-toire, mais la transaction qui suivit rétablit l'ancien état de chose et il semble, dès lors, que l'exonération des habitants dût être définitive ! Nous verrons dans la suite qu'il n'en fut pas ainsi.

Quels étaient maintenant les bénéficiaires de ce droit ? Les coupes faisaient parties des grosses leudes et comme telles elles n'auraient pas été comprises dans l'Assise de 1347 en faveur de Noble Géro Prato, s'il n'avait été cédé par le Dauphin Humbert le sixième de leur montant. Au xvi^e siècle, elles étaient donc perçues au bénéfice du Marquis de Villevieille pour un sixième et au bénéfice du roi puis de la communauté pour les cinq sixièmes restant. Il fallait cependant déduire du produit des coupes du samedi la part de l'Hôpital des pauvres qui s'élevait régulièrement à une émine correspondant environ à vingt litres de nos mesures modernes ; et même, le samedi, précédant la fête de Notre Dame de Février, la somme totale représentant le rendement de cette redevance appartenait en entier à l'Hôpital.

Les recteurs de l'Hôpital, disaient en effet les privilèges de la ville, ont la faculté de prendre sur les droits de coupe une émine de blé pour les pauvres de l'Hôpital (art. 9 et 41). Ce droit représentait un revenu

annuel de 150 livres ; il fut perçu avec régularité jusqu'en 1628. (1)

Le Procès des Leudes et des Coupes.

La perception des leudes proprement dites par les fermiers du Marquis de Villevieille avaient, comme nous l'avons dit, soulevé de vives protestations. Le recouvrement du droit de coupe par ces mêmes commis était aussi une source continuelle de discussions. En 1750, les représentants du Marquis voulurent percevoir ces deux droits indistinctement et sur les étrangers et sur les habitants : puis ils soutinrent qu'il n'y avait jamais eu en réalité deux catégories de leudes, que le droit de coupe sur les blés, simple droit de mesurage, était un droit distinct de la leude perçue sur les grains et ils assignèrent devant le Sénéchal de Montpellier deux marchands de grains de Sommières (les Sieurs Querelle et Chrétien) en paiement des droits de courtage, leudes et sixième des coupes, qu'ils disaient leur être dus.

La communauté fut émue par ces nouvelles prétentions. En Mai 1750 elle décida de prendre fait et cause pour les inculpés, porta le conflit devant la Cour des Aides et Comptes de Montpellier, en demandant que le Marquis de Villevieille produisit les titres sur lesquels il appuyait ses droits et ajouta, qu'au cas où il serait suffisamment établi qu'il en était réellement

(1) D'après Lombard-Dumas (Histoire de l'Hôpital p. 80) ce droit n'aurait été qu'une survivance de la donation faite par Bernard d'Anduze en 1183 à la confrérie de Sommières.

propriétaire, il fit placarder et afficher ses tarifs sur les lieux habituels du marché ; mais la réponse du Marquis n'ayant pas été jugée suffisante, la communauté demanda qu'on continuât provisoirement à percevoir ces droits comme auparavant. Un premier arrêt du 10 Février 1751 confirma le Sieur de Villevieille dans la jouissance des leudes et sixième des coupes ; les consuls ne s'en contentèrent nullement et une procédure longue et coûteuse commença. (1) Elle devait se prolonger jusqu'à la Révolution et il n'entre pas dans notre intention de l'étudier dans ses détails. Disons seulement que les efforts de la communauté restèrent vains et que ses arguments, qui paraissaient cependant justes et équitables, ne furent pas admis par la cour ; le 14 Mars 1770 elle rendit un arrêt approuvant les prétentions formulées en 1750 par le Marquis.

Cette première décision devait exercer l'influence la plus néfaste sur nos marchés ; le marché aux grains des samedi et mardi de chaque semaine était jusqu'alors très animé ; le succès du Marquis de Villevieille rendit ses commis plus avides et plus rigoureux. La communauté se vit contrainte de poursuivre la lutte. Pendant la séance du 7 Octobre 1770, M. Joyeuse père s'était écrié approuvé par tous ses collègues ; « qu'il avait paru indispensable à cette commune de se pourvoir en cassation de l'arrêt de la Cour des Aides, que ce devait trahir la confiance que les citoyens ont donné à cette assemblée si elle donnait

(1) Archives Sommières. — Liasses FF. 59. 67, 84. Délibérations des 12 février 1754. 1^{er}, 7 et 10 octobre 1770.

le moindre acquiescement à un arrêt qui assurait la désertion des foires et des marchés de cette ville, soumettait les habitans et les étrangers à un droit aussi onéreux qu'incommode et dépouillait les habitans de leurs privilèges. » (1) La communauté demanda au vicomte de Narbonne Pellet, son gouverneur, d'user de l'autorité que lui donnait la haute situation qu'il occupait à la cour pour appuyer la défense de ses intérêts ; et elle obtint, sans doute grâce à son influence, l'admission en cassation de la requête qu'elle avait formulée contre l'arrêt de 1770. Cette admission suspendait provisoirement l'exécution de cet arrêt, aussi la considéra-t-on comme un grand succès !

Mais la joie éprouvée par notre ville en cette circonstance ne devait être que de courte durée. Si cette difficulté, qui avait causé de grandes préoccupations à nos pères, était pour un moment aplanie, une deuxième n'allait pas tarder à surgir. En Juillet 1772, par décision de Sa Majesté, Sommières sortait du domaine royal et devenait propriété privée du Comte d'Eu, Charles de Bourbon. Les lettres patentes d'échange dépouillaient par surcroît notre communauté des cinq sixièmes du droit de coupe qu'elle possédait, comme nous l'avons vu, depuis la fin du xvi^e siècle. (2)

Dès lors, elle devait compter avec deux adversaires : le Marquis de Villevieille avec lequel elle était toujours en procès, et son nouveau maître le Comte d'Eu qui, à peine en possession de sa seigneurie,

(1) Délibération du 21 juillet 1770.

(2) Délibération du 2 octobre 1774.

cherchait déjà à en retirer le maximum de profits. Les cinq sixièmes des coupes appartenant à la ville n'étaient plus perçues depuis plus d'un siècle pour encourager et favoriser le développement du commerce des grains sur notre marché. Ajouter tout d'un coup cette charge aux prix des céréales, qui s'élevaient d'ailleurs à chaque marché, ne pouvait que porter un gros préjudice à notre place. Le conseil de la communauté s'en attrista. Mais ses plaintes furent encore plus vives quand il apprit que le Comte d'Eu avait cédé tous ses droits sur Sommières à M. de Montglas, président de la Cour des Aides de Montpellier. Il décida alors d'adresser ses doléances à Sa Majesté et demanda la révocation de l'Echange de 1772. (1) Soutenue par les Etats du Languedoc, sa demande faillit aboutir. Mais le puissant M. de Montglas obtenait facilement de la Cour des Aides qu'il présidait, le 31 Mars 1778, un arrêt qui fixait provisoirement ses droits dans la perception des coupes sur notre marché. (2) Les cinq sixièmes de la leude étaient évalués à dix sous par salmée. Entre temps, le Marquis de Villevieille ayant évalué son sixième à deux sous, les droits sur les blés, vendus au cours des marchés de notre ville, s'élevaient ainsi à *treize* sols par salmée en y comprenant le droit de courtage appartenant aussi à ce seigneur.

Tous ces événements jetèrent la consternation dans notre localité. Elle se rendit parfaitement compte qu'il lui serait désormais impossible de lutter contre

(1) Délibération du 26 décembre 1774.

(2) Délibérations des 10 juillet 1777 et 23 octobre 1778.

d'aussi puissants adversaires et la Cour avait de trop graves préoccupations pour qu'elle daignât l'écouter. Livrée à elle-même, elle allait devoir s'incliner devant les caprices de ses nouveaux maîtres. « La destruction du commerce des grains, qui se fait dans cette ville pour l'approvisionnement du Plat Païs et des Sévennes lira-t-on alors dans une Délibération, est assurée par un arrêt du Conseil que le Sieur de Montglas vient de faire signifier et obtenir sans défense, malgré deux instances pendantes à ce même tribunal au sujet du droit de Leude, qui luy accordait l'établissement provisoire du droit sur cette denrée de première nécessité, qui ne s'est point perçu depuis plusieurs siècles. » (1)

Les fermiers de M. de Montglas et du Marquis de Villevieille s'entendirent fort bien pour tracasser le commerce de nos foires et de nos marchés ; lors des foires de Ramcaux et de Carême de 1778, nous les avons vu demander au Sieur Lariboisière, marchand de chevaux du Puy en Velay, 18 livres de leudes et l'assigner en paiement devant le Sénéchal de Montpellier ; les procès en se multipliant portèrent un gros préjudice au commerce ; les droits exorbitants sur les blés soulevèrent les plus vives protestations. « Ce qu'il y a de certain, dit un rapport à l'intendant datant de cette époque, c'est que sur une denrée de première nécessité comme le blé, les différents droits qui se perçoivent se montent à treize sols par salmée : droit excessif qui ne peut que porter un préjudice considérable à la ville ; les même fermiers exigent encore

(1) Délibération du 18 octobre 1778.

sur les autres sortes de grains, même sur l'avoine qui se vend ordinairement 13 à 14 livres la salmée, le même droit de treize sols que sur le bled.

Ces perceptions méritent toute l'attention du gouvernement. Les droits sur les grains devraient être supprimés ou réduits, d'autant mieux que les consuls de Sommières soutiennent qu'ils sont contraires aux privilèges de la ville suivant lesquels les habitants domiciliés devraient être exemptés. » (1)

Mais un arrêt du Conseil du roi du 9 mars 1781 apprenait à nos compatriotes l'échec des revendications qu'ils défendaient depuis trente ans contre le Marquis de Villevieille. « Tout leur était contraire, dit M. Boisson, et notre malheureuse ville se voyait ainsi réduite à la plus déplorable situation que venait compliquer son état financier. » (2) La communauté tenta cependant une suprême démarche ; ses conseillers lui dirent qu'elle « paraissait fondée à recourir par Requête Civile contre l'arrêt de 1770 et l'Assemblée communale donna pouvoir à ses consuls de se porter en Requête Civile contre cet arrêt avec l'autorisation de l'Intendant. » (3) Une nouvelle procédure commença pour ne jamais se terminer. Nous lisons en effet dans un mémoire de Janvier 1789 : « la communauté se flatte d'être à la veille de faire plaider cette Requête. » (4)

Elle était aussi à la veille de la Grande Révolution.

(1) Archives Hérault C. 2340.

(2) Boisson ouv. cit p. 484 et délibération 1^{er} octobre 1781.

(3) Délibération des 6 et 16 octobre 1781, 6 mai et 18 novembre 1782. 30 novembre 1783.

(4) Archives Hérault C. 2331. Mémoire du 22 janvier 1789.

Appelée alors à présenter ses doléances pour la rédaction des cahiers des Etats Généraux et se rappelant toutes les péripéties de la longue lutte qu'elle soutenait encore, et les répercussions malheureuses qu'elles avaient eu sur ses marchés, elle inscrivit au nombre des réformes, qu'elle désirait voir aboutir, la suppression la plus complète de toutes les entraves à la libre circulation des grains :

« Que les droits actuellement perçus, disaient nos pères, par les Seigneurs ou tous autres sur les bleds, farines et autres denrées de première nécessité, sous le titre de leudes, coupes, et de toute autre dénomination de toute nature, soient supprimés et le propriétaire remboursé, sur l'évaluation qui sera faite, si les droits ont été acheté par ceux qui les perceivent ou, à la charge par les communautés de remplir les engagements sous l'obligation desquels la concession a été faite. » (1)

Les Droits de Subventions.

Le commerce des foires et des marchés de notre ville était encore atteint par une autre catégorie de droits perçus au bénéfice de la communauté et connus sous le nom de droits de Subvention.

La subvention était le moyen employé par certaines villes pour se procurer, avec l'approbation des Etats de la Province et l'autorisation du roi, de nouvelles ressources fiscales pour payer leurs créan-

(1) Archives Sommières. BB. 47. Cahier de Doléances. ch. 7. Des domaines, art. 6.

ces et faire face aux charges extraordinaires. Portant en général sur les objets de consommation, ces droits atteignaient les marchandises soit au moment de leur entrée dans la ville soit au moment de leur vente. Ils peuvent être assimilés aux droits d'octroi qui sont encore perçus de nos jours.

La plupart des villes de notre Province eurent recours aux subventions ; elles furent, sans doute, un procédé très pratique pour alimenter les caisses municipales mais elles contribuèrent en revanche, pour une grosse part, au renchérissement des denrées à l'intérieur des communautés qui les avaient obtenues. La subvention devait être à l'origine un moyen de ressource exceptionnel et passager ; autorisée pour une durée déterminée au moment de sa création, elle devait particulièrement servir à éteindre une dette expressément désignée à l'avance. Mais lorsque au ^{xviii}^e siècle, la royauté toujours à la recherche de nouveaux revenus pour subvenir à l'entretien d'une armée engagée dans de longues guerres, frappa parfois très durement les villes de notre Province, celles-ci, continuellement endettées eurent continuellement recours aux subventions. La subvention devint permanente ; avant qu'elle ne fût terminée on en demandât le renouvellement ; elle prit à l'égard du commerce communal le caractère d'un véritable impôt régulier.

Après les guerres religieuses du début du ^{xvii}^e siècle, la situation financière de notre ville était restée très critique. Nous avons vu, en 1669, la communauté vendre une partie de ses biens patrimoniaux et perdre de cette façon le bénéfice de la plupart des droits qui lui avaient appartenu. Dès lors, toutes les dé-

penses extraordinaires ne purent être liquidées que par l'établissement de subventions ; et l'on peut dire qu'elles se succédèrent sans intervalle jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Les premières subventions ne portèrent au milieu du xvii^e siècle que sur les vins étrangers. (1) Celles qui permirent la liquidation des dettes de la communauté en 1670 n'atteignirent que les farines, les vins, les pourceaux et la chair vendue dans la ville. (2) Mais à la fin du règne de Louis XIV l'état financier devint tel que les nouvelles subventions durent frapper la plupart des marchandises apportées sur le marché. En 1715, notre ville devait plus de vingt et un mille livres ; et « à ces dépenses imposées par le services du Roy », il fallait encore ajouter une somme au moins égale destinée au remboursement des offices de maire, d'assesseurs, de commissaires et de greffier consulaire, en exécution de l'édit du roi de septembre 1714. Dans l'impossibilité où elle se trouvait de songer à de nouveaux emprunts et d'augmenter les impositions des contribuables, la subvention était l'unique moyen qui lui restait. Elle élaborà un projet (23 Juin 1715) qui suscita les protestations les plus vives de la part des commerçants de la localité. Un conseil renforcé le modifia en 1715 ; un arrêt du Conseil du roi de Février 1716 en autorisa définitivement le prélè-

(1) (Délibération du 10 mai 1659.

(2) En 1680 la dette de la Communauté ne s'élevait plus qu'à 6.600 livres. On estima alors que les droits sur les vins qui rapportaient 300 livres et qu'un droit de 2 deniers sur les chairs vendues permettaient d'éteindre cette dette en dix ans.

vement. Nous allons reproduire les différents articles de ce tarif qui servit de base à l'établissement de tous ceux des subventions qui suivirent.

1^o Sur chaque salméc de farine consommée par les boulangers, hostes et tout autre personne vendant du pain, il sera perçu 1 livre 10 sols. Sur chaque sester de farine des habitants, 8 deniers.

2^o Sur chaque livre de viande, bœuf, vaches, moutons, brebis, agneaux et veaux, 2 deniers.

3^o Sur chaque livre de porc frais ou salé vendu, 2 deniers.

4^o Sur chaque porc vivant vendu, 10 sols.

5^o Sur chaque muid de vin des habitants provenant de leur crû, 1 livre.

6^o Sur chaque cane d'huile étrangère qui se vendra. 1 sol.

7^o Sur chaque sétier de touzelle, mescle, seigle, légume, 1 sol.

8^o Sur chaque carte de chataignes blanches, 6 deniers ; fraîches, 3 deniers.

9^o Sur chaque sétier de paumoule, orge, avoine, 6 deniers.

10^o Sur chaque livre de poisson frais et salé, 1 denier.

11^o Sur chaque baril de sardes ou enchoyes pesant 15 livres, 4 deniers ; sur chaque baril pesant 30 livres, 8 deniers.

12^o Sur chaque veau, vache, bœuf, vendu dans la ville, 4 sols.

13^o Sur chaque chèvre et bête à laine, 3 deniers.

14^o Sur chaque mulle, mulet, 10 sols ; cheval, 5 sols.

15^o Sur chaque âne, anesse, 2 sols 6 deniers.

16° Sur chaque charge de tonneaux, cercles, cornues et autres futailles, 2 sols.

17° Sur chaque quintal de cocons de vers à soie, 10 sols.

18° Sur chaque charge de foin étranger qu'on apportera dans la ville, 2 sols. (1)

Il restait entendu que les vins étrangers ne seraient pas compris dans cette subvention car, disait-on, il avait été remarqué pendant la durée des subventions précédentes que les fermiers étaient les premiers à frauder « en faisant entrer soit eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de tierces personnes, de grandes quantités de vins étrangers qu'ils revendaient ensuite à bas prix aux hostes et cabaretiers. » (2)

Cette subvention fut levée pendant douze ans et rapporta 3.550 livres pendant les six premières années et 4.400 pendant les six dernières.

En 1730, 1754 et 1770, il fallut à nouveau avoir recours à cet expédient, en sorte que cette taxation prit au XVIII^e siècle tous les caractères d'un impôt permanent dans notre localité. (3)

(1) Il avait été encore proposé un droit de : 5 sols sur chaque charge de vaisselle de terre, 2 sols sur chaque pièce de finette drapade, 1 sol sur chaque pièce de cadis ou ratine ; 1 sol sur chaque quintal de cuir étranger. Ces propositions furent rejetées par l'Intendant. Délibérations des : 23 juin, 28 juillet, 25 août 1715.

(2) Délibération du 6 mars 1718. Adjudication 23 mars 1718.

(3) La subvention de 1754 fut prélevée pour apporter des améliorations au lit du Vidourle. Celle de 1770 pour reviser le compoix et surtout pour permettre la construction des quais (sommes prévues 20.000 livres). Délibérations des 25 novembre 1770 et 6 octobre 1771.

Il s'ajouta naturellement à tous ceux que le commerce Sommiérois avaient déjà à supporter, et, à ce titre, il fut contraire aux intérêts commerciaux de la ville. Comme d'habitude, il fut établi de façon à atteindre beaucoup plus les étrangers que les habitants. « Ces droits, disaient les baux de la subvention, seront payés par le vendeur ou par celui qui fera entrer les denrées dans la ville, » c'est-à-dire le plus souvent par le marchand étranger. « Les droits sur les cocons de vers-à-soie, ajoutaient-ils, élevés par les habitants de la ville, seront dus exceptionnellement par ceux qui les achèteront. »

Qu'ils atteignissent les Sommiérois ou les étrangers, tous ces droits furent néfastes aux foires et aux marchés de la communauté. Ils donnèrent lieu aux visites vexantes de commis et de fermiers, ils contrarièrent les marchands, adversaires de toute inquisition fiscale et de tout contrôle ; ils firent, qu'à la longue, les commerçants ayant l'habitude de fréquenter les foires de la région, désertèrent les localités qui refusaient à leur commerce les facilités et la liberté qu'ils recherchaient. (1)

Sommières fit malheureusement trop souvent partie, au cours du XVIII^e siècle, de cette dernière catégorie de communautés !

(2) Il avait été notamment perçu en 1717 à la foire du 22 mars (Rameaux) 138 livres 12 deniers sur les bestiaux, et à la foire du 20 avril (Pâques) 400 livres. Archives Sommières CC. 375.

Les droits sur les vins.

Le régime des vins à Sommières.

La culture de la vigne était depuis très longtemps, comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir, la culture la plus répandue dans le terroir de Sommières ; et comme les viticulteurs de notre localité possédaient encore la plus grande partie des plantations situées dans les villages voisins, les récoltes, généralement assez abondantes, devenaient une source intéressante de profits.

Cette situation devait exercer une influence très curieuse sur le négoce des vins dans notre communauté. Alors qu'elle favorisa toujours le commerce de la plupart des denrées apportées sur ses marchés, elle craignit au contraire l'arrivée d'une trop grande quantité de vins étrangers ; ce fut pourquoi autant elle protesta contre l'augmentation des droits frappant certains produits, les céréales par exemple, autant elle demanda avec insistance et ténacité un régime très sévère sur l'entrée des vins étrangers.

Les mobiles de cette politique sont faciles à comprendre : si la ville pouvait bénéficier des effets de la concurrence sur les marchandises apportées sur son marché et indispensables à son alimentation, elle n'avait rien à gagner de la concurrence étrangère sur les ventes de vin. Cette concurrence qui n'aurait eu pour résultat que de provoquer un fléchissement dans les prix, aurait diminué d'autant les revenus de

nos viticulteurs. Ce fut donc pour éviter ses conséquences désastreuses que notre communauté obtint de très bonne heure le régime protecteur dont nous connaissons déjà le principe : pouvait seul être vendu dans la ville et consulat de Sommières, le vin provenant du cru des habitants de la localité ; l'entrée de tout autre restait complètement interdite pendant toute l'année.

Telle était l'idée fondamentale qui était à la base de ce régime. Son caractère prohibitif était en parfait accord avec les conceptions que l'on se faisait alors du protectionnisme.

Il semblerait cependant qu'il ait du avoir pour conséquence, en plus de la paralysie complète de la circulation des vins dans la région, ce dont on parut peu s'inquiéter au Moyen Age et même longtemps après, l'élévation du prix de vente des vins à la consommation dans le consulat. Puisque l'étranger ne pouvait faire entrer sa récolte, les prix dépendaient seulement des producteurs Sommiérois. Ne pouvaient-ils pas alors profiter de ce privilège, surtout au moment où les provisions touchaient à leur fin, pour élever dans de fortes proportions la valeur du muid ? Si l'on protégea le viticulteur de la ville contre le viticulteur étranger, on protégea aussi le consommateur Sommiérois contre la cupidité des vigneron. Des tempéraments furent apportés au régime prohibitif, mais le principe subsista toujours en entier : « Il est nécessaire, dira-t-on à tout moment jusqu'à la Révolution, de protéger le viticulteur, car la production vinicole étant la production principale du consulat, la vente de cette boisson constitue la seule ressource,

permettant aux habitants d'acquitter les tailles et toutes les charges dont ils sont imposés. »

Le régime de l'interdiction absolue demandait, avons-nous dit, quelques adoucissements, et comme il fallait concilier et les intérêts des consommateurs et les intérêts des producteurs, les différentes mesures prises à ce sujet ont constitué une série de documents très curieux.

Alors comme aujourd'hui et sans doute plus qu'aujourd'hui, le rendement des récoltes était essentiellement variable ; tantôt très abondant, tantôt déficitaire, ces variations, parfois très sensibles dans les quantités récoltées, exerçaient toujours une grosse répercussion sur les prix de vente à la consommation. Ces fluctuations causaient, en effet, des différences de prix d'autant plus élevées et irrégulières que les effets de la concurrence ne se faisaient que très imparfaitement sentir. Aussi fut-il décidé, de bonne heure, que les vins étrangers pourraient pénétrer dans la ville sous certaines conditions. On retrouve, en effet, dans la plupart des actes relatifs au commerce des vins la déclaration suivante : « Tout hoste, cabaretier et autres habitants de la ville se voient priver de pouvoir faire entrer aulcung vin dans la dite ville ny faulzbourgz dicelle tam qu'il luy en auraict à vendre de celluy des habitants. » (1)

Ainsi l'importation se trouvait admise lorsque la récolte touchait à sa fin ; et pour apprécier le moment où la production Sommiéroise était considérée comme

(1) Archives Sommières AA. 4.

épuisée, il fut décidé, pour éviter une augmentation anormale des cours provoquée par la rareté de cette marchandise, que les vins étrangers ne pourraient pénétrer dans la ville que lorsque le muid aurait atteint à la consommation un prix déterminé. C'est ainsi que nous lisons dans les lettres patentes de Louis XI la disposition suivante : « Item, que nuls taverniers ou revendeurs de vin à détail ou menu ne soit si ozé ne hardi de aller achapter vin hors de la dite ville tant comme en icelle s'en trouvera pour quatre livres tournois ou au dessous, sur peine de dix livres tournois et de perdre le dit vin que ainsi seroit achapté et icelluy estre donné pour Dieu à la porte de la Cour Royale de la dite ville. » Quatre livres tournois constituaient donc le prix de vente maximum du muid de vin puisque, passé ce prix, les vins étrangers admis à entrer dans la ville, devaient avoir pour effets de faire diminuer la valeur du muid. La peine sévère prévue pour les délinquants donne une idée de l'importance que les Sommiérois attachaient à cette prohibition.

Quelques années plus tard, en 1557, des lettres patentes du roi Henri II allaient quelque peu modifier la réglementation de Louis XI. A une demande de modification du tarif existant, faite par le conseil de la communauté, Sa Majesté, répondait : « qu'étant donné que le prix du vin avait augmenté, elle ordonnait que tant qu'il s'en trouverait en la dite ville de Sommières des terroirs de rivière, grès et plantier aucun cabaretier, ni autre vendant au détail, n'en pourrait acheter hors la dite ville et fauxbourg à moins qu'il n'excéda savoir : celui des terroirs de rivière et plan-

tiers six livres le muid, et celui des grès sept livres dix sols. » (1)

Enfin au commencement du xvii^e siècle Louis XIII confirmait à nouveau cette réglementation en reconnaissant aux Sommiérois le droit de vendre leur vin par préférence aux étrangers jusqu'à ce qu'il dépassât le prix de sept livres dix sols le muid. (2)

Ainsi, grâce à ce système d'autorisation d'importation au-dessus d'un prix maximum, les intérêts des viticulteurs paraissaient sauvegardés et les prix de vente à la consommation ne pouvaient atteindre un taux excessif. Les habitants pouvaient aussi, grâce aux revenus de leurs récoltes, payer avec facilité les tailles que leur demandait la royauté.

Mais pas plus au xvii^e siècle que de nos jours les décisions gouvernementales n'étaient scrupuleusement observées. Malgré les amendes imposées aux contrevenants, en réparation des préjudices causés à la communauté, des infractions étaient journellement commises dans le consulat. Avec la complicité de certains marchands, hôtes et cabaretiers, toujours avides d'un plus gros bénéfice, les récoltants étrangers parvenaient facilement à faire entrer le vin de leur récolte dans notre ville. Les viticulteurs Sommiérois protestèrent violemment contre les entrées clandestines dans les caves des débitants de la localité; et les conseillers de la communauté, toujours soucieux de sauvegarder les intérêts de la ville, écoutèrent

(1) Archives Sommières AA 13. II 2.

(2) Archives Sommières AA. 22. II 2. Lettres Patentes du 12 décembre 1614.

leurs doléances et poursuivirent les délinquants devant le parlement de Toulouse. Un arrêt de ce parlement du 10 May 1616 « réitérait très fortement les dites deffances. » « Il est défendu, disait-il encore, à Daniel Gelisson, Hôte de la Croix d'Or, et à tous autres hostes et revendeurs de vins en détail, d'acheter ni faire entrer dans la ville de Sommières aucun vin des lieux circonvoisins sans qu'au préalable celui qui est dans le territoire du dit Sommières, rivière, grès et vins de plantier, n'en soit vendu et débité à peine de cinq cent livres d'amendes. » Et d'ailleurs, pour bien marquer combien on tenait à l'observation rigoureuse de cet arrêt, les officiers royaux de la ville prononcèrent le 18 Mars 1625, à l'encontre de deux contrevenants, Tasset et Philip, hostes du dit Sommières, qui avaient, dit la sentence, « contrevenus au privilège de la ville », une amende de cent livres pour chacun. (1)

Malgré les différentes dérogations que l'on fut appelé à apporter dans la suite au régime des vins, l'autorité de l'arrêt du Parlement de Toulouse survécut toujours; et même au xviii^e siècle nous verrons notre communauté en invoquer les dispositions pour maintenir le régime instauré en 1616 par ce Parlement.

Avant de rechercher les modifications que les événements firent subir à cet état de chose, mentionnons la curieuse Sentence Arbitrale de 1469 (9 Janvier) établissant entre Sommières et Villevieille un véritable traité de commerce relatif à la vente des vins. A une époque où l'individualisme de chaque communauté était aussi prononcé, le rapprochement de ces deux

(1) Archives Sommières. AA 22. Sentence du 18 mars 1625 et II 2.

communes, qui avaient d'ailleurs de si semblables intérêts, devait être le point de départ de froissements et de conflits. Le vin étant un sujet de désaccord, les deux villes signèrent en 1469 une convention amiable dont voici l'analyse : les habitants de Sommières reconnaissaient le droit à ceux de Villevieille de vendre dans Sommières le vin provenant de leur cru. Mais, en spécifiant bien toutefois, que « si quelqu'un de Villevieille vendait du vin au dit Sommières autre que celui de son creu, le dit vin vendu en fraude serait confisqué et le particulier exclu de pouvoir vendre son vin dans Sommières. » (1)

Ajoutons enfin, que cette sentence ne fut abrogée qu'à la veille de la Révolution lorsque les privilèges de notre communauté furent supprimés par la royauté.

Le commencement du xvii^e siècle fut marqué, comme nous l'avons vu, par de nouvelles guerres religieuses. Sommières fut le théâtre d'un long drame dont l'épilogue désastreux devait être le siège de 1623. Les maigres ressources qui alimentaient les finances de la communauté, furent vite épuisées et les emprunts ne suffirent même plus pour combler le déficit. Pour sortir d'une situation financière aussi précaire la ville dut se résoudre aux pires sacrifices ; elle commença par renoncer partiellement à son privilège sur les vins. Il fut, en effet, décidé par délibération du 6 Février 1625, de permettre à toute époque de l'année, l'entrée des vins étrangers dans le consulat

(1) Archives Sommières II 2. Transaction du 9 janvier 1469.

à la condition toutefois qu'ils acquittassent un droit d'entrée. On fit proclamer « à voix de trompe par tous les coings et carrefours de la présente ville qui voudrait affermer le droit d'entrée du vin » au prix et conditions décidées par la communauté. Le bail du 28 Janvier 1627 nous apprend que ce fut le sieur Gautier, qui fut adjudicataire pour un an au prix de cent septante six livres payées par avance ; les deniers provenant de cet arrentement devaient être employés aux urgentes affaires de la communauté. D'après les clauses de cette délibération, il était permis aux hôtes et autres marchands de vin d'acheter du vin pour la consommation de la ville et de le faire entrer « moyennant qu'il faut baillé au dit fermier trois livres chaque muid de vin blanc et quarante soulz du muids de vin rouge au paravan que le dict vin soit deschargé dans la dicte ville. » Le bail ajoutait encore qu'en raison du privilège des habitants de Villevieille ces dorniers pouvaient apporter et vendre leur vin sans payer de droit. (1)

Cette première concession ne devait pas être suffisante pour améliorer l'état financier de notre communauté. Qu'étaient-ce que ces centaines de livres à côté du déficit qui ne cessait d'augmenter ! Il devint bientôt nécessaire d'accroître ces droits et une délibération du 10 Mai 1659 les porta à quatre livres par muid.

Mais il est probable que les récoltes des années qui suivirent ne furent pas abondantes et que le vin ren-

(1) Archives Sommières. AA .4.

chérît même beaucoup ; les habitants durent sans doute se plaindre aux consuls car ceux-ci décidèrent, avec l'approbation du conseil, qu'il serait permis aux Sommiérois « d'en pouvoir aller acheter hors la ville pour leur besoin » ; mais, ajoutaient-ils, sous certaines conditions et temporairement, sous peine de la confiscation du vin et d'une amende de cinquante livres applicable aux pauvres de l'Hôpital. (1) Aux termes de cette délibération les récoltants et non récoltants, pouvaient se ravitailler au dehors « en prenant au préalable un billet de M. Malbois juge, de luy signé et du consul de la dite ville, contre notté du greffier dicelle, de ce qu'ils jugeraient leur estre nécessaire pour leur provizion. » Mais encore ne pouvaient-ils employer ce moyen que jusqu'à la fête de la Saint-Martin. Au moment de leur entrée dans la ville, ils devaient avertir le consul pour qu'il vint vérifier que la quantité entrée correspondait bien à celle inscrite sur le billet. Procédé qui devait entraîner de nombreuses complications et donner lieu à beaucoup de fraudes !

La situation ne s'étant pas améliorée en 1662, la ville dut emprunter la somme de cent mille livres pour entretenir tous les gens de guerre qui vivaient à grands frais dans notre localité. Les impositions ne pouvant suffire à cause, disait-on, du « petit allieurement du compoix » pour éteindre ces différentes dettes, on mit encore à contribution les vins étrangers. Il fut décidé qu'il serait perçu 6 livres par muid de vin rouge et 8 livres par muid de vin blanc : « et ce

(1) Délibération du 2 septembre 1660.

d'autant mieux, ajoutait la délibération, qu'il a plu à notre Roy d'accorder aux habitans de la présente ville, ce privilège et faculté de pouvoir empêcher l'entrée du vin estranger et sans que la dite permission, puisse faire préjudice aux privilèges que les habitans ont, étant donné le petit terroir du dit Sommières, de faire entrer leurs raisins et vendanges des vignes qu'ils ont situé hors du territoire voisin de celle-ci, sans payer aucun droit d'entrée. »

Mais un édit d'octobre 1667 obligea les communautés à se libérer de leurs dettes : celles de Sommières s'élevaient toujours à plus de cent mille livres. Alors il fallut prélever les droits d'entrée même sur les habitants de la ville pour les vins provenant des terres qu'ils avaient arrentées ; en 1668 on dut enfin exiger « la somme de six livres pour chaque muid qui serait apporté à la présente ville ou faubourg dicelle, tant par les étrangers que par les habitans qui les avaient recueillis de leurs vignes situées dans le territoire sauf pendant la saison des vendanges, pour la vendange provenant des vignes dont ils sont propriétaires. » Mais ils devaient avertir le traitant et lui indiquer la provenance des raisins qu'ils avaient cueillis ; ils étaient passibles en cas de fraudes d'une amende de dix livres au profit du fermier, de la confiscation des fruits et de la suppression de cette autorisation. (1)

Ces mesures énergiques, accompagnées de la vente partielle de droits patrimoniaux, permirent à notre

(1) Délibération des : 30 janvier 1662, 14 octobre 1668.

communauté de sortir de l'état de gêne dans lequel elle se trouvait.

Cependant, si les Sommiérois et les étrangers furent contraints d'acquitter ces droits sur les vins, les viticulteurs de Villevieille, indifférents aux misères de notre ville, refusèrent de participer à cette contribution. Alléguant toujours l'autorité de la sentence arbitrale du 9 janvier 1469, ils émirent la prétention de faire entrer leur vin dans notre localité et de les vendre sans payer aucun droit. Une contestation assez curieuse s'éleva à ce sujet entre le fermier de ces droits et les vigneronns de Villevieille. Le Conseil de la communauté consulté reconnut la valeur de la sentence arbitrale de 1469, et, ne voulant point s'engager dans un procès, préféra dédommager le fermier : attendu, dit-il, « qu'il est expres dans son contrat qu'aucun vin hors le consulat n'entrera sans payer les droits establys. » (1)

On serait revenu volontiers au régime primitif, lorsque l'état financier de la ville se fut amélioré, si on n'avait fait remarquer « qu'il s'était glissé tant d'abus au moyen des permissions d'entrée données par les consuls », qu'il était désormais très difficile, sinon impossible, de punir les délinquants, et qu'en conséquence il était préférable de permettre volontairement l'entrée des vins pendant toute l'année moyennant le payement de six livres par muid. Et d'ailleurs comme le produit de cette ferme constituait une ressource appréciable pour la communauté, elle fut constamment maintenue pendant tout le XVIII^e

(1) Délibération du 2 novembre 1772.

siècle et régulièrement mise en adjudication au plus offrant lorsque l'arrentement touchait à sa fin. (1)

La question du régime des vins fut toujours considérée par notre communauté, comme une question de la plus haute importance pour les intérêts de la ville ; et puisque nous sommes déjà entrés dans quelques détails au cours de cette étude, arrêtons-nous un instant à l'analyse d'une délibération de février 1755 qui contient une nouvelle preuve du haut intérêt que l'on attachait alors à cette question. (2)

Le sieur Nazon, maire de notre ville, après avoir exposé la situation dans laquelle se trouvait Sommières à cette époque, la richesse de ses plantations en vignes et de sa production vinicole et le régime d'interdiction dont elle avait été dotée, concluait à la nécessité impérieuse de prohiber d'une façon définitive l'entrée des vins étrangers dans son consulat. Il fallait, croyait-il, formellement obtenir cette décision par l'emploi d'un des trois procédés suivants :

1° Prohibition pure et simple pendant toute l'an-

(1) Voir à titre d'exemple l'arrentement de 1703 (Registre des délibérations 16 septembre 1703), pour un an au prix de neuf cent livres «... le Sieur Ignace-Chrétien qui aurait offert la somme de neuf cent livres chaque année, sur laquelle offre ayant fait allumer trois chandelles l'une après l'autre à l'instinction de la troisième, personne n'ayant voulu faire plus...» —D'après ce bail les habitants pouvaient toujours faire entrer librement les vins provenant de leur récolte, depuis les vendanges jusqu'à la Saint-Michel. Mais ils devaient payer les droits pour ceux qu'ils achetaient au dehors. Les simples résidents n'étaient assimilés aux habitants que pour les entrées correspondant à leur provision.

(2) Délibération du 23 février 1755.

née. La ville produisait des vins en quantité très suffisante pour satisfaire aux besoins de la consommation de ses habitants et comme elle n'avait pas de caves assez grandes pour les conserver il paraissait inutile de permettre un seul instant aux vins étrangers de pénétrer.

2^o Prohibition absolue depuis le premier Novembre, date correspondant approximativement à la fin des vendanges, au premier Juillet de chaque année. Pendant ce laps de temps le ravitaillement en vins serait assuré par la production annuelle; passé ce délai et jusqu'au premier Octobre, les vins étrangers pourraient pénétrer en payant vingt-quatre livres par muid. Les récoltants pourraient de cette façon épuiser leur récolte pendant la saison froide et éviter que les fortes chaleurs d'été ne les fissent gâter

3^o Prohibition d'entrée des vins étrangers tant qu'il s'en trouverait dans la ville au prix de soixante livres le muid et au-dessous. Les vins étrangers pourraient entrer en payant vingt-quatre livres par muid lorsque les vins Sommiérois excèderaient le prix fixé de soixante livres.

Enfin le maire insistait tout particulièrement sur la nécessité qu'il y avait à établir une distinction bien nette entre le Sommiérois et l'étranger : « Il faut, disait-il à ce sujet, que Sa Majesté ordonne que nul étranger venant habiter en cette ville ne puisse y jouir du droit de Bourgeoisie qu'après dix ans d'une résidence continuelle. » Il demandait enfin au nom de la communauté l'adoption du troisième procédé qu'il avait exposé au cours de cette délibération.

Nous nous attarderons pas à commenter la proposi-

tion du maire d'alors. Les désirs qu'il exprimait étaient inspirés par des sentiments d'égoïsme dont il fallait rechercher les causes dans les difficultés financières au milieu desquelles la communauté se débattait. Pour sauvegarder une source de revenus très appréciables que les pouvoirs publics paraissaient déjà vouloir lui enlever, elle réclamait à nouveau le bénéfice des privilèges qu'elle possédait depuis des siècles. Mais elle ne se rendait pas compte que ces privilèges n'étaient plus en harmonie avec la situation économique de ce siècle et que les nouvelles doctrines qui se faisaient jour ne pouvaient plus tolérer un protectionnisme aussi étroit. Ce protectionnisme local qui était apparu pendant longtemps comme la seule garantie qu'avaient les villes libres pour subvenir aux charges qui les accablaient, allait maintenant à l'encontre des intérêts généraux du commerce et devenait une entrave intolérable au développement commercial de la Province et du Pays. Que devenait le commerce intérieur des vins dans le royaume en face des prétentions excessives de communautés comme la nôtre, et en présence des nombreuses taxes qui frappaient, de ville en ville, de province en province, le muid de vin transporté ? (1) Cette politique égoïste qui supprimait en quelque sorte les mouvements commerciaux et qui paralysait le négoce, devait être violemment attaqué par tous les économistes qui ré-

(1) D'après Dutil ouv. cit. p. 738. un muid de vin valant 36 livres à la propriété (à Toulouse en 1749) devait payer pour arriver à Paris 501 livres, 7 sols, 7 deniers de droit.

clamaient la libre circulation de toutes les denrées de consommation à l'intérieur du pays. Une lutte de tous les instants s'engagea entre les communautés parfois très puissantes et la royauté. Sommières dut soutenir ce conflit et nous allons voir comment elle conserva jusqu'à l'extrême limite les bénéfices d'un droit qu'elle possédait depuis très longtemps.

Déjà, en 1732, les Etats de la Province, par leur arrêt du 30 Novembre de cette même année, avaient mis en demeure les villes du Languedoc bénéficiaires de pareilles prérogatives de fournir les titres qui leur permettaient de jouir de cette réglementation. Sommières n'avait eu qu'à parcourir ses archives pour trouver dans les lettres patentes de nos rois les pièces justifiant les privilèges qu'elle possédait. Une procédure excessivement longue et de nombreuses difficultés soulevées par la plupart des communautés de la Province firent que ce ne fut qu'en 1747 que les Etats purent statuer : Bagnols, Saint-Hippolyte, Saint Ambroix et Ganges virent supprimer, par arrêt du 10 Mai, leur droit d'interdire l'entrée des vins étrangers dans leur consulat. Mais Sommières, Beaucaire, Béziers, Narbonne, Pézenas et quelques autres villes du Languedoc purent encore librement jouir de leurs anciens privilèges. Entre temps notre communauté avait, d'après la délibération déjà vue, précisé ses intentions ; mais Sa Majesté refusa de les admettre. En 1764 les Etats du Languedoc refusèrent également à Sommières l'établissement d'un droit de douze livres par muid sur les vins étrangers. « Les Etats ont de la peine, disaient-ils, à consentir l'établissement d'un droit considérable sur le vin étranger comme étant

contraire au commerce et à la libre circulation des vins dans les différentes parties de la Province. »

Turgot arriva au pouvoir avec un vaste programme économique qu'il n'eut pas le temps de mettre en entière exécution. Ce ministre qui supprima les corporations devait également supprimer toutes les entraves qui faisaient obstacle au commerce des vins. L'Arrêt d'Avril 1776 abrogea tous les privilèges particuliers et locaux contraires à ces principes économiques : l'interdiction de l'entrée des vins étrangers en faisait partie. (1)

Cette décision énergique fut apprise avec satisfaction par les commerçants ; mais elle suscita les plus vives protestations de la part des communautés atteintes. Béziers ne voulut point l'accepter. Les Etats restèrent inflexibles et la demande de révocation de l'Arrêt de 1776 fut rejetée. L'Arrêt du 31 Octobre 1781 confirma définitivement l'œuvre de Turgot.

Et ce ne fut ainsi que quelques années seulement avant la Révolution, que Sommières perdit ce vieux privilège dont les origines lointaines remontaient aux premières années de son affranchissement.

(1) Dutil, ouvr. cit p. 844 et suiv.

CHAPITRE VIII.

Police et Juridiction des Foires et des Marchés de Sommières.

Nécessité d'une juridiction spéciale de foire. — Confusion des pouvoirs de justice et de police. — a) Justice criminelle : Les Viguiers Royaux. — Le Bureau de Police (1700). — b) Justice commerciale : Rôle des Viguiers Royaux jusqu'au XVIII^e siècle. — L'Utilité d'un Bureau de conservation paraît ne pas s'être fait sentir à Sommières. — Compétence de la Bourse de Commerce de Montpellier.

« La première conséquence de la paix des foires, lit-on dans l'étude de M. Huvelin, c'est l'existence dans ces dernières d'une juridiction spéciale pour sanctionner les effets de cette paix. » (1) Les foires, comme nous l'avons vu, jouissaient de larges franchises ; pour assurer la tranquillité du commerce et pour faire respecter la personne et les biens des marchands, il était nécessaire que leurs dispositions fussent strictement observées. Il fallait encore pour maintenir la sécurité publique et pour que les contestations inévitables, qui naissaient au cours des opérations commerciales, pussent être réglées rapidement et avec équité, prévoir une organisation judiciaire spé-

(1) Huvelin, ouv. cit. p. 383.

ciale avec une procédure rapide répondant aux besoins du commerce et des commerçants.

Aussi voyait-on dans toutes les manifestations de ce genre, des magistrats munis de larges pouvoirs siéger en permanence sur le marché : officiers de police et juges, ils étaient les gardiens de la paix des foires ; ils avaient la connaissance de tous les conflits qui pouvaient s'élever pendant leur durée.

Avant de rechercher ce qu'a été l'organisation et le fonctionnement de ces deux pouvoirs : pouvoir de justice et pouvoir de police, à l'occasion des foires et des marchés de notre localité, nous devons d'abord remarquer que l'Ancien Régime n'a jamais établi entre ces deux pouvoirs la distinction que nous faisons aujourd'hui à leur sujet. La confusion habituelle qu'il en faisait, comme l'a écrit M. de Gourcy, voulait « que le magistrat chargé de procurer l'ordre le fut aussi de prononcer sur ce qui menaçait de troubler cet ordre. » (1) Il arrivait alors que ce magistrat, déjà en possession du droit d'édicter des règlements de police, pouvait en même temps et les faire appliquer et juger ceux qui y contrevenaient. Il arrivait encore que l'autorité judiciaire qui siégeait pendant le marché était non seulement compétente pour toutes les affaires intéressant la justice criminelle, mais encore pour toutes celles qui dépendaient de la justice commerciale. Ce juge dont l'autorité paraissait être quasi souveraine, disposait du pouvoir réglementaire et de la plus grande partie du pouvoir exécutif et judiciaire.

(1) De Gourcy, *ouv. cit.* p. 135.

Au Moyen Age, c'était, en effet, l'autorité qui avait permis la réunion des marchands, qui veillait à la tranquillité publique et qui réglait les différents commerciaux. Le Seigneur autorisant une foire sur son territoire et lui donnant de précieuses franchises pour favoriser son développement, en garantissait naturellement la sécurité. En fait, il avait souci de s'y consacrer, car l'amende, souvent sévère, devenait une source importante de profits. Les pouvoirs seigneuriaux, en ces siècles de despotisme féodal, étaient absolus.

Si les nôtres, ceux de la Maison d'Anduze, tous puissants dans notre basse région cévenole, dotèrent Sommières de marchés et de foires, il est probable qu'ils exercèrent ces pouvoirs dans toute leur intégralité. Les marchés de notre ville, si nous nous en tenons au tarif de la leude alors en vigueur, devaient assurer des revenus suffisants à ces seigneurs pour qu'ils ne négligeassent pas d'en maintenir leur renommée.

Lorsque Saint-Louis eut installé une cour royale à Sommières, le viguier centralisa sous le contrôle du Sénéchal, toutes les attributions des anciens seigneurs. Les viguiers de nos premiers rois étaient en effet en possession de larges pouvoirs. A côté de leurs fonctions judiciaires, ils détenaient des fonctions militaires et administratives si étendues qu'ils devenaient dans chaque viguerie les principaux auxiliaires du sénéchal. Au point de vue judiciaire, le seul qui nous intéresse ici, leur rôle était de rendre la justice à chacun. Ils présidaient dans ce but la Cour du roi qui siégeait au chef-lieu de la viguerie.

Sommières, comme chef-lieu d'une des sept vigueries de la Sénéchaussée de Beaucaire, avait une cour royale présidée par un viguier, assisté d'un juge pour rédiger les sentences et d'un notaire pour tenir les archives et délivrer les expéditions ; (1) juges et viguiers, nous dit Michel dans son Histoire administrative de la Sénéchaussée de Beaucaire, saisissaient les délinquants et ordonnaient les incarcérations, ils faisaient les réglemens sur les questions de pâturages et de police, détenaient les mesures et les poids publics légaux, fixaient les bans et veillaient à la sécurité du pays.

La Cour Royale exerçait ainsi, d'une façon assez confuse, une juridiction à la fois civile et criminelle ; elle concentrait entre ses mains tous les pouvoirs que détenaient le roi sur la viguerie. Ajoutons, cependant, qu'elle n'était qu'un tribunal de première instance et qu'on appelait de ses jugemens à la Cour du Sénéchal.

Avant d'examiner dans leurs détails, tant au point de vue commercial que pénal, les pouvoirs de ces magistrats, pendant les foires et les marchés de notre communauté, il nous faut mentionner dans cette étude l'existence d'une conception judiciaire déjà ancienne et dont les effets se firent sentir dans les grandes foires du Moyen Age ; nous voulons parler d'une

(1) Michel, ouv. cit. Germer Durand, ouv. cit. Vigueries de la Sénéchaussée de Beaucaire. Vigueries : d'Aigues-Mortes, Alais, Anduze, Beaucaire, Lunel, Sommières, Nîmes, Le Vigan, Meyrueis.

La Viguerie de Sommières était la plus importante. Son ressort s'étendait en 1384 sur 74 villages.

juridiction n'émanant point de l'autorité créatrice des foires mais des justiciables eux-mêmes c'est-à-dire des marchands présents sur le marché. Ces principes juridiques en vertu desquels ce sont de nos jours des tribunaux de commerce, dont les juges sont élus par les commerçants et choisis parmi eux, qui s'occupent du contentieux commercial, étaient, en effet, déjà apparus dans le monde commercial du Moyen Age. Il existait dans notre région, par exemple, une « *Societas et Communitas mercatorum de Francia* » organisée par les marchands de Montpellier avec le concours des marchands des communautés voisines, au nombre des quelles Sommières devait être comptée. Le capitaine de ces marchands était le juge disciplinaire de tous les membres de cette corporation ; et lorsque les marchands Sommiérois, accompagnés des Bitterrois et des Narbonnais se rendaient aux grandes foires de Champagne « le capitaine de Montpellier qui les accompagnait, apparaissait là en pays d'usage et d'idiome français comme une sorte de représentant naturel des hommes de la langue d'Oc. » (1)

On connaît encore les privilèges accordés par le traité de 1278 aux marchands italiens, alors très nombreux dans la région Nimoise, et d'après lesquels ceux-ci pouvaient être régis et jugés conformément à leur droit naturel par leurs « *Capitanes, rectores et consules in tota Senescallia Bellicadri.* »

Nous souvenant enfin que la première de ces juri-

(1) Germain, ouv. cit. Tome II. p. 90 Hist. Gen. Lang. IV. 66. Pr. 93].

dictions commerciales était, comme l'a dit M. Huvelin, la juridiction municipale, il nous a paru intéressant de savoir, après avoir considéré les privilèges dont jouissaient les bourgeois commerçants de notre communauté et l'organisation corporative de leur corps municipal, si ces conseillers chefs de métiers, réunissant entre leurs mains des pouvoirs municipaux assez larges, ne possédaient pas eux aussi, concurremment avec les officiers royaux de la ville, une part de juridiction. Mais en réalité si ces privilèges paraissaient avoir laissé aux consuls les quelques attributions de police dont il va être question dans un instant, il semble bien certain que nos premiers magistrats municipaux restèrent toujours sous la tutelle des officiers royaux représentant l'autorité gouvernementale dans la communauté. Et d'ailleurs, lorsque Louis XI confirma les privilèges de notre ville, pour bien affirmer l'étendue des pouvoirs de ses représentants, il ajouta, parmi quelques articles additionnels, les dispositions suivantes : « Item, que toutes les possessions des dits habitans de la dite ville de Sommières qui est nuement à nous, soit en et sous nostre protection et sauvegarde espéciale et si advenoit que dommage feust fait à icelles possessions que la cognoissance de ce appartienne aux dits officiers royaux de la dicte ville. » (Art. 4)

Sous le bénéfice de ces quelques observations il ne nous reste plus maintenant qu'à rechercher, en utilisant le concours bien réduit d'ailleurs des documents qui nous sont parvenus, qu'elle a été sur notre marché l'organisation et le fonctionnement de ces deux pouvoirs.

1^o *Justice criminelle.*

La justice criminelle était celle qui était compétente chaque fois qu'il y avait conflit entre les commerçants et l'autorité. Jusqu'à la fin du xvii^e siècle elle fut en entier dans notre ville entre les mains des viguiers et juges royaux. « Si donnons en mandement, a écrit en effet Henri II dans les lettres patentes de 1557, par ces dites présentes aux viguiers et juges royaux de la dite ville et à tous nos autres justiciers et officiers, leurs lieutenants et chacun d'eulx comme à lui appartiendra... » affirmation formelle que la juridiction de cette foire de Carême émanait du roi et non des marchands.

Les attributions criminelles de ces juges royaux étaient les suivantes :

- Les viguiers, gardes des marchés et des foires, avaient le pouvoir d'édicter des règlements de police, et de les faire publier sous forme de bans. C'est ainsi qu'en 1583 le juge Calvet et son greffier Gallière firent un règlement très important relatif aux emplacements réservés aux marchands pour le débitemment de leurs marchandises.

Le juge royal était chargé de faire appliquer les règlements et ordonnances en vigueur et de juger ceux qui y contrevenaient. Le viguier parlait, en effet, en son nom propre lorsqu'il disait « est fait défense » « est fait prohibition » et son seul titre de juge royal, estime M. de Gourcy, annonçait que c'était lui-même

qui devait sévir. D'ailleurs lorsque en 1583 le juge Calvet terminait son ordonnance par cet article « à peine de confiscation des tabliers et d'un écu d'amende le tout applicable moitié au roi moitié aux pauvres » il ne faisait qu'exécuter les volontés de son roi qui avaient dit dans les privilèges que les marchands devaient porter les marchandises aux lieux désignés sous peine « de la perte dicelle et autre peine arbitraire applicable au roy par les officiers royaux » (art. 26)

Si le règlement soulevait quelques difficultés d'application c'était encore devant eux que la contestation devait être portée. On sait qu'en 1376, par exemple, le viguier, juge royal de la communauté, aplanit un différent qui s'était élevé entre les conseillers de la ville et les savetiers, en décidant que ces derniers occuperaient pour vendre leurs marchandises les tabliers de la Savaterie.

Les officiers royaux, aux termes des lettres patentes de 1557, devaient également faire lire, publier et crier à son de trompe dans toute la ville et dans les villages voisins les privilèges et franchises de la foire et tous les avantages qu'elle offrait aux commerçants.

Ils avaient à charge de faire « ensemble, construire et édifier loges et bancs pour venir à sécurité » ; fonctions dont ils s'acquittèrent avec soin comme nous avons eu bien des fois l'occasion de le vérifier dans cet ouvrage ; ils avaient enfin en qualité d'officiers de police, la connaissance de tous les crimes et délits commis pendant la foire et le marché.

Que restait-il désormais comme attribution de police aux consuls de la communauté ? Les privilèges

de la ville ne leur conféraient le pouvoir que de vérifier les poids et mesures, de visiter les pains et le poisson et de nommer les courtiers publics. Et encore lorsqu'ils exerçaient ces pouvoirs n'étaient-ils que les fidèles serviteurs de la royauté comme les viguiers juges et officiers royaux. Aussi ce sera avec raison que nous pourrons affirmer que les viguiers de Sommières furent au point de vue criminel les seuls représentants de l'autorité judiciaire sur le marché. Ils méritèrent le titre de « Custodes nundinorum » gardes des marchés et des foires ; ils furent pendant plusieurs siècles les Conservateurs des Privilèges, franchises et libertés des foires et des marchés de notre localité.

Mais à la fin du ^{xvii}e siècle, cette organisation subit de graves modifications. Sous les influences les plus diverses les pouvoirs des juges royaux de notre communauté furent l'objet de profondes transformations. Il semble que le Prévot des maréchaux et l'Intendant s'entendirent pour enlever à ces magistrats la plupart de leurs anciennes attributions.

La maréchaussée, qui détenait la surveillance et la juridiction des chemins et des routes, étendit ses attributions criminelles et finit par suppléer les tribunaux de droit commun. La procédure rapide et sévère de la cour prévotale fut particulièrement redoutée des criminels et des voleurs. (1)

(1) Esmein, ouv. cit. p. 403, 406. Ce qui rendait la juridiction des Cours Prévotales beaucoup plus terrible, c'est que leurs jugements étaient sans appel. D'après Boisson ouv. cit. p. 442, une brigade de maréchaussée aurait été installée dans notre ville en 1745.

Les Intendants dépossédèrent enfin les officiers royaux et viguiers du droit de faire des règlements de police. Ce furent eux qui, à partir du XVIII^e siècle, purent seuls rédiger les ordonnances intéressant notre communauté.

Les pouvoirs des juges et des officiers royaux de Sommières se trouvèrent enfin définitivement compromis par l'achat des charges de : lieutenants généraux de police, de procureur du roy, greffier, commissaire de quartier et huissier de police, par la communauté. Conformément aux dispositions de l'Edit Royal d'Octobre 1669, le conseil de la communauté décida, dans ses délibérations des 29 Août et 12 Décembre 1700, l'acquisition de ces différentes charges et demanda l'autorisation d'emprunter à cette occasion la somme de six mille livres pour les payer. Dès lors, ce furent les consuls de la ville qui composèrent le Bureau de Police et qui sous la surveillance de l'intendant remplacèrent les juges royaux d'autrefois. S'ils ne possédaient pas le pouvoir réglementaire du moins avaient-ils la faculté de rédiger par avance les règlements et de les soumettre à l'approbation de l'intendant. Citons comme exemple la demande faite par ce Bureau pour modifier le règlement de Novembre 1736 qui fixait aux jardiniers la rue allant de la place Souveraine au marché bas pour exposer et vendre leur jardinage.

Lorsque les règlements avaient été ratifiés par l'intendant, le Bureau de Police était seul compétent pour en connaître l'application. Nous avons extrait du registre de ses jugements quelques unes des affaires sur lesquelles il eut à se prononcer ; l'étude des juge-

ments qu'il rendit complètera ce que nous venons de dire sur la compétence de ce tribunal. (1)

Police de la vente. En 1768 le Bureau de Police condamna des revendeurs qui, méconnaissant les règlements de Police, effectuaient des achats de fruits et de denrées aux portes de la ville, dans les rues, cabarets et maisons particulières avant que les marchandises n'aient été exposées sur le marché. (Audience du 5 Septembre 1768).

En 1782, il condamna à trente sols d'amende avec défense de récidiver, un marchand de Canaule ayant fait des achats de blé sur notre marché avant l'heure légale d'ouverture. Attendu, disait le jugement, que suivant les règlements de police les marchands de grains ne peuvent faire leurs achats qu'à partir de dix heures du matin.

Saisies de marchandises défectueuses : Jugement du 8 Janvier 1713 contre plusieurs facturiers de laine de Sommières, Junas, Aubais et Aigues-Vives qui ne se conformant pas aux ordres de l'Intendant du 16 Mai 1706 et aux Réglements généraux des manufactures de 1669, avaient fabriqué et mis en vente des pièces de marchandises appelées finettes, cadis et cadis blancs « deffectueuses et contraires aux règlements du Roy et de Monseigneur. »

Perquisition et saisie faites le 7 Mai 1767 chez le Sieur Ollive, marchand de cuir d'Alais, de deux balles de cuirs tannés dont « l'humidité était évidente » et condamnation du délinquant au paiement de dix-huit

(1) Archives Sommières. FF. 79, 81, 57, DD. 75.

livres au Recteur de l'Hôpital « vu que c'était une première fraude et contravention », et à une petite somme d'argent pour être donnée aux valets de ville et aux portefaix ayant transporté les cuirs saisis.

Condammnation du Sieur Mouline, en date du 3 Mars 1770, pour avoir été trouvé en foire avec une balle de cuirs de bœuf trop humide, à une amende de quinze livres applicables aux pauvres. (1)

Verbal de capture du 12 Mars 1667, d'une émine de blé de barque achetée par le sieur René Maurin à Lunel et soupçonnée d'être d'une mauvaise qualité et capable de communiquer une maladie contagieuse.

Vérification des poids et mesures. Vérification des balances de la nommée Marioge, revendeuse de poisson (audience du 12 Août 1769).

Les consuls de Sommières conservèrent jusqu'à la Révolution les fonctions de lieutenants généraux de police et le Bureau de Police tint régulièrement ses audiences jusqu'à la création des justices de Paix et des Tribunaux Correctionnels.

2^e Justice Commerciale.

La justice commerciale était compétente chaque fois qu'un conflit naissait entre commerçants à la suite d'une opération commerciale.

Les magistrats chargés d'instruire et de juger ces contestations étaient sur le marché les juges conservateurs. « Ce sont des juges, dit Savary des Bruslon, établis pour maintenir et conserver les franchises et

(1) Voir P. J. N° 4.

privilèges des foires et des marchés et pour connaître des contestations qui y surviennent entre marchands ou autres personnes fréquentant les dites foires et y faisant négoce. » (1)

Nous avons déjà dit dans la première partie de ce chapitre que les conservateurs des franchises et privilèges de nos marchés et de nos foires étaient les viguiers et officiers royaux. Le roi les avait investi de la fonction de juger ; Henri II dans ses lettres patentes de 1557 avait en effet donné aux officiers royaux de Sommières la connaissance de tout ce qui pouvait arriver au cours de la foire qu'il venait de créer ; et il ajoutait au surplus qu'ils étaient chargés du Sceau de cette foire ce qui, en considérant les usages de l'époque, donnait au viguier la juridiction sur tous les contrats revêtus de ce scel. Le sceau était en effet depuis le Moyen Age attributif de juridiction.

Il serait très intéressant de connaître la compétence de ces juges commerciaux. *Ratione personnae* ils étaient sans doute compétents pour juger toutes les personnes qui venaient à la foire ; *Ratione materiae* ils connaissaient probablement tous les conflits qui s'élevaient pendant cette foire. Mais nous ne pouvons à ce sujet que faire des hypothèses. La compétence de ces juges pas plus que la procédure devant leurs tribunaux ne nous sont connues. Etant donnée cette absence de documents (nous ignorons complètement ce que sont devenues les archives de notre Cour

(1) Savary des Bruslon. Dictionnaire du Commerce : Mot , Juges Conservateurs.

Royale) nous ne pouvons que borner là nos observations. (1)

(1) Nous ne pouvons omettre de parler dans ce chapitre, réservé à l'organisation de la justice, de la Cour du Petit Scel qui siégea à Sommières pendant plusieurs années. Installée dans notre ville par Saint-Louis aussitôt après l'incorporation de Sommières au domaine Royal elle fut transportée à Aigues-Mortes par ce monarque, puis à Montpellier par Philippe le Bel. « C'était, dit Germain (Hist. du Comm. de Montpellier T. II. p. 123. 309) une cour attributive à l'instar de celle du Châtelet et dont la mission consistait à juger en matière de dette... Une ville de grande marchandise, comme était la nôtre, devait considérablement gagner à la présence permanente d'un tribunal de cette nature. Les dettes ont toujours constitué un des principaux écueils du négoce, quel immense privilège pour Montpellier que de se voir, par une prérogative insigne, le siège d'une justice continuellement prête à agir au profit de son Commerce ». — Comme Germain nous pourrions déduire qu'il fallait que l'importance commerciale de Sommières fût bien grande pour que Saint-Louis ait fait de notre ville le premier siège de cette cour.

Voir dans d'Aigrefeuille l'exposé des lois particulières de cette Cour. (Aigrefeuille. Observations sur les anciennes juridictions de Montpellier p. 567 rapporté dans Boisson p. 69) :

Voici à titre de documentation l'énoncé de quelques unes de ces lois :

1° que le débiteur s'étant une fois soumis à cette juridiction ne pouvait être reçu à proposer aucun déclinatoire.

2° qu'il ne pouvait être ouï en défense qu'il n'eût payé, donné caution où qu'il ne se fût remis en prison.

3° qu'il ne pouvait alléguer que trois exceptions, savoir : le paiement de la dette, une convention entre partie de ne rien demander, ou bien la fausseté de l'acte en vertu duquel on demandait ; ce qui était exprimé par ces trois mots : solutum, falsum, pactum de non petundo.

4° que le créancier pour une même dette pouvait saisir la personne et les biens de son débiteur en vertu d'une même clameur.

5° que le juge ne serait tenu à aucun ordre judiciaire qu'au sien propre.

6° que le débiteur qui ne paierait pas au terme de son obligation serait condamné à payer un dixième de sa dette aux pauvres.

Cette Cour a conservé dans l'histoire judiciaire, par la rigueur de ses jugements, une réputation de sévérité dépassant souvent les règles de la stricte humanité.

Mais au cours du ^{xvii}e siècle, la conception judiciaire d'une justice commerciale émanant des marchands, avait trouvé de nombreuses applications. (1) A Beaucaire, par exemple, la réunion de l'office de viguier au consulat avait donné aux consuls vers le milieu du ^{xvi}e siècle le titre de juges conservateurs. Un arrêt de 1671 avait créé dans la suite un Bureau de Conservation des franchises de la foire ; c'était une sorte de tribunal d'exception composé des consuls et de juges, choisis dans chaque échelle sociale, et qui devait, aux termes de l'arrêt, siéger pendant la foire et délibérer « sur les occurances. »

La question qui devient dès lors fort intéressante pour nous, est celle de savoir si Sommières eut aussi, à partir du ^{xvii}e siècle, son Bureau de Conservation. Autrement dit, la conception judiciaire d'une justice émanant des marchands trouvat-elle une application pendant les foires et les marchés de notre communauté ?

Nous avons vu qu'au début du ^{xviii}e siècle les pouvoirs de nos viguiers avaient été fortement atteints dans leurs attributions criminelles. Le Bureau de Police de nos consuls avait dépouillé les officiers royaux d'une importante partie de leur autorité. Une organisation analogue avait-elle enlevé à ces officiers la juridiction commerciale qu'ils possédaient depuis plusieurs siècles ?

Nous ne le croyons pas, car nous n'avons jamais retrouvé dans nos archives de documents établissant

(1) Huvelin ouv. cit. p. 405. Esmein p. 403. Edit de Novembre 1563. réunissant les conservations aux consulats.

l'existence d'un Bureau de Conservation. Pour qu'une pareille organisation pût exister dans une foire il fallait nécessairement que la présence de cette organisation fût réellement indispensable. Les foires de Beaucaire réunissaient chaque année pendant plusieurs jours une foule de commerçants de toutes origines ; il était nécessaire qu'elles disposassent d'une justice spéciale donnant de promptes solutions aux conflits qui prenaient naissance sur le marché. Mais on ne peut rapprocher les foires de Beaucaire des nôtres. Les foires de Sommières ne sauraient soutenir une telle comparaison. A en croire les lettres patentes de Louis XI, elles devaient sans doute se tenir chacune pendant huit jours ; mais, en réalité, à la veille de la Révolution les opérations commerciales étaient terminées le samedi soir. Beaucoup moins de monde qu'à Beaucaire, beaucoup moins de marchandises vendues, chiffre d'affaire moins important, moins de conflits, la présence d'un Bureau de Conservation n'était pas indispensable et il est probable qu'il n'en exista en réalité jamais un.

Cependant, de ce que les consuls n'avaient pris aux viguiers que leurs attributions criminelles, il ne faudrait point conclure que ces derniers aient conservé jusqu'à la Révolution leurs juridictions commerciales. Cette dernière juridiction leur fut également enlevée à la fin du XVII^e siècle par une nouvelle organisation judiciaire, établie à Montpellier en 1669, et qui prit le nom de Bourse de Commerce. Bien qu'il n'entre pas dans les limites de notre sujet de nous attarder à l'étude de cette juridiction nous devons, eu égard à son importance, donner quelques renseignements sur

cette Bourse qui peut être considérée comme le premier tribunal de commerce de notre région.

Montpellier, plus rapprochée de la Méditerranée que Toulouse, avait demandé, à la fin du ^{xvii}^e siècle, l'établissement d'une Bourse de Commerce semblable à celle de Toulouse avec compétence sur toute sa Généralité. L'édit du roi et l'arrêt d'Enregistrement de Mai et Juin 1691 créèrent en effet dans cette ville une « Bourse de Commerce pour les marchands à l'instar et avec la même juridiction que la Bourse de Toulouse, pour connaître et décider en première instance de tous les procès, différents entre marchands et négocians de la Généralité de Montpellier, des diocèses de Montpellier, Nîmes, Uzès, le Puy, Mende... » (1) Elle était composée d'un prieur et de deux consuls élus par scrutin et se réunissant un jour par semaine. L'Intendant présidait et le Syndic de la Province pouvait s'y rendre. Elle siégeait à La Grande Loge de Montpellier, maison commune des marchands. On appelait de cette Bourse à la Cour de Toulouse.

Ce fut donc cette Bourse de Montpellier qui devint le Tribunal de Commerce des marchands Sommiérois et qui fit office de Bureau de Conservation. D'ailleurs, en parcourant dans ses archives les registres de ses jugemens, nous avons constaté qu'à plusieurs reprises des commerçants Sommiérois avaient porté devant ses juges leurs contestations et leurs procès. (2)

(1) Archives Hérault B. 91.

(2) Archives. Bourse de Commerce de Montpellier. Voir les jugemens des lundis : 5 septembre 1702, 4 novembre 1720, 2 août 1724, 1^{er} juin 1744. etc...

Telle que nous venons d'en faire la description l'organisation de la justice pénale et de la justice commerciale de nos marchés et de nos foires subsista jusqu'à la Révolution. Les législateurs révolutionnaires voulurent faire table rase du passé ; mais dans la nouvelle organisation judiciaire qu'ils donnèrent à notre pays nous retrouvons bien souvent le souvenir des juridictions de l'Ancien Régime.

CONCLUSION.

Après avoir suivi au cours des siècles le développement des foires et des marchés de notre communauté, nous voici arrivés au terme de notre ouvrage. Si nous jetons un regard sur l'ensemble de cette étude bien des choses nous paraissent obscures et imprécises ; des lacunes subsistent encore et mériteraient d'être comblées. Alors que de nombreux documents nous ont permis de connaître avec quelques détails la vie économique de notre ville au cours du XVIII^e siècle, nos recherches ont été bien moins fructueuses lorsqu'elles ont eu pour objet l'étude de l'état économique des siècles antérieurs. Les événements douloureux dont notre ville a été le théâtre, ont sans doute empêché nos pères de conserver avec le même soin les documents qui devaient rester les seuls témoins de leurs malheurs. Les guerres de religion ont été funestes à nos archives : l'incendie de l'Hôtel-de-Ville de 1573, en brulant les vieux parchemins qu'elles contenaient, dut détruire toute l'histoire du Moyen Age ; et si les quelques manuscrits qui ont miraculeusement échappé à la destruction restent encore comme de précieux témoignages de la prospérité de notre communauté, ils ne sont point d'une importance suffisante pour permettre de faire, comme il aurait été intéressant de la tenter, un tableau détaillé de l'activité économique de notre ville.

Confessons cependant, qu'il reste encore dans nos archives communales de belles et sans doute de fruc-

tueuses recherches à tenter. Les dossiers des xvi^e et xvii^e siècles, que nous n'avons pas eu le temps de compiler avec assez d'attention, les liasses jaunies contenant les Délibérations du Conseil de la Communauté pendant ces siècles, renferment de précieux renseignements pour l'histoire politique et économique de Sommières. Leur étude serait le point de départ de riches découvertes et nous espérons qu'elles compléteront un jour les monographies que possède notre Communauté !

*
* *

Les quelques pages que nous venons de consacrer à l'étude de la vie économique de Sommières, d'après l'analyse de ses plus curieuses manifestations, les foires et les marchés, ont eu l'avantage de nous révéler que si notre petite cité a été, à diverses époques, durement atteinte par le sort, elle a su traverser avec courage les pénibles épreuves qui menacèrent sa tranquillité. Au dessus des querelles religieuses qui certes revêtirent à certaines heures un caractère redoutable et alarmant, les Sommiérois songèrent toujours à l'intérêt supérieur de leur petite patrie. Désunis dans leurs croyances, ils se trouvèrent toujours unis chaque fois qu'il fut nécessaire de défendre les privilèges et de sauvegarder les intérêts de leur localité.

Et si les foires et les marchés de Sommières furent sans cesse l'objet de leurs plus vives attentions c'est qu'ils n'ignorèrent point que du développement et de l'extension de ces manifestations commerciales, dépendaient la richesse et la prospérité de leur communauté !

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Il nous a paru indispensable de rassembler à la fin de cette étude, comme justification des textes que nous avons cités, les documents présentant le plus d'intérêt pour l'histoire économique de notre ville.

Nous transcrirons en premier lieu la Donation de 1183 qui peut être considérée comme le témoignage le plus ancien que nous ayons de l'existence de nos marchés du samedi.

Nous donnerons ensuite la copie de l'acte d'échange de 1248, pièce qui peut figurer parmi les plus importantes de notre histoire puisqu'elle décida de l'incorporation de Sommières au Domaine royal.

Les Privilèges de notre ville, que nous avons si souvent rappelés dans notre ouvrage, et qui contiennent les libertés dont jouirent nos pères jusqu'à la Révolution, méritent aussi de n'être point omis dans cette trop courte énumération.

Enfin nous ferons connaître à titre de curiosité :

1° Un jugement rendu par le Bureau de Police de notre ville réuni pendant une foire à la suite d'une saisie de marchandises faite sur le marché par nos consuls.

2° Le texte du tarif de la Leude perçue à Sommières au Moyen Age, dernier vestige du vieux livre Juratoire qui renfermait les coutumes des Sommiérois. Nous le publierons fidèlement en en respectant le vieux langage dont le style pittoresque en augmente encore l'intérêt.

3° Les Lettres-Patentes de Décembre 1557 du Roi Henri II portant création de la foire de Carême.

N° 1. — *Donation faite en 1183 par Bernard d'Anduze, Seigneur de Sommières, de la Leude des Blès, perçue pendant les Marchés de cette Ville, à la Confrérie de Sommières.*

Anno ab Incarnatione Domini MCLXXXIII, *Philippo* Francorum rege regnante, *Guillelmo Usetice Nemausensi* episcopo existente, eodem anno quo pax Beatæ Mariæ incepit et divulgata fuit, ego dominus *Bernardus Andusiensis*, intuitu divinae pietatis, et dono et jure donationis trado *Deo* et *Confraternitati* de *Sumerio*, nunc et in perpetuum, totum bladum quod mihi exire debet de Leudo in foro *Summerii* in Sabato ante festum Sanctæ Mariæ Februarii, et omnia alia jura integre, quæ mihi exire debent prædicto die in foro *Summerii*, et Testes sunt *Bernardus de Salve*, *Bernardus Fresnelli*, *Imbertus*, *Bertrandus Imberti*, *Guillelmus Gregoris*, *Pontius Fulctio*, *Bernardus de Villa*, *Petrus Bertrandi Bosi*, *Petrus Molveri*, *Guillelmus Calbelli*, *Bernardus Carolus* scripsit; mandato domini *Bernardi* de *Andusia*.

(*Hist. Gen. du Lang.* Preuve T. VIII, p. 355, Charte XXXIII. Manuscrit d'Aubays 25, p. 2, fol. 38).

N° 2. — *Acte d'échange de 1248.*

« In N. S. et J. T. Amen. *D. G.* Francorum rex, notum facimus quod pro medietate villae de *Sumidrio* quam petebat a nobis *Bermundus* de *Sumidrio* dicens eam ad se jure hæreditario pertinere et pro turre ejusdi castri, quam *Peregrino Latinario*, quondam senescallo nostro *Bellicadri*, commodaverat ut dicebat; necnon et pro residua medietate ejusdem villæ quam dicebat a patre suo fuisse olim *Petro Bermundo* pignori obligatam; iterum pro iis quæ habet in castro de *Calberta*, et pertinentiis ejusdem; pro mansis etiam quæ habebat in castro et in vallo de *Calberta*; quæ omnia idem *Bermundus* nobis et hæredibus nostris resignavit et quittavit in perpetuum, dedimus et concessimus eidem *Berbundo* et hæredibus suis in perpetuum, in permutationem et escambium prædictorum, castrum de *Caylario*, cum pertinentiis ejusdem castri, sicut idem castrum cum jus pertinentiis tenchamus. Quod ut perpetuæ stabilitatis robur obtineat, præsentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii numinis ca-

ractere inferius annotato, fecimus communiri. — Actum apud *Aquas-Mortuas* anno *J. D. MCCXLVIII*, mense Augusto, regni vero nostri *xxii*, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifera nullo *S. St. baticularii*, *S. Joannis*, camerarii, *S. Imberti*, constabularii, data vacante cancellaria.

(*Marquis d'Aubays*, Pièces Fugitives... Tome I^{er}, p. 48).

No 3. — « *Lettres patentes de Charles VIII données à Notre Dame de Clery au Puy par lesquelles il confirme les libertés franchises et coutumes des habitants de Sommières, accordées par ses prédécesseurs Louis XI, Charles V et Charles Dauphin fils de Charles VI contenant 50 articles.* »

(*Collection Don Pacotte Tome XI. Montpellier. A. 241.*)

« Charles (Charles VIII) par la Grâce de Dieu, Roi de France, savoir faisons à tous présens et avenir, Nous avoir reçu l'humble supplication de nos bien amés les conseillers, bourgeois, manans et habitans de nos ville et château de Sommières en la Sénéchaussée de Beaucaire contenant, que pour le bien profit et utilité et entretenement de la police et commune observance de nostre dicte ville de Sommières, ont été d'ancienneté et de longtemps a donnés, octroyés et confermés aux conseillers, bourgeois, manans et habitans d'icelle nostre ville, prédécesseurs des dits suppliants plusieurs beaux privilèges, prérogatives et prééminances, tant par feu nostre tres chier Seigneur et père que Dieu pardoient, que autres ses prédécesseurs et les Nostres Roys de France, et par leurs lettres patentes à nous présentées de la partie des dits habitans desquelles on dit la teneur estre telle :

Loys (Louis XI), par la Grâce de Dieu, Roy de France, savoir faisons à tous présens et advenir, Nous avoir reçue l'humble supplication de nos biens amés les conseillers, bourgeois, manans et habitans de nos villes et chastel de Sommières en la Sénéchaussée de Beaucaire contenant, que de longtemps a par nos dits ayeul et père que Dieu absoille, ont été donnés et octroyés et confermés certains beaux privilèges aux conseillers, manans et habitans de nos dits ville et chastel, prédécesseurs des dits suppliants, ainsi que apert par les lettres et chartres

de nos dits ayeul et Père, desquelles lettres les teneurs ensui-
vent :

Karolus (Charles V), dei gratia francorum Rex, notum faci-
mus universis tam presentibus quam futuris, quod audita sup-
plicatione per dictos nostros consiliarios universitatis castri
nostri de Sumidrio nobis reddita super hiis, quod cum Magis-
ter Gaufridius Palmerii legum doctor noster in Senescallia
Bellicadri advocatus, ac in eadem reformator generalis, a Ca-
rissimo Ludovico duce Andegavensi germano et locum tenente
nostro in partibus occitanis tunc deputatus ordinaverit et con-
cesserit pro utilitate rei publicæ, quod annuatim in dicto loco
ellegantur per consiliarios antiquos sexdecim homines idonei et
sufficientes, de quibus fit electio, creatio, et nominatio quatuor
consiliarionem, sub certa formâ quolibet anno in festo omnium
sanctorum, ad regendum et gubernandum dictam universita-
tem pro ut est fieri consuetum et cum propter defectum ho-
minum sufficientium et idoneorum, numeros dictorum sexde-
cim utilitas sit restringendus et reducendus ad numerum duo-
decim, sicut dicunt, habeantque ab antiquo domum commu-
nem extra muros et fortificium dicti loci, ubi consueverunt
tenere consilia eorundem cum hominibus et capitibus mister-
riorum dicta universitatis, et aliis probis viris ad haec, cum
expedit deputatis, et alia dicta universitatis negotia exercere
et propter pericula immicorum, dicursus et incidias, aliam do-
mum infra muros, et fortiaticium dicti loci dudum acquisierunt
nobis humilite supplicaverunt, ut auctoritatem et licentiam nu-
merum dictorum sexdecim hominum ad numerum duodecim
restringendi et indicta domo infra muros acquisita se ad invi-
cem congregandi, eorum consilia tenendi, et alia dicta univer-
sitatis negotia exercendi eisdem conudere dignaremur.

Nos igitur eorum supplicationibus favorabiliter annuentes,
volentesque eosdem sub umbra alarum nostrarum protegere,
tanquam veros subditos et fideles, ac in pace et tranquillitate
benignite conservare, actentis dampnis passio per eosdem nos-
trarum occasione guerrarum, eisdem supplicantibus et univer-
sitati dedimus et consedimus, damusque et concedimus per
presentes, nostra autoritate regia, certaquæ scientia et gratia
speciale, et pro utilitate reipublicæ expediendi, ut quoties
cumque eisdem expediens fuerit et videbatur faciendum, dic-
tum numerum sexdecim hominum restringant, diminuant et
reduant ad dictum numerum duodecim hominum idoneorum et
sufficientium, de quibus fiat creatio, electio et nominatio dic-
torum quatuor consiliarorum dictæ universitatis quolibet

anno, sub illa forma quæ fiebat eum dictis sexecim hominibus, ad regendum et gubernandum universitatem predictam et experiendum pro ea, ejus que negotia exercendum pro ut est fieri consuetum, nec non eorum et dictæ universitatis consilia teneant et tenere valeant atque possint, seque ad in vicem congregare cum dictis hominibus capitibus misteriorum ad hæc deputatis et aliis probis viris eum expedieret deputandis in dicta domo communi infra dictos muros acquisita vel acquirenda, et alia ipsorum et dictæ universitatis negotia ibidem exercere, toties quotiens opportunum fuerit ac eisdem videbitur faciendum, quibus quidem consiliaris dictæ universitatis presentibus et futuris, predicta faciendi et libere exercendi auctoritatem et licentiam damus et concedimus specialium mandantes Senescalo Bellicadri, vicario et castello ac judici Sumidrii, ceterisque justiciariis et officariis nostris ut dictos consiliarios et habitantes dicti loci non perturbent seu impediant, inquietare que seu impedire ab aliquo permittant in promissis sed hac nostra presenti gratia et concessione ipsos uti et gaudere perpetuo libere faciant et permittant absque impedimento quocumque quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum: salvo jure nostro in omnibus et quolibet alieno.

Datum in castro nostro de Lupperio propro Parisius, anno domini millesimo trecentesimo seputagesimo secundo, et regni nostri nono mense februari. Sic signatum per regem sui requestis.

Charles (fils de Charles VI), fils du Roi de France, regent le royaulme, Daulphin de Viennoys, Duc de Berri et de Tourraine et Comte de Poitou : savoir faisons à tous présens et advenir Nous avoir receu l'Humble supplication des conseillers, bourgeois, manans et habitans de la ville de Sômmières contenant comme ils aient plusieurs privilèges à eulx très longtems octroyés par nos prédécesseurs les Roys de France et confirmés par mon dit Seigneur, desquels ils ont joui et uzé, et encores jouissent et uzent, toutes voye, afin que aulcun ne les voulssit destourber ou donner empêchement en iceulx, ils eussent volontiers lettres de nous de confirmation de leurs dits privilèges, en nous humblement requerant icelles nos lettres. *Pourquoi* nous ces choses considérées, qui ne leur voulons aucunement diminuer leurs privilèges, icent privilèges avons fermes et agréables, et en tant qu'ils en ont bien et duement joy et uzé le tems passé, les avoulons, louons, ratifions et aprouvons, et par la teneur de ces présentes de grâce spéciale et

autorité royale dont nous uzons, confermons. Si donnons en mandement à nos amés et feaulx conseillers de mon dit Seigneur et nostres, les gens tenants son Parlement, à ceulx qui tiendront au dit pays de Languedoc, à ses gens des Comptes et aux notres, et au Sénéchal de Beaucaire, et à tous les autres justiciers et officiers de mon dit Seigneur et nostres ou à leurs lieutenants et à chascun deux, si comme à lui appartiendra, que de notre présente grâce et confirmation facent, souffrent et laissent les dits conseillers manans et habitans de la dite ville de Sommières joiret uzer plainement et paisiblement en les faisant souffrant et laissant joir et uzer de leurs dits privilèges, ainsi qu'ils en ont duement joy le tems passé ; car ainsi nous plait il estre jait de grâce speciale par ces presentes et affin que ce soit ferme chose et estable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel ordonné en l'absence du grand à ces présentes ; sauf en autres choses le droit de mon dit Seigneur et le notre et l'autre en toutes. — Donné à Saint André les Avignon le xxi jour d'Avril l'an de grace mil quatre cent et vingt. Ainsi signé par Monseigneur le Régent Dauphin, l'Arceveque de Bourges, le Maitre des Arbalestriers Guillaume Davanger et plusieurs autres présens. J. Gosset Vissa.

Nous humblement requérons, que iceulx privilèges vueullons leur octroyer et confermer.

Pourquoi nous inclinans à la dicte supplication et requeste à nous faite par les dits supplians, iceulx privilèges avons confirmés, loués et approuvés louons, confermons et approuvons par ces présentes, et en outre les dits habitans pour eulx et leurs successeurs, et pour le bien, utilité et entretenement de la dite ville, nous ont fait supplié, qu'il nous plaise leur octroyer par privilège et avoir agréable qu'ils puissent joyr et uzer comme ils on fait par cy devant du contenu ez articles cy après escripts :

(1). Et Premièrement : qu'ils ont joy et uzé, et accoutumé de faire régir et gouverner la dite université et bien dicelle par quatre hommes de bon renons appellés conseillers, eslus par les chiefs des mestiers de la dicte ville, estans ez quatre quartiers dicelle, c'est assavoir curatiers, avanturiers, sabatiers, et brassiers ou laboureurs ; auxquels conseillers pour avoir conseil, sont baillés par chacun des dits métiers quatre personnes qui sont au nombre de seize personnes, sans le conseil desquelles ils ne peuvent riens faire ne conclure et ce qu'ils font doivent conclure à la plus saine partie des voix des dits seize hommes ; et ce que par les dits conseillers est aussi fait con-

clud et délibéré, doit être tenu et gardé, sur peine de cent marc d'argent à nous applicables.

(2). Item, que les dites villes et université ont accoustumé eslire par chascun an les dits quatre conseillers ei seize hommes appellés chiefs de mestiers, ainsi qu'il s'en suit, c'est assavoir que aujour de Saint-Luc, ceuxls qui par eulx ont esté élus conseillers, font advenir devant nos officiers de la dicte ville les dicts seize hommes chiefs de mestiers, pour prendre serment de bailler, nommer et eslire de la dicte université et pour chacun de leur quartier trois hommes suffisans, qui sont au nombre de douze, lesquelles doivent recoller par manière de conseil ou pour conseillers le jour de la Toussaints, ainsi que dessous est escript ; et lesquels en l'hostel commun de la dicte ville, doivent estre baillés et nommés par les dits chiefs de mestiers au jour de Saint Jude et Simon, et le dit jour Saint Luc pareillement, les dits chiefs de mestiers et mettre en leur lieu pour l'année en suivant, lesquels baillent après la création des dits nouveaux conseillers et à la premiere assemblée qui sont après la Toussaint.

(3). Item, les dits quatre conseillers et chiefs de mestiers viels ont accoustumé faire célébrer le jour de Toussaint assés matin une messe du Saint Esprit où ils sont, et ce fait, vont au dit Hotel comun auquel ils advisent les dicts douze hommes qui doivent recoler ; et s'il y en a autant qui ne soit souffisant ou d'estre conseiller, ou d'estre profitable pour le bien publique, ils le peuvent muer et en bouter ung autre et après ont douze penunceaulx de cire neufve d'un poix et d'une façon dedans l'un desquels penunceaulx à ung C et semblablement de trois en trois penunceaulx le dit C ; lesquels douze penunceaulx sont baillés à douze enfans auxquels on impose le nom des dits penunceaulx et ceux auxquels la dicte lettre C vient par sort sont et demeurent conseillers pour l'année ensuivante.

(4). Item, ont coutume les dits conseillers viels que après qu'ils ont fait au dit Hostel commun ce que dict est, ils vont à l'église parochiale de la dicte ville, et devant le notaire du dit hostel commun se devestent et de netent de la puissance et autorité où ils avoient été institués, et nomment et publient en présence des témoins dignes de foy les nouveaux conseillers.

(5). Item, et après la messe oye en la dicte esglise et leur disner fait, envoient les dits conseillers viels, quérir les dits conseillers nouveaulx et les présente aux officiers royaulx de la dicte ville, et illec promettent et jurent bien et loyalement

régir et gouverner le bien public d'icelle ville, et à leur pouvoir éviter le domage qu'ils pourroient savoir avenir à nous ou au dit bien public.

(6). Item, devant les dits officiers royaux les dits conseillers nouveaulx demandent une fois l'an seulement pour toute l'année aux dits officiers royaux licence de eulx et leur conseil adjouster toutes et quantes fois qu'ils voudront et leur sera nécessaire pour leur affaire commun, et la dicte licence octroyée ou non, iceulx conseillers se peuvent adjouster pour tenir leur dit conseil en leur dict hostel commun.

(7). Item, et après que les dits conseillers nouveaulx ont fait le dit serement les dits conseillers viels ont la liberté de présenter et roiaument bailler aux dits conseillers nouvellement institués les clefs des portes de la dicte ville de Sommières pour icelles garder et gouverner et non autres durant le tems de leur offices, comme vrays et loyaux sujets à nous.

(8). Item, le premier ou second dimanche après la feste de Toussaints, les dicts conseillers nouveaulx ordonnent leurs officiers, ainsi qu'il s'en suit ; c'est assavoir que au bassin ordonne à faire la queste de l'œuvre de l'Eglise parrochiale nostre Dame de la dicte ville, ils peuvent commettre quatre personnes et à chacun des autres bassins de quester qui sont six ou sept, ils peuvent commettre deux personnes, lesquels bassiniers se doivent tenir et portes des Eglises de la dicte ville, et amassent ce que l'on veult donner pour Dieu, et chacun en rendent compte comme ils ont distribué ce qu'ils ont cueilly ; et aussi connectent certains hommes et femmes à visiter les hopitaux.

(9). Item, ordonneront les dits conseillers ung prebtre à gouverner les joiaulx et vestements de leur église parrochiale lequel prebtre doit célébrer chaque jour de Lundi de l'an au point du jour une messe pour les trépassés et à liberté de cueillir et lever lesmolument des coupes et leudes qui se lèvent et cueillent en la dicte ville une fois l'an le Samedi devant et le Samedi après la feste de Nostre Dame Chandel-leur ; auquel pour icellui prebtre peut effire à son vouloir un autre prebtre pour l'Hopital ; lequel prebtre est tenu visiter chacun jour les pauvres dicellui hospital et iceulx confesser et leur bailler sacremens si requis en est et aussi peuvent les dicts nouveaulx conseillers eslire ung notaire pour rédiger et escrire tout ce qu'ils ordonnent en leur conseil et prendre notes et faire instrumens de ce qu'ils besognent au vouloir des chiefs de mestiers.

(10). Item, ordonnent les dits conseillers chacun officier pour exercer chacun en son office, c'est assavoir : regardeurs de chemins lesquels quant les chemins ne sont pas bien réparés ils les font mettre à point ; regardeurs de murailles qui adviennent s'il convient réparer ou édifier aucune chose ; regardeur aussi de poix et mesures, lesquels visitent romaines, balances, mesures et toutes autres choses touchant fait de poix et de mesure, et tout ce qu'ils trouvent mauvais et préjudiciable, le rompent et font porter en leur dict hotel commun avec quesce ; regardeurs de poissonnerie qui visitent le poisson pourté en icelle ville, et quand il n'est souffisant fraix, ils le font gecter ou bruler par le congié de justice ; regardeur de mazel où boucherie, lesquels quant les bouchers où mazeliers tuent ou font tuer aucune beste non souffisant ne marchande, iceulx regardeurs la font mectre hors du dit mazel où bocherie ; regardeurs de pains, assavoir s'il est bien ou mal appareillé, ils en font et ordonnent ainsi que bon leur semble s'ils le trouvent de mal appareil ; outre plus aux questions et débats dedans la dicte ville ou dehors dicelle a regardeurs, desquels quant plainte est que bestail a fait mal en possessions des dits habitants ou que débat et question soient entre eulx de possessions de maisons ou rues ou autres choses, iceulx regardeurs visitent les dictes questions et débats et en font leur rapport aux différents officiers royaux afin d'en donner selon raison.

(11). Item, avecques ce ont accoustumé commettre estimateurs des censes, lesquels au terme Saint-Michel estiment le bled, soit orge ou autre grain et après en font leur rapport aux dicts officiers royaux, et ne paient les dits habitants si non ce qui est estimé touchant les dicts grains et prennent les dicts stimeurs serements sur ce devant les dicts officiers royaux à la présentation des dicts conseillers.

(12). Item, commectent et ordonnent les dicts conseillers ung receveur ou clavaire qui est tenu lever l'argent que les dicts conseillers mectent sus tant pour nous que pour les affaires et négoce de la dicte ville ; lequel receveur ou clavaire est tenu sur ce rendre compte et reliqua en la fin de l'année aux commis et députés à oyr le compte d'icellui clavaire.

(13). Item, ordonnent aussi les dits conseillers, par le consentement de leur conseil, trois hommes de bonne renommée, pour oyr les comptes du dit clavaire, lesquels font serement devant les dits officiers royaux de bien duement et loyalement oyr le dit compte au proffit de nous et de la chose publique.

(14). Item, ont accoustumé les dits conseillers nouveaulx, après les choses dessus dictes, faire assembler les viels chiefs de mestiers en leur maison commune, deux ou trois jours après la Toussaint pour leur bailler et nommer les autres chiefs de mestiers mis en leur lieu pour adviser les dits conseillers durant le temps de leur office de ce qui est expédient à faire pour le bien publique.

(15). Item, que après la nomination des dits chiefs de mestiers, les dits conseillers doivent présenter aux dits officiers royaulx de la dicte ville les dicts chiefs de mestiers nouveaulx, qui doivent jurer de bien et dument conseiller et advertir les dits conseillers du bien de nous et de la dicte chose publique.

(16). Item, sont accoustumés les dits conseillers chacun an à la Saint-Martin fere incanter et arrenter le courretage de la dicte ville, et le bailler au plus offrant, et l'argent qui en est, et se doit convertir et propres uzaiges des dits conseillers ou de la communauté et le courratier à qui le dit courretage reste ou demeure est présenté par les dicts conseillers aux dicts officiers pour faire le serment et jurer de bien et loyalement faire son devoir au dict courretage tant à l'utilité du pauvre que du riche soit privé ou estrangers et ne se doit entremesler du dit courretage en la dite ville ne ez faulxbourgs dicelle sous peine de dix livres tournois à nous applicables.

(17). Item, ont accoustumé les dits habitans que nul ne doit achapter marchandises pourtees ou conduictes en la dicte ville par marchands mullatiers ou autres, se premierement elles ne sont pas le courratier d'icelle ville vues et publiées par la dicte ville, et ce afin que le pauvre puisse aussi bien estre pourveu que le riche et aussi nul hostellier où marchand du grenier à sel establi en la dicte ville ne doit afourer ny mettre après les dictes marchandises si non que les dits habitans de la dite ville n'en voulsissent plus avoir ne... sur la dicte peine de dix livres tournois.

(18). Item, ont joui et uzé les dicts habitans de Sommières que toutes et quantes fois que aucunes marchandises et mesmement victuaille portées en la dicte ville pour vendre que premierement les dicts habitans doivent estre forniz et pourveu les dictes marchandises avant que les étranges personnes.

(19). Item, ont franchise et liberté les dits hâns que quant aucune marchandise et mesmement victuaille se vendent en leur présence et ils veulent avoir part en icelle marchandise au prix qu'elle se vend, ils en peuvent et doivent avoir part et les doivent départir entre eulx.

(20). Item, ont aussi les dits habitans liberté et coustume, que nul estrangier ne privée ne doit aller achapter hors de la dicte ville ains doivent attendre que la marchandise soit dedans la dicte ville.

(21). Item, ont accoustumé les dits habitans que nulle personne étrange ne privée ne peut revendre ne achapter devant tierce à jour de foire ou de marché marchandise de victuaille sur peine de perdre la marchandise ou autre peine arbitraire.

(22). Item, ont coustume et liberté les dictes habitans que quand aucun estrangier aura achapté marchandise de victuaille pour porter hors dicelle ville, présent aucun dillec, que celui ou ceulx qui seront présens peuvent retenir icelle marchandise pour le prix que l'éstrangièr l'auroit achaptée pour la provision de la dicte ville sans fraude.

(23) Item, ont liberté ou coustume que nulle personne des dits habitans ne doit estre emprisonné par les officiers royaulx ne autres sinon qu'il y ait information précédente que soit légitime et décrétée par les dits officiers royaux si non que le crime fut si grande en frais.

(24). Item, ont liberté ou coustume, que quant les dits habitans de la dicte ville vendent leurs bleds en gros ou en menu ou..., ils ne sont tenus paier aucune chose à celui qui lieve les coupes ne à autres si ce n'est quant ils vendent au samedi depuis tierce jusques à Vespres tant seulement et lors ils payent les coupes.

(25). Item, est de coustume que quant les boulangers ne font leur pain selon le prix du bled les dits conseillers font prendre tout le pain des dits boulangers et celui qui n'est de poix est porté à la porte de la Cour royale de la dicte ville et donné pour Dieu à la licence et congié des dits officiers royaulx dicelle court.

(26). Item, est de coustume que quant marchans ou autres personnes portans marchandises en la dicte ville pour vendre, ils sont tenus et doivent mettre les dictes marchandises ez lieux et places sur ce ordonnées et non ailleurs sur peine de perdre sa marchandise et autre peine arbitraire appliquée à nous par les dits officiers royaulx.

(27). Item, est de coustume que en places, ne en rues publiques les dits habitans ne doivent tenir tables devant tables, ne aussi fins ou fumiers ne autres ordures, sous peine de cinq sols tournois à nous applicables.

(28). Item, ont accoustumé les dits conseillers présenter

aux dits officiers royaux les mazelliers ou bochiés le jeudhi Saint, afin de prendre serement deulx de bien et duement exercer leur mestier, ainsi que est contenu au Livre des costumes estans dedans la dite cour, sur peine de dix livres tournois à laquelle ils sont condamnés s'ils ne font chacun an le dit serement.

(29). Item, sont tenus les dits mazelliers ou bouchiers faire porter hors de la dite ville en la rivière du Vidourle au lieu appelé Trinquat, le sang, ordures, bates, ongles et cornes de bêtes et autres immondices, yssans du bestail qui tuent et font tuer, et sont tenus tuer ou faire tuer leur dit bestail en la dite boucherie où mazel, soit le dit bestail gros ou menu et doit estre sain, net bon et marchand ; et s'ils font le contraire, ils sont tenus de paier à nous dix livres damande.

(30). Item, ont liberté et franchize les dessus dits habitans, que les dits bouchers ou mazelliers, ne doivent avoir tous ensemble qu'ung tropel de bestail pour fournir la dite ville, qui doit estre de garde commune entre eulx, et ung autre troupe de bétail gros qui doit estre ensemble et gardé par commune garde entre eulx et ne doit point le dit bestail de paine quand il est trouvé en dommaige, si non que expressement le dit dommaige advenist par malice apperte ; en ce cas en seroit payée la peine que dessus est dicte, ainsi que plus à plain est contenu ez instrument sur ce passés.

(31). Item, ont iceulx habitans liberté et franchize, que nul nuriguier ou tenant bestail ne doit tenir bestail menu, si non qu'ils portent de dix en dix une sonaille et ce sur la dicte paine et aussi que nul nuriguier de la dite ville, et mandement de Montredon ne autre n'ose tenir, ne mettre bestail estrange menu où gros ou territoire de Sommières Mandement de Montredon ne Gavernes, sur peine de perdre le dict bestail, et de toute autre peine arbitraire appliquée à nous.

(32). Item, ont joy et uzé les dits habitans que les dits nuriguiers où autres tenans bestail menu, ne doivent eslargir leur dit bestail avant soleil levant et doibvent recueillir au retrait où le dit bestail doit la nuit demeurer devant le soleil couchant, pour éviter les périls qui s'en pourroient ensuivre sur peine de soixante sols à nous applicables et de nuit la double peine.

(33). Item, aussi ont liberté et franchize ou acoustume, que nul de quelque estat ou condition qu'il soit privé ou étranger n'ose tenir chièvres, ne les nourrir en la jurisdiction de Sommières si non seulement pour nourrir enfans, lesquel chiè-

vre ou chièvres que communément l'on appelle bailes, doivent porter ou trainer une corde afin qu'elles ne facent domaige et ce sur peine de cinq sols et de prendre la langue des dictes chièvres, iceulx cinq sols à nous applicables.

(34). Item, pareillement ont joy et uzé que nul bestail soit gros où menu de quelque espèce ou condition qu'il soit, ne doive estre mis ni souffert mettre ez vignes, olivettes ou autres possessions où ait arbres frutaux des dicts habitans de Sommières, Villevieille et Mandement de Montredon en nul tems où saison que ce soit sur peine de soixante sols par chacune grosse beste et pour chacun pourceau truye ou chièvre, dix sols tournois et pour chascune autre beste cinq sols, et de nuyt le double de la dicte peine à nous appliqués et de payer les bans et tales à qui appartiendra.

(35). Item, ont franchise et liberté les dicts conseillers, que quant les dits habitans font couper un bois, que un bestail ny doit entrer de trois ans après ce qu'il aura été coupé, affin que ce n'empêche l'accroissement du bois advenir sur peine de soixante sols pour chascune fois qu'ils y sont trouvés de jour et de nuit le double peine à nous applicable et de payer le ban et tale à qui appartiendra.

(36). Item, ont aussi liberté et franchize que nul ne doit tenir, ni faire mettre bestail gros ou menu ez prés nouveaulx jusques à ce qu'ils aient troics ans révolus sur la dicte peine.

(37). Item, ont les dits habitans coustume et liberté, que quant aucun bestail gros ou menu fait domaige ez possessions des dits habitans, et ne se trouve qui ait fait le domaige, celui qui sera le bestail au plus près de la possession où le domaige sera fait, est tenu et doit payer le dit domaige, selon que les estmateurs auront fait raport en la dicte Cour Royale de la dicte ville, et la dicte cour lui réserve l'action contre ceux qui pourroient avoir fait le dit domaige.

(38). Item, ont les dits habitans privilège, liberté et franchize à eulx donnéee et concédées par Bernard et Bernard d'Anduze père et fils et Pierre Bermond jadits Seigneurs de Sommières dont ils ont joy et uzé, joissant et uzent aprésent, si comme est escript en livre en parchemin estant devers la dicte Cour Royale de Sommières.

(39). Item, ils ont liberté et franchize ou coustume de mettre sus en cas nécessaires et faire taille pour les affaires et négoces de la dicte ville et icelle faire lever et distribuer ou appartient pour leur besoin et nécessité.

(40). Item, ont liberté et coustume les dits habitans de tenir les herbes de leur deves autrement appelé le patus de Sommières séant au territoire de Gavernes en deves et vendre les herbes d'icellui au plus offrant, et dedans lequel nul ne doit tenir bestail, fors celui qui a achepté les herbes des dits conseillers de la dicte ville sur peine arbitraire à nous applicable.

(41). Item, ont liberté et coustume les dits habitans de constituer et mettre un hospitalier où recteur pour régir ou gouverner l'hospital pource de la dicte ville et administrer aux pauvres qui affluent, et a le dit hospitalier ou recteur accoustumé prendre sur le droit des coupes une mesure de bled à pourveoir les pauvres du dit hospital.

(42). Item, ont liberté, privilège et coustume en la dicte ville de Sommières, de tenir et faire tenir deux foires et rerefoires chacun an, le second samedi après Pasque et le second samedi après la Saint-Michel et dure trois jours chacune les dites foires, et les rerefoires sont le premier samedi après ensuivant et durent les dites rerefoires deux jours et sont chacune foire et rerefoires de cinq jours chacune fois et sont les dites foires franches à qui y veult aller tant allant, séjournant et retournant et tant de debtes que autres choses quelconques exépté de crime dont pugnition corporelle ou perdition de membre se deust évidemment en suir.

Lesquels articles et le contenu en iceulx à chacun deulx avons eus et avons agréables, et aux dits habitans avons octroyé et octroyons par ces présentes qu'ils en jouissent doresnavant joir et uzer comme ils ont justement et duement fait par cy devant par la manière et ainsi que dessus est dit et outre de nostre plus ample grâce avons aux dits habitans octroïé et octroyons par ces dites présentes, que eulx leurs hoirs et successeurs, qu'ils puissent joir doresnavant à toujours perpetuellement par manière et forme de privilège du contenu ez articles si dessous escripts et desquels la teneur s'ensuit :

(1). Et premièrement que les quatre conseillers dessus dits puissent doresnavant avoir nom et eux faire nommer consuls et les dits seize chiefs de mestiers aient non de conseillers.

(2). Item, les dictes foires et arrières foires et chascunes d'icelles puissent durer huit jours entiers tant allant sejourant que retournant avec la franchise dessus dite.

(3). Item, pour ce que la dite ville est loing de territoire

à faire prêts et nont habondance de foings, auscuns des dits habitans sefforcent faire préz afin qu'ils puissent mieulx pourvoir le bestail tant d'eulx que de gens qui de jour en jour affluent en la dite ville afin que l'herbe puisse mieux venir et croistre du territoire où les dits prés sont assis, soit le dit territoire où sont assis les dits prés en défense du premier jour de mars jusqu'au dernier jours d'Octobre.

(4). Item que toutes les possessions des dits habitans de la dite ville de Sommières qui est nuement à nous, soit en et sous nostre protection et sauvegarde espéciale et si advenoit que dommage feust fait à icelles possessions que la cognoissance de ce appartienne aux dits officiers royaux de la dicte ville.

(5). Item, que nuls des dits habitans ne soit pris au corps pour debte ou autre cause quelconque en son hostel ou maison fors et excepté pour crime et pour nos deniers seulement.

(6). Item, que nuls taverniers ou revendeurs de vin à détail ou menu ne soit si ozé ne hardi de aller achapter vin hors de la dite ville tant comme en icelle s'en trouvera pour quatre livres tournois ou au dessous, sur peine de dix livres tournois et de perdre le dit vin que ainsi seroit achapté et icelluy estre donné pour Dieu à la porte de la cour royale de la dite ville.

(7). Item, pour obvier aux abus que se adviennent en fait de draperie en la dite ville que les dits conseillers qui sont et seront pour le tems avenir puissent commettre en chacun des métiers de la dite draperie ung ou deux hommes qui seront tenus visiter les draps et s'ils treuvent qu'ils ne soient bons et marchands qu'ils puissent tailler le premier chef diceulx mauvais draps et s'ils trouvent les dits draps bons et marchands qu'ils y puissent mettre deux sceaulx de plomb, esquels soient d'ung costé nos armes et en l'autre costé les armes de la dite ville.

(8). Item, qu'ils puissent commectre ung ou deux hommes pour visiter et regarder les cuirs qu'ils feront appareiller en la dicte ville et ceux qu'ils trouveront non estre bons ne suffisans, qu'ils les puissent faire bailler par auctorité de justice, pour éviter aux faultes et aux abus qui de jour en jour y surviennent.

Si donnons en mandement par ces dites présentes à nos amés et féaulx conseillers les gens dé nostre Parlement à Toulouse, au Sénéchal de Beaucaire, viguier et chastellain de Sommières et à tous nos autres justiciers et officiers où à leurs lieutenants présens et advenir et à chascun d'eulx si comme à

lui appartiendra, que de nos grâce, confirmation, approbation, octroy et ratification, facent, souffrent et laissent iceulx suppléants et leurs dits successeurs, ores et au tems et avenir joir et uzer plainement et paisiblement, par la même manière et ainsi que dessus est dit, sans leur faire mectre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun moleste, destourbier ou empêchement, mais si aucune chose avoit esté où estoit faite au contraire, qu'ils la réparent, ramènent et remettent, où facent réparer, ramène et remette au premier estat et deu et afin que ce soit chose ferme et stable a toujours nous avons fait mettre nostre scel à ces dictes présentes : sauf en autres choses nostre droit et l'autrui.

Donné à Paris au mois de mars, l'an de grace milCCCC soixante trois et de nostre règne le troisième et sur le reply des dites lettres estoit escript par le Roy : Guillaume de Varrye, général et autres présens J. Bouret.

En nous humblement supplians, qu'il nous plaise avoir les dictes lettres dessus transcriptes, contenant leurs dits privilèges ensemble le contenu dicelles agréables, les leur confermer et sur ce leur impartir nostre grace.

Pourquoi, nous les choses dessus dites considérées que désirons les dits conseillers, bourgeois, manans et habitans de nos dits ville et chastel de Sommières, supplians entretenir en leurs privilèges et prérogatives et les traiter favorablement en leurs faits et affaires, *Pour ces causes* et autres à ce nous mouvans, inclinans libéralement à leur requeste, avons les lettres cy dessus incorporées, après ce qu'elles ont été veues en nostre Grand Conseil, et toutes les choses contenues en icelles eues, et avons pour agréable et icelles avons en faveur des dicts supplians louées, ratifiées, apportées et confirmées et de nostre certaine science, grace spéciale, plaine puissance et autorité royale louons, ratifions, approuvons et confermons par ces présentes, pour les dits supplians et leurs successeurs habitans de la dicte ville et chastel de Sommières les avoir tenir et en joir et uzer doresnavant selon la forme et teneur et tout ainsi qu'il est contenu ez dictes lettres dessus transcriptes, tant et si advant qu'ils en ont parcy devant bien et duement joy et uzé.

Si donnons en mandement par ces mêmes présentes au Sénéchal de Beaucaire, et à tous autres nos justiciers et officiers où à leurs lieutenants présents et advenir, et à chascun d'eulx si comme à lui appartiendra, que nos présens grâce et confirmation ensemble des privilèges, prérogatives, pré-

minences points et articles, et autres choses contenues ez dictes lettres dessus incorporées, ils facent, seuffrent et laissent les dits suppliants joir et uzer plainement et paisiblement, sans leur faire, mectre où donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné ores ne pour le temps advenir aucun trouble, destourbier ne empèchement au contraire, aincois, se aucun leur en estoit. Sur ce fait, mis ou donné, icellui reparent, mectent ou facent reparer et mectre tantost et sans delay au premier estat et deu et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes : sauf en autres choses nostre droit et l'autrî en toutes.

Donné à nostre Dame de Cléry au mois de Décembre, l'an de grâce mil quatre cent quatre vingt et trois et de nostre règne le premier. Sur le reply est inscrit : par le Roy en son conseil nous et autres présents Pent signé Visa contentor texies Signé. (1)

N^o 4. — *Jugement du Bureau de Police de Sommières du 3 mars 1770 (Arch. Mun. Sommières FF 57.)*

Du Samedi troisième Mars mil sept cens soixante dix, heure de quatre après midy, dans la salle de l'Hôtel de Ville de *Sommières* en l'Assemblée du Bureau de Police de la dite ville par devant MM. les Consuls Lieutenants généraux de police de la même ville, soussignés.

Entre M. le Procureur du Roy en l'Hôtel de ville et Bureau de Police demandeur par exploit de ce jourd'huy fait par Carles huissier duement contrôlé aceque le Sr. Moulines Marchand de cuir du lieu de St. Jean de Gardonenque se trouvant actuellement en foire de cette ville soit tenu de comparoitre à ces présant jour lieu et heure par devant le Bureau de Police à l'effet de voir procéder à la vériffication d'une balle de cuirs de bœuf qu'il avait exposé aujourd'hui en foire de cette même ville dans le magasin de Sr. Louis Fize hote du d. *Sommières* pour être vendüe et qui luy a été saisie de l'ordre de MM. les Consuls à cause de la trop grande humidité qui se trouvoit dans les pièces de la d. balle cuir qui les rendoit si pezantes que la vente n'en peut être faite qu'au détriment du public

(1) L'original se trouve encore dans les Archives de Sommières AA 9.

suivant le procès verbal de capture dressé par les dits Sieurs Consuls ce même jour duement contrôlé et signifié du Sr. Moulines et à ce que ce dernier soit tenu de voir prononcer la confiscation de la dite balle cuirs et se voir condamner à l'amende de trente livres en conformité de l'Ordonnance de M. l'Intendant du douse février mil sept cens cinquante trois avec dépens d'une part et le d. Sr. Moulines assigné par le d. exploit deffendeur d'autre.

Le d. Sr. Moulines en son fait a dit qu'il consent à la verification demandée soutenant que ses pièces cuirs sont bonnes et de recette.

Sur quoy le Bureau de Police a nommé d'office pour experts Sr. François Planque. Tanneur, Srs. Jean Pradille, Louis Decamp et Jacques Favas cordonnier hants de la ville de Sommières lesquels ayant été mandés venir et se trouvant dans le d. Hôtel de ville après Serment par eux prêté la main mise sur les Saints Evangilles au moyen duquel ils ont promis de dire vérité lesquels ont procédé de suite à la vérification de la d. balle cuirs en présence du Sr. Moulines et ayant rapporté au Bureau que les pièces ne se trouvoient pas sèches qu'en conséquence elles n'avoient pu être exposées en vente à cause de la trop grande humidité.

Le Bureau ouy de nouveau M. le Procureur du Roy ainsi que le verbal dressé par MM. les Consuls, Lieutenants généraux de police du d. Sommières ce jour d'huy disant quant à ce droit à l'exploit du Sr. Procureur du Roy a condamné et condamne le d. Sr. Moulines en l'amende de quinze livres pour la contravention par luy commise applicable aux pauvres de l'hospital de cette ville et ordonne que la balle cuirs sera délivré au Sr. Moulines avec deffense de l'exposer en vente dans cette ville et consulat avant de luy avoir donné le degré de sécheresse qu'elle doit avoir, sous de plus grandes peines luy faisant inhibition et deffense de récidiver sous les peines portées par les Réglements.

Signés : L'ESTRADE, Premier Consul.

VITOU, Troisième Consul.

GAUTIER, ALBIGEOIS, PRADILLE.

(Voir FF 79 : Verbal des Consuls, Exploit de l'huissier.)

Nº 5. — « *Extrait du Livre Juratoire de la Commune de Sommières en ce qui concerne la Perception du Droit de Leude sur les Artisans tenant tabliers les Jours de Foires et de Marchés* ». (Arch. Sommières FF. 59.)

1. *Dels sabatiers* : Tots los Sabatiers que taulejon cascun disapte pagua cascun una pogeza de Leuda.

Item : Lo premier disapte de Avens pagua cascun Sabatier un parelh de sabatas.

2. *Dels Coyratiers* : *Item*, tots los Coyratiers que tenon taula los disaptes pagua cascun una mealha.

Item : Lo premier disapte avant Avens pagua cascun-Coyratiers un coble.

3. *Dels Mazeliers* : *Item*, los Mazeliers per un buono per una vaca que aye dens mogudos per miech paga quatre deniers.

Item : Per ung nombre de porc ung deniers.

Item : Per un moton, o per una feda, o per un cabrit, o per ung anhel pagua una pogeza tant solament lo disapte.

4. *Dels Merciers* : *Item*, tots los Merciers que taulejou le disapte pagen cascun lo sapte una pogeza.

5. *De las Pestoressas* : *Item*, cascuna Pestoressas paga una mealha alcun disapte et a l'autra una pogeza.

6. *De las Frucheyras* : *Item*, Frucheyras pagon cascun disapte una pogeza et en tots les disaptes de *Caresme* una lieura de castanhas secas.

7. *Del Vendedos de Cera* : *Item*, tots a celles que vendon cera en mercat Sobeyran en la frontieyra dels Obradors den jatmes d'aguange, et d'en jehan baila donon ung pauc de cera.

8. Sec se la Leude que devon pagua los *Canabassiers*, *Item*, los Cabanassiers cascun disapte paguon pogeza.

9. Que ven *Cuers de Cers* : *Item* se home Estranch ven ung cuer pagua mealha, home privat non pagua ren, *Item* que ven cuer de cervi pagua une mealha ab que non sia pres en la Bailia de *Someyre* per se que a doncz non paguara ren de Leuda.

10. Que vent *Porc* : *Item*, que vent Porc se se vent en mercat, o un Buon, o un Aze pagua cascun ung denier.

11. *Dels Rossins* ; *Item*, ung rossin se se ven pagua quatre deniers.

12. *Dels Muols : Item*, un muol quatre deniers.

13. *De Excambis : Item*, de excambis de Bestias non se dona Leuda se non y a tornas.

14. *De Cavals : Item*, ung cavals ses ven cinquante lieuras pagua cinq sols se meus non pagua ren.

15. *Dels Sers : Item*, de ung Sers non batejat cinq sols ses ven.

16. *Delas Fedas : Item*, de una Feda ses ven pagua pogeza, et pagua la aquel que la compra.

17. *De Naps o Cauls : Item*, de naps o de cauls ou de Porres pren hom la plena man o mays o mens seguon que sera la cantitat.

18. *Des Gaudals : Item*, dels Gaudals pren hom per tout l'an ung de cascung quels venda, et pueis se a quel ne ven los dissaptes pagua una mealha de Leuda.

19. *Delas Palas : Item*, de una dotzena o saumada de palas, o de faugons, o de dentals pren hom una pala, o ung faugons, o ung dental. E se mens n'y a de una dotzena non donnaren.

20. *De Pomas et Peras : Item*, que ven Peras o Pomas pagua del soult melha et de Naspoulas a quo meteys.

21. *De Amellas et Casthanas : Item*, que ven amellas ou castanhas a rusca ou sans rusca pagua del soult mealha o copas:

22. *Olas : Item*, de una saumada de olas o de orsols pagua pogeza o ung orsol o una ola de pogeza.

23. *De Veyres : Item*, aquel que porta veyres, pagua una Copa per tout l'an et pueis non rem, se non los dissapte cauven que pagua una pogeza.

24. *De las Escudellas : Item*, aquel que ven Escudellas, pagua. Leuda una Escudella per tout l'an et lo dissapte une pogeza.

25. *De las Cébas : Item*, de una saumada de Cebas en forcz o de una dotzena de forcz pren hom ung forc.

26. *Dels Fromatges : Item*, dels Fromatges cabaneucs de la dotzena prenhom tres deniers, et de mieya dotzena non prenhom rem ni dels petits frotmages rem de Leuda.

27. *Caulat : Item*, de Caulat ses vens a sestiers o a eymina prenhom del soult mealha.

28. *De Cebat : Item*, de Cebat o de Porrat paguoun del soult mealha.

29. *Del Escalmenhas : Item*, de Escalmenhas (sive Alhets) se son enforcadas de la saumada o de la dotzenas pren hom ung forc, et se son en rama pren ne hom una mealha.

30. *De Tinas : Item*, se home ven a Tina o ung Veyssel ou home d'aquest castel que non se agues mayso pagua mealha et sel y a mayso non dona rem se non vendie lo dissapte.

31. *De Sercles : Item*, de una saumada de Sercles ses ven per home estranch pagua dos diniers, los habitans de *Someyre* non paguon rem se non los dissaptes can venden en gros.

32. *De las Amarinas : Item*, de una Garba de Amarinas ses ven pren ne hom doas o tres sel Leudier es presen en aultra manieyra aquel que ven non es tengut.

33. *Dels Porcs : Item*, se home de *Someyre* ven ajourna de dissapte Porc que sia nourrit en sa meysom non deu pagar mas de mieya Leuda so es assaber mealha.

34. *Del Blat : Item*, aquel que ven blat en *Someyre* dona una copa ajostada ab la man del sestier, et de la eymina mieya copa, de cartel se ven a diversas personas non dona hom rem, mais se vendie dos o tres ad hum home pagua Leuda.

35. *De la Civadas : Item*, se al Borguet et vendom Civada o Ordi ab cartal à ung hoste à dos o à tres non dona rem de Leuda.

36. *Da Quometeis : Item*, home de *Someyro* que an maiso non paguan re se non vendien lo dissapte et livravon et se vendien lo dissapte et non livravon non pagua rem.

37. *De la Sal : Item*, home estranch se ven una saumada de sal pagua una dotzena home de *Someyra* se a maison non pagua rem.

Nº 6. — *Lettres-patentes du Roi Henri II portant création de la foire de Carême. -- Décembre 1557.*

Henri, par la Grace de Dieu, *Roi de France*, savoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir l'humble supplication de nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de notre ville de *Sommières* en *Languedoc* contenant que les feux *Rois* nos prédécesseurs, considérans la situation et forteresse de la dite ville et chateau, parcéqu'elle est sur grand Passage de la descendue des Montagnes et prochaine de la mer du *Levant*, nécessaire à garder pour la tuition et défense du Pays, auroient pour la rendre habitable créé et institué en icelle un siège royal et officiers de justice, auquel ressortissent

quatre-vingt onze villes ou villaiges, ordonne pour la garde ung capitaine, viguier et chatellain au ce mortes payes et octroyé aux dits suppliants plusieurs beaux Privilèges, et entre autres deux foires franches chacun au et ung jour de marché le samedi de chascune semaine moyennant nos droits de Coupes qu'avons à prendre sur les bleds vendus es dits jours de marchés ; par moyen desquels et du port d'*Aigues-Mortes* prochain de la dite ville, lorsqu'il étoit en valeur, la dite ville étoit des plus marchandes et peuplées du dit pays, mais par le laps du temps aiant cessé le trafic de marchandise devenue en icelle, par moien du dit port et que depuis la rivière de *Vidourle* sur laquelle est assize la dite ville, en a ruiné une grande partie des murailles et maisons les marchands d'icelle se seroient retirés en autres villes de maniere que les dites foires et marchés auroient cessé et la dite ville seroit demeurée presque inhabitable et parceque les marchands traffiquans le train de marchandise ne fréquentent guerres en la dite ville, sinon les premières et secondes sepmaines du *Karesme* tant pour y acheter huiles, figues, raisins, poissons salés, cordages, fer et autres marchandises en ce temps la propices et nécessaires qu'ils descendent des montagnes de *Rouergue*, *Sevènes* et autres pays, pour secourir a tout le bas Pays de *Languedoc*, seroit bien requis et nécessaire pour le bien et utilité de la chose publique et de la dite ville, y créer et establir une foire franche chacun au durant huit jours à commencer le premier Samedi de *Caresme* et finir le Samedi en suivant inclusivement outre celles que ja y sont establies d'ancienneté, nous requérant très humblement la vouloir créer et establir et sur ce leur impartir nostre grace et octroy-*Nous à ces causes*, inclinant libéralement à la supplication et requette des dits suppliants, avons fait, crée, érigé et establir de nostre grace spéciale, plaine puissance et autorité Royale, faisons, créons, érigons et établissons en notre dicte ville de *Sommières* par ces présentes, une foire franche chacun au durant huit jours, à commencer le premier Samedi de *Caresme* et finir le Samedi inclusivement, outres celles qui ja y sont établies d'ancienneté ; pour la dite foire dorénavant perpétuellement et à toujours entretenir, garder et observer et voulons et nous plait que tous marchands y puissent aller vendre et eschanger toutes manières de marchandises licites et qu'ils jouissent de tels et semblables privilèges qu'ils ont accoustumé de joyr et user et autres foires et marchés de nostre dit Pays de *Languedoc*, pourveu que à quatre lieux à la ronde ni ait autres foires. Si donnons en mandement

par ces dites présentes aux viguiers et juges royaulx de la dite ville et à tous nos autres justiciers et officiers, leurs lieutenants et chascun d'eulx comme à lui appartiendra, que nos présens grace, création et établissement, ils facent lire, publier et enregistrer, souffrent et laissent les dits suppliants et leurs successeurs joir plainement, paisiblement et perpétuellement, tout ainsi et par la forme et maniere que dict est et declairé, sans leur faire mectre ou donner, ni souffrir estre fait, mis ou donné, oresne pour le tems advenir aucun trouble, destourbier ou empèchement au contraire, lequel si fait, mis ou donné leur estoit, le mectent ou facent mectre incontinent et sans délai à plaine et entiere deslivrance et au premier estat et deu ; et avec ce leur permettent et seuffrent faire crier et publier la dicte foire à son de trompe et cry public, par tous les lieux, villes, bourgs et villaiges à l'entour, ensemble construire et ediffier halles, loges, bancs et sceaulx pour venir à sécurité les marchands avec leurs marchandises en récompensant toutesfois par les dits suppliants ceux auxquels pourroit appartenir les lieux et terres où seront et pourront être édifiés les dites hales et pour y tenir le bestail gros et menu, et même qui y sera admené car tel est nostre plaisir et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces dites présentes, sauf en autres choses nostre droit et lautri en foules.

Donné à *Saint-Germain en Laye* au mois de *Décembre* l'an de grace mil cenq cents cinquante sept et de notre règne le unzième.

Par le *Roy M^e. Antoine de Saint Pol*, Maitre de Requeste ordinaire de l'*Hostel présent de Lomenie*.

Signé : *Contentor Mazade*. (1)

(1) Archives Hérault. A. 241. Collection Don Pacotte. Original aux Archives de Sommières AA. 14.

BIBLIOGRAPHIE

1° Sources manuscrites.

Archives municipales de Sommières. — Le numéro des documents cités correspond au numéro porté sur l'inventaire de 1903 fait par nos regrettés compatriotes MM. Gaussorgues et Lombard-Dumas.

Mentionnons tout particulièrement la Série BB contenant les Procès-verbaux des Délibérations du Conseil de la Communauté depuis le xvi^e siècle jusqu'à la Révolution.

Archives de l'hôpital de Sommières, d'après le soigneux inventaire dressé par M. Lombard-Dumas en 1903.

Archives départementales du Gard. Série M relative aux événements révolutionnaires dans le Gard.

Archives départementales de l'Hérault :

Série A : collection don Pacotte donnant la copie de certains documents contenus dans nos archives communales.

Série B : documents relatifs à la création de la Bourse de Commerce de Montpellier.....

Série C : contenant les Fonds de l'Intendance du Languedoc.

Archives de la Bourse de Commerce de Montpellier.
Registres des jugements rendus par cette Bourse depuis sa création.

De Ballainvillers : Mémoire sur la Province du Languedoc, 1788, 2 volumes Bibliothèque Municipale de Montpellier.

Mémoire de l'Intendant Le Nain : Etat du Commerce en 1744. Hérault C. 2919.

2° Ouvrages et travaux locaux et régionaux.

Boisson Emile : De la ville de Sommières depuis ses origines jusqu'à la Révolution. Lunel 1849.

Lombard-Dumas : L'Hôpital de Sommières. Sommières 1901.

Giry E. : Histoire des choses mémorables survenues pendant les deux sièges de Sommières. Lyon. Rusand. 1578 In-12.

Fassin Th. : Essai historique et juridique sur la foire de Beaucaire. Montpellier 1900.

Gourcy Charles (de) : La foire de Beaucaire. Montpellier 1911.

Michel R. : L'Administration royale dans la Sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint Louis. Paris.

Germain H. : Histoire du Commerce de Montpellier. Montpellier 1872. (2 vol. in 8.)

Germain H. : Histoire de la Commune de Montpellier, Montpellier 1851. (3 vol. in 8°.)

D'Aigrefeuille : Observations sur les anciennes juridictions de Montpellier. Histoire de Montpellier.

Rivoire : Statistiques du Gard 1847.

Germer-Durand : Dictionnaire topographique du Gard.

Dutil L. : Etat économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime. Paris 1911.

Sorre M. : Etude critique des sources de l'Histoire de la Viticulture et du commerce des vins et eaux-de-vie en Bas Languedoc au XVIII^e siècle. Montpellier 1913.

Chroniques du Languedoc. Montpellier 1879.

3° Bibliographie générale.

Marquis d'Aubays : Pièces fugitives pour servir à l'Histoire de France. 3 volumes In-4°.

Huvelin : Le Droit des Marchés et des Foires. Paris 1897.

Levasseur : Histoire des Classes Ouvrières en France avant la Révolution. 2^e Edition. Paris 1900.

Savary des Bruslon : Dictionnaire Universel du Commerce 1723. Edit. Ch. Philibert 1759.

Guyot et Merlin : Répertoire de Jurisprudence t. VII.

Dom Vic et Dom Vaissette : Histoire Générale du Languedoc continuée par H. Reschach. Edit. Privat. Toulouse.

Abbé de Sauvages : Dictionnaire Languedocien Français.
Alais. J. Martin 1820.

Grangent et Durand. Les Monuments antiques du Midi de
la France.

Chavet : Les voies Romaines chez les Volsques Aréco-
miques.

Esmein : Cours élémentaire d'Histoire du Droit Français.
Paris 1895.

Gide : Cours d'Economie politique. Paris 1913.

Code des Seigneurs. 3^e Edition. Paris 1780, chez Nyon.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	Page... 7
Introduction.....	» 13

PREMIÈRE PARTIE

Origines et développement des foires et des marchés de Sommières.

Chapitre I. — Les marchés du Samedi. Les foires de Pâques et de la Saint-Michel	Page... 19
Chapitre II. — Les marchés de Sommières au Moyen Age et jusqu'à la Guerre de Cent Ans...	» 30
Chapitre III. — Les foires et les marchés de Sommières de la Guerre de Cent Ans au commencement du xvii ^e siècle. La foire de Carême. Les marchés du Mardi. Les foires de Saint-Roch, et de Saint-Léonard. La foire des Rameaux. ...	» 43
Chapitre IV. — Les foires et les marchés de Sommières du xvii ^e siècle à la Révolution : Les marchés aux grains. Les marchés aux vins, Les marchés aux olives et aux huiles. Les foires aux bêtes à laine et aux chevaux. Les marchés aux draps. Les marchés aux cuirs.....	» 60
Conclusion de la Première Partie.....	» 110

DEUXIÈME PARTIE

La vie interne des foires et des marchés de Sommières

Chapitre V. — Les emplacements du Commerce. Les conditions générales de la vente. Les	
---	--

droits de stationnement sur le Marché.....	Page..	115
Chapitre VI. — Les Franchises des foires et des marchés de Sommières.....	»	139
Chapitre VII. — Les Impôts atteignant le commerce pendant les foires et les marchés de Sommières : Droit de courtage. Droits de leudes et de coupes. Droits de subventions. Les droits sur les vins. Le Régime des vins à Sommières.....	»	156
Chapitre VIII. — Police et juridiction des foires et des marchés de Sommières : Juridiction criminelle. Juridiction commerciale.....	»	208
Conclusion.....	»	227
Pièces justificatives.....	»	229
Bibliographie.....	»	252

Vu : *Le Président de la thèse,*
Montpellier, 21 février 1921,
J. VALERY,

Vu : *Le Doyen,*
Montpellier, 21 février 1921,
J. VALERY.

Vu et Permis d'Imprimer,
Montpellier, le 21 Février 1921.
JULES COULET.
